

John Adams
Library,



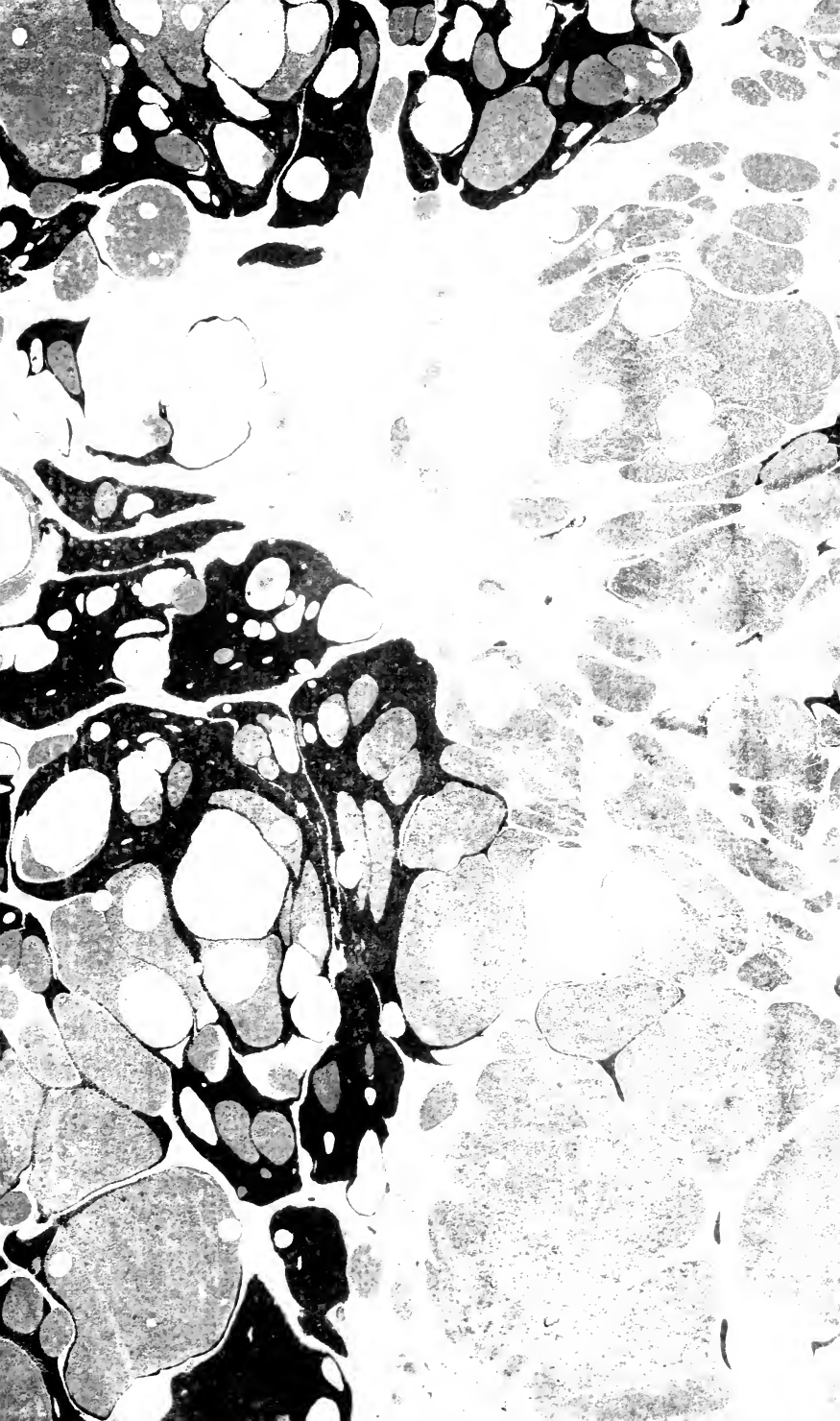
IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

1000

1000



HISTOIRE
DES TROUBLES
DE
L'AMÉRIQUE
ANGLAISE.

PAR FRANÇOIS SOULÉS.

TOME PREMIER.

Tros Tyriusque mihi nullo discrimine agetur.

VIRG. *Æneid.* lib. I.



A L O N D R E S,

Imprimé pour T. BOOKER, N^o 56, New Bond-Street,
& se vend chez tous les Libraires.

M. DCC. LXXXV,

De l'Imprimerie de T. SPILSBURY, Snowhill.

✓

Adams
141.14

547
AU TRÈS-HONORABLE

HUGH PERCY,

BARON DE PERCY, DE LUCY,
DE FITZ-PAYNE, DE BRYAN,
DE POININGS, ET DE LATIMER;
LIEUTENANT-GÉNÉRAL DES AR-
MÉES DE SA MAJESTÉ BRITAN-
NIQUE, &c. &c.

MONSEIGNEUR,

LA permission que VOTRE GRANDEUR
a bien voulu m'accorder de Lui dédier
mon *Histoire des Troubles de l'Amérique*,
est une preuve évidente qu'Elle possède

E P I T R E.

au suprême degré cet esprit d'indépendance & d'impartialité qui devrait former le caractère de la Noblesse de toutes les nations ; puisqu'Elle s'est volontairement déclarée le Patron d'un ouvrage politique, dont l'Auteur fait profession de dire la vérité ; & que la vérité peut offenser bien des individus. Il ne m'étoit guère possible de m'adresser à un Seigneur descendu de Familles plus nobles & plus distinguées, tant du côté paternel que du côté maternel ; mais j'avouerai franchement que ces longues listes d'illustres aïeux, qui ont tant d'influence sur la plupart des hommes, n'ont point été les principales causes de mon choix. La haute naissance peut, à la vérité, donner plus d'éclat aux grandes & belles actions ; mais elle ne sert qu'à rendre plus mépri-

E P I T R E.

faibles les méchans & les vicieux. Des qualités plus solides & plus personnelles m'ont donc engagé à solliciter la protection de VOTRE GRANDEUR. Cette soif de la gloire qui La fit noblement quitter ses parens , ses amis les plus chers , & voler du milieu des richesses vers les plaines de l'Amérique, pour y affronter mille dangers & mille morts ; cette humanité, & cette générosité, avec laquelle Elle s'empressa toujours d'alléger les souffrances des soldats, & même des ennemis malheureux, que la fortune incertaine de la guerre avoit fait tomber entre ses mains, feront des monumens qui rendront la mémoire de MILORD PERCY aussi respectable que les grands titres de ses Ancêtres. Mais de crainte d'ennuyer VOTRE GRANDEUR, de crainte aussi

É P I T R É.

qu'Elle ne me soupçonne de vouloir flatter, chose à laquelle je suis tout-à-fait étranger, je mettrai fin à cette épître.

Je suis très-respectueusement,

MONSIEUR,

DE VOTRE GRANDEUR,

Le très-humble & le très-obéissant
serviteur,

FRANÇOIS SOULÉS.

P R E F A C E.

EN écrivant l'HISTOIRE DES TROUBLES DE L'AMERIQUE ANGLAISE, je n'ignorois pas que j'allois être en but, non-seulement à tous les critiques de la Grande-Bretagne, mais même m'attirer la haine & l'inimitié de quelques-unes des premières personnes de la Nation. Qui osera, me disoit un homme respectable, publier une Histoire véritable de la Révolution de l'Amérique, tandis que les Ministres qui en ont été la cause, & les Généraux qui ont conduit les opérations de la guerre, sont encore existans ? Qui osera s'exposer à la colère de gens riches & puissans, qui ont toujours à leur volonté nombre d'esclaves bas & rampans, prêts à tout dire & à tout faire, pour satisfaire la vengeance de leurs maîtres offensés ? Moi, lui répondis-je, j'avoue que je n'ai point les talens des Tacites & des Tites-Lives ; mais j'aurai du moins le courage de dire la vérité. L'éclat de ce métal puissant, qui en impose tant au vulgaire, ne sera pas capable de mettre le

P R É F A C E.

riche scélérat à l'abri de ma censure ; & ces parchemins volumineux, qui sont aujourd'hui les seules marques de *Noblesse* d'un grand nombre de nos Seigneurs, ne seront point impénétrables aux traits de ma juste satire. Je fais que l'envie s'écriera à l'instant : Comment a-t-il pu découvrir ces vérités, qu'il nous promet avec tant de hardiesse ? Par des Mémoires authentiques que des personnes de distinction ont bien voulu me procurer ; par les informations que j'ai reçues en conversant avec des gens sages, & éclairés de tous les partis ; avec ceux même qui se sont le plus fortement opposés aux mesures des Ministres, & ceux qui les ont supportées avec le plus de chaleur ; voilà comme j'ai obtenu l'information que je donne au Public. Si je puis obtenir l'approbation des personnes impartiales & candides, mes vœux seront accomplis ; car ce seroit le comble de la folie de tenter à plaire à ceux qui ne sont guidés que par leurs préjugés & leurs passions.



HISTOIRE
DES TROUBLES
DE
L'AMÉRIQUE ANGLAISE,
Depuis 1765 jusqu'en 1777.

INTRODUCTION.

AVANT que de commencer l'Histoire d'une guerre qui a fait tant de bruit dans les deux hémisphères, il ne fera pas, ce me semble, hors de propos de faire quelques remarques sur la Constitution de la Grande - Bretagne. Nous examinerons ensuite ce qui a donné lieu à ces querelles domestiques, & jusqu'à quel point les mesures prises par le Gouvernement Britannique étoient fondées sur la droite raison, ou sur la saine politique.

Tout le monde fait que la forme de Gouvernement adoptée dans les Isles Britanniques est, tout-à-la-fois, Monarchique, Aristocratique & Démocratique : mais les deux premières branches de la législation sont, pour ainsi dire, dépendantes de la troisième; & quelques sages que soient les mesures du Ministre, il lui est impossible de les mettre en exécution sans le concours du peuple, ou de ceux qui le représentent. A quoi sert donc au Roi d'Angleterre le vain pouvoir de déclarer la guerre, ou celui de faire la paix, s'il est obligé de demander l'argent dont il a besoin de ses fidèles Communes, & si ces dernières ont le droit de le lui refuser? Rien, cependant, de plus vrai; & s'il s'est trouvé des Princes assez heureux pour réussir en agissant d'une manière contraire aux Lois de l'Empire, on en a vu à qui il en a coûté la Couronne, & d'autres qui ont même perdu la vie. Quelque étrange que soit la triste catastrophe de Charles I, & quelque injuste que paroisse la conduite de Cromwell, si l'Assemblée où ce dernier présidoit avoit été libre, & composée de tous les représentans du peuple, & si la Chambre des Pairs avoit confirmé la sentence de la Chambre des Communes, loin d'être regardé comme le meurtrier de son Roi, il mériterait au contraire les louanges d'une nation libre, & feroit aujour-

d'hui placé au rang de ces illustres Romains qui n'excusèrent pas la transgression des lois, même dans leurs propres enfans. Cela ne paroîtra pas un paradoxe, quand on saura que les Rois d'Angleterre, en prenant la Couronne, font serment d'observer toutes les lois du Royaume, & se déclarent eux-mêmes traîtres à la patrie au cas qu'ils enfreignent ce serment. Ils ont néanmoins plusieurs prérogatives indépendantes du peuple ; mais elles tendent toutes à faire le bien : on leur oppose de fortes barrières lorsqu'ils sont enclins à faire le mal. Il est probable qu'un Gouvernement qui semble n'avoir en vue que la félicité publique n'a pas été fondé sur l'injustice ; il le feroit pourtant, si une partie du peuple avoit droit de changer les lois, d'imposer les taxes, en un mot, de régir toutes les affaires de l'Etat, & que l'autre fût obligée d'obéir sans connoissance de cause. Il est inutile que le Lecteur remonte jusqu'à l'origine de la Constitution Anglicane, & qu'il sache si dans son institution chaque individu avoit droit au Gouvernement de l'Etat, ou seulement ceux qui possédoient une certaine étendue de terre. Il lui suffit de savoir que cela devoit être, qu'on n'a pu avec justice former son établissement sans l'une ou l'autre de ces méthodes, & que, si l'on a erré en quelque point, il n'est jamais

trop tard de corriger ses erreurs. Nous n'examinerons point non plus laquelle de ces deux modes d'institution est la meilleure. L'une & l'autre ont leurs inconvéniens. Quand les hommes sont assez corrompus pour mépriser les préceptes de leur conscience, ils trouvent toujours moyen d'éluder ceux de la justice. Suivant la première, un homme à la tête d'une famille nombreuse, auroit peut-être assez d'influence pour commander les voix; & suivant la dernière, l'opulence d'un particulier le rendroit toujours capable de devenir puissant.

La première méthode me paroît pourtant préférable, parce que chaque individu trouveroit toujours en lui-même un rempart contre l'oppression, ou du moins on ne pourroit l'opprimer qu'avec son consentement. Si c'est cette méthode que l'on a suivie dans l'établissement du Gouvernement Britannique, il est visible que le nombre de voix a dû s'accroître avec le nombre d'individus, & que chaque Breton en naissant formoit un nouveau Membre du Corps Politique. Si, au contraire, on a choisi celle des terres, il est clair que l'acquisition d'une terre suffisante achetée ou défrichée sous la domination de la Grande-Bretagne donnoit à l'acquéreur le droit d'avoir part au Gouvernement,

à moins qu'elle ne fût située dans un pays conquis. Lors, donc, que plusieurs aventuriers Anglais quittèrent leur native patrie, sous les auspices du Gouvernement Britannique, pour aller dans un nouveau monde défricher des terres incultes, en devenant possesseurs d'un certain nombre d'arpens ils acquirent le droit d'appartenir au Corps Politique; & si d'abord ils n'ont pas pensé à en jouir, ou plutôt, s'ils ne l'ont pas jugé à propos, il est fort inconséquent de conclure qu'ils y aient renoncé, & de vouloir, pour cette raison, les en priver. Cela me paroît aussi injuste qu'un tuteur qui refuseroit à un jeune homme l'héritage de ses parens, parce que celui-ci, durant un certain nombre d'années, lui en auroit laissé la jouissance.

Je me suis un peu étendu là-dessus, parce que c'est précisément l'origine des querelles qui subsistèrent entre la Grande-Bretagne & ses Colonies. Les Bretons prétendent qu'en quittant leur patrie, les habitans du nouveau monde ont renoncé à ses privilèges; & ces derniers au contraire soutiennent, que leurs ancêtres, en prenant le nom de Colons, n'ont point abdiqué les droits de Bretons. Je fais que la Constitution d'Angleterre n'est plus conforme à cette primitive institution dont je viens de

parler ; je doute même qu'elle le fût jamais : mais je suis certain qu'elle le devoit être, & cela me suffit.

Lorsque par l'ignorance de nos ancêtres, il s'est glissé des erreurs considérables dans les institutions les plus essentielles au bonheur de la vie, il est du devoir des descendans plus éclairés de les réformer. Je ne veux pas insinuer ici que la forme de Gouvernement dont j'ai fait mention soit la meilleure, & que tous les peuples de la terre doivent l'adopter ; mais j'entens seulement que, suivant la Constitution actuelle de la Grande-Bretagne, son origine a dû être telle que je l'ai décrite.

Que l'on m'allègue tant que l'on voudra que tel Comté envoie tant de Membres au Parlement, tandis que tel autre infiniment plus grand n'en envoie que la moitié, je répondrai que c'est un abus qui s'est glissé dans le Gouvernement, & qu'il est impossible que ce soit-là le but de l'institution. Il pourroit néanmoins se faire que le droit de représenter en Parlement fût originairement fondé sur la richesse du pays ; il pourroit, dis-je, se faire qu'on eût accordé à chaque Comté le droit d'envoyer plus ou moins de Membres au Parlement qu'il contribuoit

plus ou moins aux charges de l'Etat. Quoi qu'il en soit, il est toujours visible que l'émigration des Colons Anglais, pourvu qu'ils fournissent aux dépenses du Gouvernement, n'étoit pas dans le cas de les priver du droit de représenter, & que la guerre de l'Amérique fut peut-être la plus injuste que l'on eût jamais entreprise. Examinons à présent jusqu'à quel point elle étoit fondée sur la saine politique.

Si les habitans des Isles Britanniques avoient souffert que leurs Colons envoyassent des Représentans au Parlement, ces derniers possesseurs d'un continent immense seroient bientôt devenus plus nombreux que les Représentans du peuple Anglais, & par une majorité considérable, auroient toujours gouverné les affaires de l'Etat. Le pouvoir de l'Angleterre auroit été anéanti, & la Grande-Bretagne, semblable à ces vieux troncs dont on ne fait cas qu'à cause des belles branches qu'ils ont produites, auroit pour lors emprunté tout son éclat de ses immenses Colonies, & le petit nombre de ses Sénateurs auroit été, pour ainsi dire, éclipsé dans la foule des Représentans de l'Amérique. Il étoit donc fort peu politique de souffrir qu'ils fussent aggrégés au Corps Britannique ; mais il n'étoit pas pour cela nécessaire de vouloir les forcer à une obéis-

sance aveugle, bien plus cela étoit aussi contraire à la saine politique qu'à la droite raison.

Il paroît que le seul moyen qu'il restât aux Bretons de conserver leurs Colonies, après qu'elles furent devenues si considérables, étoit d'établir chez eux leur même forme de Gouvernement, d'y former un Sénat comme celui de la Grande-Bretagne, & de se réserver seulement le droit d'y envoyer un Vice-Roi. L'on dira peut-être qu'il n'étoit guère possible de former une Chambre de Pairs dans un pays où il n'y avoit point de Noblesse. Où il y a des hommes, il est toujours facile d'en faire des Seigneurs. Le manque de Nobles, loin de détruire mon système, auroit au contraire fourni au Roi d'Angleterre des moyens sûrs de réussir dans ce nouvel établissement, & chaque personne anoblie auroit été une créature entièrement dévouée à son service. Le peuple, sous le masque de la liberté, auroit payé sans murmures les taxes qu'on lui auroit imposées, & les Communes, jouissant déjà d'un pouvoir assez grand, n'auroient songé qu'à plaire à un Souverain dont elles avoient toujours quelques faveurs à espérer : d'ailleurs les Pairs & le Vice-Roi auroient été une espèce de contre-poids à leur pouvoir ; un habile Ministère auroit pu se con-

server une majorité dans leur Parlement, & insensiblement l'Amérique comme l'Irlande se feroit accoutumée au joug de la Grande-Bretagne.

Il est étonnant que les Anglais aient agi d'une manière si violente envers les Colonies. On ne peut attribuer ces mesures qu'à l'esprit de parti. Il n'arrive, hélas, que trop souvent que les Ministres les plus prudents sacrifient à leur propre ressentiment les vrais intérêts de leur patrie.

On n'a pas encore oublié ces fameuses révolutions qui ont agité l'Empire Britannique. On se rappelle sans doute encore des *Whigs* & des *Tories*, noms qui ont pris naissance sous le règne malheureux de Charles I. Ces derniers font profession d'être fort attachés à leur Souverain, & paroissent plutôt enclins à favoriser les prérogatives de la Couronne qu'à maintenir la liberté du peuple. Les *Whigs* au contraire, sans faire cas de la Royauté, font profession de soutenir les Loix de l'Etat, & sont aussi prêts à détrôner un Roi qui vise au pouvoir absolu qu'à supporter un Prince patriote.

Ce sont les *Whigs* qui, en 1648, firent trancher la tête à Charles I; & ce sont aussi ces

Whigs qui, en 1714, s'opposèrent à la restauration de la Famille de Stuart, pour placer sur le Trône celle de Brunswick. Les prédécesseurs de George III connoissoient trop bien le pouvoir de ce parti pour le négliger; &, jusqu'à son avènement au Trône, les *Whigs* furent toujours traités avec beaucoup d'égards. L'on peut même voir qu'à la mort de George II, son grand-père, le fameux Pitt, depuis Milord Chatham, étoit à la tête de l'Administration. Cependant si les *Whigs* étoient respectés, ils n'étoient pas moins craints. On les regardoit comme des turbulens toujours prêts à s'opposer aux mesures de leur Souverain. D'ailleurs ils avoient trop fait sentir à George II les services qu'ils avoient rendus à sa Famille, & ce Prince, fatigué de leur hauteur, avoit résolu de ne plus se servir de leur Ministère.

Les *Tories* n'ayant point réussi dans deux rébellions qu'ils excitèrent pour replacer le Prétendant sur le Trône, avoient tâché de s'infiltrer dans l'esprit du Prince régnant; & leurs principes, qui tendent à favoriser les prérogatives de la Couronne, n'avoient pas manqué de leur gagner ses bonnes grâces. L'éducation même de George III, petit-fils de George II, alors Prince de Galles, étoit confiée à un *Tory*

des plus zélés ; & c'est à lui qu'on attribue le présent système de Gouvernement. M. Pitt ne devoit donc sa place de Premier Ministre qu'à la guerre dans laquelle l'Angleterre se trouvoit pour lors engagée avec la France, tant parce qu'il étoit fort en état de la conduire, que parce que le peuple, dont il étoit l'idole, fournissoit avec zèle ce qu'il lui plaisoit de demander pour les dépenses de l'Etat.

Quelle que fût la façon de penser de George II, soit par crainte, ou par reconnoissance, il eut beaucoup de ménagement pour les *Whigs* durant son règne ; mais il n'en fut pas de même dans celui de son petit-fils ; &, bientôt après son avènement au Trône, il se fit dans le Gouvernement un grand changement en faveur des *Tories*. L'on vit paroître à la tête de l'Administration Milord Bute, Ecoffais de nation. Ce Ministre, à ce que l'on prétend, avoit un pouvoir absolu sur l'esprit de son Elève, & sur celui de la Princesse de Galles sa mère : en un mot, on ne tarda pas à s'appercevoir que c'étoit lui qui tenoit les rênes du Gouvernement.

Les *Whigs* qui restoient encore dans le Ministère, voyant que leur crédit étoit pour ainsi dire anéanti, résignèrent d'eux-mêmes des em-

plois qu'on n'auroit pas tardé à leur ôter, & firent place à des créatures du nouveau Ministre. Le peuple ne vit cependant pas sans murmures le coup porté à son idole. La gloire que M. Pitt s'étoit acquise durant son administration étoit encore trop récente pour qu'on l'eût si-tôt oubliée; &, quoique la Nation eût été, pour ainsi dire, accablée sous le poids des taxes qu'exigeoient les dépenses de la guerre, elle avoit payé avec plaisir sous un Ministre qu'elle croyoit entièrement dévoué à sa patrie.

Milord Bute s'aperçut bien que sa situation étoit des plus critiques, & qu'il lui seroit impossible de continuer la guerre, les esprits étant ainsi préoccupés. Il s'attendoit à une opposition considérable de la part des *Whigs* dans les deux Chambres du Parlement, & il avoit tout à craindre de la fureur du peuple : car celui-ci, qui n'avoit jamais senti son fardeau sous un Ministère *Whig*, commença à faire entendre ses plaintes sous celui d'un *Tory*. La moindre faute, le moindre malheur étoit capable de le perdre. Il se hâta donc de faire la paix, s'imaginant par-là affermir son règne; mais cette politique ne lui servit de rien. La populace excitée par les écrits & les discours de ses adversaires, se plaignit hautement d'une paix qu'on lui fit regar-

der comme défavantageuse. Elle ne s'en tint pas aux plaintes, elle voulut même déchirer en pièces ceux qui en étoient les auteurs. On ne voyoit dans Londres qu'assemblées tumultueuses ; on n'entendoit que maledictions contre les Ministres ; on les pendoit même en effigie. Il est vrai que quelques mesures violentes de leur part avoient contribué à animer les esprits. Ils avoient voulu réprimer la licence avec laquelle ils étoient traités, & cela n'avoit produit que de nouvelles animosités. La fureur du peuple est comme un torrent ; les efforts que l'on fait pour l'arrêter ne servent qu'à lui donner plus de force ; si, au contraire, on le laisse passer sans opposition, sa violence diminue insensiblement. L'expérience nous a convaincu de cette vérité.

Milord Bute, après avoir inutilement résisté, fut enfin obligé de céder de peur des suites funestes ; mais en cédant il fit continuer les mêmes mesures. Le Roi choisit un autre Ministre entièrement dévoué au premier, ou plutôt le Ministre lui-même nomma son successeur. Le peuple continua de murmurer ; pour le satisfaire on changea encore de Ministre, sans cependant changer de système. Après quelques changemens de cette nature, les Anglais las de

s'attrouper, & de s'exposer à la rigueur des lois, se contentèrent de se plaindre ; &, fatigués de se plaindre en vain, prirent enfin le parti de se taire.

Qui pourroit s'imaginer que ce peuple autrefois si turbulent est aujourd'hui plus soumis que les Français ? On voit paroître de tems en tems quelques écrits féditieux ; mais on se contente de les lire. On fera peut-être surpris que le parti des *Whigs*, qui avoit été capable de donner la Couronne à la Famille de Brunswick à l'exclusion de celle de Stuart, soit devenu si faible en si peu de temps ; mais on cessera de l'être quand on en saura la cause.

Les *Whigs* Anglais, enragés de se voir supplantés par les *Tories*, ne mirent point de bornes à leur ressentiment, & attaquèrent indistinctement dans leurs écrits toute la Nation Ecoffaïse, parce qu'un Ecoffais étoit à la tête des affaires. On n'ignore pas combien ces habitans Septentrionaux de la Grande-Bretagne sont attachés les uns aux autres ; l'esprit de parti fit sur-le-champ place à l'amour de la patrie, & toute l'Ecosse, *Whigs* & *Tories*, se réunit pour supporter les mesures de leur Compatriote. Il est clair qu'une si grande addition au parti du Ministre

ne manqua pas d'affaiblir ses adversaires. Toutes les places de confiance furent données à des Ecoffais ou à des *Tories* Anglais : ceux qui n'étoient d'aucun parti embrasèrent naturellement celui du plus fort ; l'espoir du gain & des honneurs augmenta le parti de la Cour : en un mot , les choses en vinrent à un tel point que Milord North, dont la populace avoit brisé le carrosse au commencement de son Ministère, étoit, en 1777, aussi tranquille que dans Paris, & avoit une majorité considérable dans les deux Chambres du Parlement.

Les richesses des Indes Orientales ne contribuèrent pas peu à fortifier le parti du Gouvernement. Plusieurs aventuriers, après avoir fait des fortunes rapides , *per fas & nefas* , s'en retournoient dans leur patrie, où ils aspiraient ensuite aux honneurs. Une somme d'argent donnée à propos les mettoit à l'abri des poursuites des malheureux qu'ils avoient opprimés ; & , secondés du Ministère, les guinées qu'ils faisoient pleuvoir chez les Electeurs les assuroient d'une place dans la Chambre des Communes.

Après cette digression qui m'a paru nécessaire, revenons au présent système de Gouvernement. Le Ministre dont le plan, comme nous avons

dit plus haut, étoit d'augmenter les prérogatives de la Couronne, & d'affaiblir le pouvoir des *Whigs*, comprit qu'il lui feroit impossible de venir à bout de son dessein, si les Colonies jouissoient des mêmes privilèges que les Isles Britanniques. Les habitans de l'Amérique devenus fort nombreux, & partisans zélés des *Whigs* (*), dont ils disent tirer leur origine, auroient, dans ce cas, été capables de renverser tous les projets du Ministère. La permission de représenter en Parlement auroit mis la majorité de leur côté; &, si l'on avoit établi chez eux

(*) Les Etats-Unis sont composés de différentes sectes de Non-conformistes, telles que les Puritains, les Indépendans, les Trembleurs, les Presbytériens, &c. Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'avant la déclaration d'Indépendance, il n'y avoit pas un seul Evêque dans les treize Provinces. Ces Non-conformistes sont plus enclins à favoriser un Gouvernement Républicain qu'un Gouvernement Monarchique, & se feroient opposés aux mesures des *Tories*.

Du tems de Charles I, un grand nombre de ces Sectateurs, parmi lesquels étoit Cromwel, peu satisfaits des mesures de ce Monarque, s'étoient embarqués pour passer en Amérique; mais ce Prince infortuné les empêcha d'exécuter leur projet, mesure qui lui fut par la suite funeste.

aux la même forme de Gouvernement qui existe en Irlande, ils se feroient probablement opposés aux mesures d'un Ministère *Tory*.

C H A P I T R E I.

MILORD Bute qui, sans paroître à la tête des affaires, étoit toujours l'ame du Gouvernement, fut sensible que par l'un ou l'autre de ces réglemens le pouvoir de ses partisans couroit risque d'être anéanti : c'est pourquoi il se détermina à rendre les Colonies entièrement dépendantes de la Grande-Bretagne. C'étoit le seul moyen qui lui restoit pour faire réussir son système. S'il parvenoit à soumettre les Américains, il n'avoit plus alors qu'à s'assurer d'une majorité dans les deux Chambres du Parlement : si au contraire son dessein échouoit, & que les Colons secouassent le joug des Anglais, il étoit également débarrassé d'une foule d'adversaires, qui n'auroient pas manqué tôt ou tard d'écraser son parti. Dans ces vues Milord Bute fit mettre sur le papier, dont on se servoit pour les transactions publiques dans les Colonies, un impôt ; & le Parlement, dont la plupart des Membres lui étoient dévoués, passa pour cet effet, en 1765, un acte connu sous le nom de l'acte du timbre.

Aussitôt que cette nouvelle fut parvenue au-delà des mers, elle causa la plus grande fermentation dans les esprits, & il fut résolu de discontinuer les affaires, plutôt que de se servir de papier timbré. Le peuple s'attroupa ; enfin de crainte d'une révolte, on fut obligé de révoquer l'acte du timbre l'année d'ensuite.

Milord Bute n'avoit point vu sans regret une révocation qui sapoit son système par le fondement. C'étoit rendre les Colonies indépendantes du Parlement Britannique, & leur donner l'exemple dangereux de résister à ses décrets. Ayant donc fortifié son parti il fit mettre, en 1767, un nouvel impôt sur le verre, le papier & le thé, impôt qui devoit se payer à l'entrée de ces denrées en Amérique. Le Gouvernement établit des douanes, & nomma des commis pour percevoir ces droits, sans du tout consulter ceux qui devoient les payer.

Pour rendre cette potion moins désagréable, on usa d'un stratagème qui auroit pu réussir, si les esprits n'avoient point été aigris par l'acte du timbre. On ôta en Angleterre des droits considérables de sortie sur le thé transporté en Amérique, de sorte que, si les Colons avoient voulu se soumettre à payer les droits d'entrée, leur thé leur auroit coûté moins cher qu'avant l'imposition de ces mêmes droits.

Les Américains s'apperçurent du piège qu'on leur tendoit. Ils virent bien que s'ils abandonnoient le droit de se taxer eux-mêmes, toutes leurs possessions devenoient au pouvoir de la nation Britannique, que le Parlement pourroit à son gré imposer de nouvelles taxes ; en un mot, qu'ils feroient comme autant d'esclaves sous le Gouvernement le plus despotique. Ils obéirent, pourtant, & se contentèrent de murmurer. Ils maudissoient secrètement, & souvent même, dans leurs discours les commis chargés de lever ces impôts ; mais la crainte des lois les retenoit encore dans le devoir.

Les habitans de la province de Massachuffet étoient les plus animés contre les mesures du Gouvernement, & avoient peine à retenir leur ressentiment. Les Bostoniens prirent des résolutions qui déclaroient ouvertement leur mécontentement. Dans une de leurs Assemblées il fut résolu d'encourager leurs anciennes manufactures, & d'en former de nouvelles, de ne plus tirer de l'étranger les marchandises qu'ils pourroient avoir des autres Colonies, & d'éviter les dépenses superflues dans les funérailles & les habillemens. Ils ne s'en tinrent pas là. Ils écrivirent une lettre circulaire à toutes les autres Assemblées de l'Amérique Septentrionale

dans laquelle ils se plaignoient hautement des derniers actes du Parlement, & invitoient toutes les Colonies à se réunir entr'elles pour en empêcher l'exécution. Ils leur conseilloient en même tems de s'adresser toutes ensemble au Gouvernement pour en obtenir la révocation. Dans cette lettre ils s'étendoient beaucoup sur leurs droits naturels comme hommes, & sur ceux de la nation Britannique, dont ils se disoient membres.


Pour donner plus de clarté à ce que nous dirons par la suite, il paroît nécessaire d'expliquer ce qu'étoient les Assemblées. La forme de Gouvernement établie dans toute l'Amérique Anglaise étoit fondée sur les principes de la Constitution Britannique. Chaque province avoit un Gouverneur, nommé par le Roi & ce dernier des Conseillers nommés par une Assemblée que l'on pouvoit proprement appeller Chambre des Communes, puisque les Membres qui la composoient étoient élus par le peuple. Le pouvoir du Gouverneur dans sa province étoit égal à celui de Vice-Roi. Il assembloit tous les ans les Représentans du peuple, prorogeoit ou cassoit à son gré leur Assemblée, suivant les instructions qu'il recevoit de la Cour de Londres, à-peu-près de la même manière

que le Roi d'Angleterre proroge son Parlement. Au premier coup-d'œil, cette division de Gouvernemens semble devoir assurer à la Grande-Bretagne la possession tranquille de ses Colonies ; mais après un sérieux examen, on ne manque pas de s'appercevoir de la faible autorité des Gouverneurs. Toujours accompagnés d'un conseil ordinairement dévoué à l'Assemblée dont il tient son existence, ils ne peuvent agir que suivant la volonté du peuple. Les Nobles que leur prodigalité, ou le désir des honneurs rendent presque toujours dépendans de la Couronne, & qui ont tant d'influence sur le peuple en Angleterre, ne pouvoient point ici assister l'autorité du Gouvernement. Les Membres des Assemblées tous bons propriétaires au-dessus du besoin, & ignorant le luxe des Cours, étoient en trop grand nombre pour être aisément corrompus. Toute l'autorité du Gouvernement résidoit donc effectivement dans le peuple, & le pouvoir des Gouverneurs n'étoit qu'imaginaire tant qu'il n'en étoit pas soutenu. Le Ministère Anglais ne tarda pas à s'appercevoir de cette vérité quand il adopta des mesures désagréables aux Colons, & ces derniers obéirent avec exactitude à toutes les recommandations de leurs Assemblées, sans avoir égard aux ordonnances des Gouverneurs.

1768. Après cette explication il ne paroît plus si extraordinaire que cette révolution de l'Amérique ait été conduite avec tant d'ordre ; mais ce qui semble étrange, c'est que des Colonies dont les intérêts, la religion, les mœurs & les coutumes sont si différentes, se soient toutes réunies pour s'opposer aux mesures du Gouvernement Britannique. Il est probable que la connoissance qu'elles eurent des vues du Ministère, qui étoient de les forcer à l'obéissance en semant entr'elles la division, contribua plus que toute autre chose à cette réunion. C'est de quoi nous aurons occasion de parler plus au long dans la suite ; revenons à présent à la province de Massachusset.

Milord Shelburne, depuis Marquis de Lansdown, un des Secrétares d'Etat, informé des procédés des Bostoniens, écrivit une lettre au Gouverneur de la province pleine d'invectives sur la conduite de l'Assemblée, & que ce dernier, suivant ses ordres, lut en présence de ceux qui la composoient.

Cette lettre causa la plus grande fermentation dans les esprits. L'Assemblée devint furieuse : ils accusèrent le Gouverneur d'avoir donné de fausses informations au Ministère,

& nommèrent un Comité qui alla le prier de 1768. 
délivrer une copie de la lettre de Milord
Shelburne, & de celles qu'il avoit écrites lui-
même au sujet de l'Assemblée. Ces requêtes
ayant été refusées ils écrivirent une lettre au
Secrétaire d'Etat dans laquelle ils lui firent un
long détail de toutes leurs transactions, & s'ef-
forcèrent de justifier leur conduite aux dépens
de celle du Gouverneur, aux fausses informa-
tions duquel ils attribuent la mauvaise opinion
du Ministre. Ils écrivirent aussi à la plupart
des Ministres d'Etat pour se plaindre des der-
niers actes du Parlement qu'ils représentèrent
comme contraire à leurs droits & privilèges,
faisant, cependant, les plus grandes protesta-
tions de loyauté.

Milord Hillsborough, qui peu de tems après
fut fait Secrétaire d'Etat pour le département
des Colonies, envoya une lettre circulaire aux
Gouverneurs des Provinces, qui avoient reçu
celle des Bostoniens dont voici l'esprit :

Sa Majesté désapprouvoit fort les mesures de
leur Assemblée, regardoit leur lettre comme
dangereuse, factieuse, tendant à enflammer le
peuple & à exciter une combinaison illicite pour
s'opposer à l'autorité du Parlement, & détruire

1763. les principes de la Constitution. Sa Majesté comptant ensuite sur l'affection des Assemblées, espère qu'elles traiteront avec mépris des mesures calculées pour troubler le repos public.

M. Bernard, alors Gouverneur de la province de Massachusset, reçut des dépêches qui contenoient à-peu-près la même chose, & condamnoient fortement la lettre circulaire des Bostoniens. Entre autres accusations, Sa Majesté disoit qu'ils s'étoient départis de cet esprit de prudence & de respect dû à la Constitution que cette Assemblée avoit fait paroître au commencement de la Session. On inféroit de-là que leur dernière résolution n'étoit le sentiment que de quelques personnes séditieuses qui avoient profité de l'absence de la plupart des Représentans du peuple. Enfin Sa Majesté conclut en enjoignant à la nouvelle Assemblée de rescinder la résolution qui a donné lieu à la lettre circulaire, & de désavouer des procédés si téméraires.

Le Gouverneur fit part de ses dépêches aux Membres de l'Assemblée, & les pria de s'y conformer, leur disant en même tems qu'au cas de refus, il avoit des ordres de Sa Majesté que son devoir l'obligeroit d'exécuter. Là-dessus ceux-

ci lui demandèrent copie des ordres dont il 1768.
avoit parlé, & de plusieurs papiers qu'il avoit
fait passer au Conseil. Il donna copie du reste
de la lettre de Milord Hillsborough, contenant
les instructions qu'il avoit reçues au cas de
désobéissance, qui étoient de casser l'Assemblée,
& d'envoyer un mémoire de leurs procédés pour
être présenté au Parlement.

Les Membres restèrent sept à huit jours sans
répondre, après quoi le Gouverneur les somma
de le faire ; mais ils demandèrent permission
d'aller consulter leurs Constituans. Cette per-
mission leur ayant été refusée, on proposa la
question de rescinder la résolution de la der-
nière Assemblée ; mais elle fut rejetée par une
majorité de quatre-vingt-douze voix contre dix-
sept. Ils firent ensuite réponse à Milord
Hillsborough & au Gouverneur.

Dans ces réponses ils s'efforcent de justifier
la conduite de la dernière Assemblée, ainsi que
la leur. Ils disent que la résolution pour la
lettre circulaire, bien loin d'avoir été obtenue
par supercherie, avoit été approuvée par la plu-
part des Représentans, & que les accusations du
Secrétaire d'Etat étoient mal-fondées : ils sou-
tiennent que les mesures sont conformes aux lois,


1768. & que les fujets ont droit d'exposer au Roi leurs griefs tous enfemble, ou féparément. Ils font voir qu'il eft ridicule de refcinder une réfolution déjà mife en exécution ; que la lettre circulaire avoit été non-feulement envoyée, mais même que plufieurs provinces y avoient répondu ; que la lettre & la réponse avoient été publiées dans les gazettes, de forte qu'il feroit néceffaire non-feulement de refcinder la réfolution, mais auffi les lettres ; & que l'une & l'autre de ces mefures étoient également inutiles.

Dans leur réponse au Secrétaire d'Etat ils s'expriment fort librement fur la nature de fa requête, & repréfentent qu'il eft tout-à-fait contraire aux lois de l'Empire de commander à une Affemblée libre fous peine de caffation de refcinder fes réfolutions, à plus forte raifon celles d'une Affemblée antérieure. Ils fe plaignent hautement de la baffeffe & de la méchanceté de ceux qui avoient perfuadé à Sa Majefté qu'une mefure légitime, & dont le but eft d'exposer leurs fuffrances, étoit inflammatoire, & tenoit à exciter des combinaifons féditieufes pour s'opposer à l'autorité du Parlement. Ils font en même tems les plus grandes proteftations de loyauté, & fe récrient contre les dernières mefures du Gouvernement. Ils préparèrent

en même tems une requête au Roi pour le 1768.
prier de changer leur Gouverneur qu'ils ac-
commodoient de toutes pièces ; mais avant
qu'ils y eussent mis la dernière main, l'Assemblée fut cassée.

Les lettres circulaires que le Secrétaire d'Etat avoit écrites aux autres Colonies n'eurent pas plus de succès que celle qu'il avoit envoyée à Boston. Elles firent réponse à celles de la province de Massachuffet, approuvèrent hautement la conduite de leur Assemblée, & promirent de seconder ses mesures. Plusieurs d'entr'elles écrivirent même au Secrétaire d'Etat pour lui témoigner leur approbation de la conduite des Bostoniens, & firent des remarques fort sévères sur sa lettre. La plupart prirent en même tems la résolution de ne plus recevoir de marchandises d'Angleterre, excepté celles qu'elles avoient commandées pour la saison suivante, & celles dont elles ne pouvoient absolument se passer, jusqu'à ce que les derniers actes fussent révoqués.

(Le 10 Juin) Quelque tems avant la cassation de l'Assemblée il y eut un grand tumulte à Boston. Les commis de la douane s'emparèrent d'un vaisseau qui appartenoit à un des prin-

1768.  cipaux Négocians de cette ville, parce qu'il ne s'étoit pas conformé aux dernières lois. Aussitôt qu'ils l'eurent saisi ils firent signe à un vaisseau de guerre qui étoit dans la baie, & le Capitaine envoya ses chaloupes pleines de gens armés qui coupèrent les amarres du navire marchand, & le conduisirent près de son bâtiment. Là-dessus la populace s'étant attroupée fit pleuvoir une grêle de pierres sur les Commis, rompit leurs épées, & les traita terriblement mal. Non contents de cela les plus mutins coururent à leurs habitations, & en brisèrent toutes les vitres, après quoi ils traînèrent la chaloupe du Receveur sur la commune où ils la réduisirent en cendres.

Les Commis, après un pareil traitement, pour se mettre en fureté, furent obligés de se retirer à bord du vaisseau de guerre, d'où ils passèrent au château Guillaume, fort qui est sur une petite île dans le port, où ils reprirent leurs fonctions.


Cependant les Bourgeois s'assemblèrent, s'écrièrent qu'on vouloit les priver de leurs droits, & présentèrent une requête au Gouverneur pour le prier qu'il donnât ordre au vaisseau de guerre de sortir du port. Les animo-

fités augmentèrent de jour en jour. Bientôt ^{1768.} ils ne mirent plus de bornes à leur licence, traitèrent le Gouvernement Britannique avec le dernier mépris, & n'en parlèrent plus qu'avec aigreur. Le bruit que leur requête n'avoit point été présentée au Roi, & la saisie du bâtiment qui appartenoit à un Représentant de la ville de Boston, contribua autant qu'autre chose à irriter les esprits qui n'étoient déjà que trop portés à la violence.

Telle étoit la situation des affaires quand on apprit qu'il venoit des troupes pour supporter les mesures du Ministère. L'approche du plus cruel ennemi n'auroit pas causé une plus grande alarme dans Boston que cette intelligence. Les bourgeois se rendirent aussitôt à *Faneuil-Hall*, où ils élurent des Commissaires pour demander au Gouverneur sur quoi fondé il avoit répandu qu'on attendoit des troupes dans la ville, & le prier en même tems de convoquer au plus vite une Assemblée Générale. Celui-ci fit réponse que, quant aux troupes, son intelligence ne venoit point du Gouvernement; &, quant à la convocation d'une nouvelle Assemblée, il ne pouvoit le faire à moins que de recevoir les instructions de Sa Majesté.

1768. Un Comité qu'ils avoient déjà choisi pour l'inspection de leurs affaires, après un long détail de violations de droits & de privilèges, fit plusieurs propositions qui furent approuvées d'un consentement unanime, & entre autres choses il fut résolu qu'il étoit contraire aux lois de l'Etat de maintenir une armée dans le Royaume en tems de paix sans le consentement du Parlement. Tel étoit alors le nom que les Américains donnoient à leurs Assemblées.

Cette assertion étoit fondée sur un acte du Roi Guillaume, qui recommande en même tems la fréquente convocation du Parlement. Sur ces principes il fut résolu de convoquer une Assemblée à Boston. Les quatre Membres qui avoient représenté cette ville dans la dernière Assemblée furent choisis comme Commissaires dans la présente. Les élus eurent ordre d'écrire à toutes les villes de la province de choisir de même des Commissaires. Ce qui se passa de plus singulier dans cette Assemblée Bostonienne, c'est qu'au tems où ils fesoient tous leurs efforts pour s'opposer à l'arrivée des troupes Anglaises, ils recommandèrent au peuple de faire provision d'armes & de munitions, afin, disoient-ils, d'être toujours prêts, au cas de

guerre avec la France. Ils assignèrent ensuite 1768.
un jour de jeûne & de prières, & se sépa-
rèrent. 

La lettre circulaire que les élus avoient écrite aux autres villes étoit d'un style aussi violent que leurs procédés. Quatre-vingt-seize villes choisirent des Commissaires qui tous se rendirent à la Convention (nom qu'ils avoient alors donné à cette Assemblée) le jour marqué.

Le 22 Septembre ces Messieurs commencèrent à examiner les affaires de la province; & leur première délibération fut d'envoyer un Député au Gouverneur pour l'informer qu'ils ne prétendoient nullement à l'autorité du Gouvernement, qu'ils avoient été élus par différentes villes, & venoient librement & volontairement aux sollicitations du peuple pour consulter ensemble sur les mesures les plus propres à maintenir la paix & le bon ordre. Ils font ensuite les plaintes ordinaires, disent qu'on les traite avec injustice, qu'on les a représentés en Angleterre sous de fausses couleurs, & concluent par les sollicitations les plus pressantes pour la convocation d'une Assemblée Générale, comme le seul moyen d'éviter les dangers dont les Colonies étoient menacées.

1768. Le Gouverneur les avertit en ami de rompre leur Convention, & de se retirer avant que de transiger aucune affaire, leur fit voir à quoi ils s'exposeroient, & le crime dont ils étoient coupables en persistant dans leurs premières résolutions. Il leur dit que l'évasion dont ils vouloient se servir étoit inutile, que leur Convention étoit réellement une Assemblée de Représentans du peuple, puisqu'il s'y trouvoit des Députés de toutes les villes, & que le nom n'y faisoit rien. Il ajouta que, s'ils méprisoient son avis, il seroit obligé comme Gouverneur de maintenir les prérogatives de la Couronne ; que Sa Majesté, suivant les instructions qu'il avoit reçues, étoit déterminée à conserver la souveraineté de cette province ; & que quiconque seroit assez hardi pour vouloir usurper ses droits, se repentiroit de sa témérité.

Là-dessus ils envoyèrent un autre message pour se justifier, alléguant qu'ils étoient assemblés comme particuliers, & prièrent le Gouverneur de leur faire voir en quoi ils étoient criminels. Celui-ci ne voulut plus les écouter parce que ç'auroit été reconnoître la légitimité de leur Assemblée, ce qu'il ne vouloit point du tout admettre. Des Commissaires firent aussitôt une espèce de procès verbal, dans lequel ils assignent les

les raisons de leur Convention , désavouent 1768.
toute autorité quelconque , recommandent au
peuple la plus grande déférence au Gouverne-
ment, & lui conseillent d'attendre patiemment
le résultat de la clémence & de la sagesse de Sa
Majesté pour le soulagement de leurs maux.
Ils déclarent en même tems qu'ils seront tou-
jours prêts à donner toute l'assistance possible au
Gouvernement civile pour le maintien de la
paix & du bon ordre. Ils firent après cela un
détail de leurs transactions pour envoyer à leur
Agent à Londres, & se retirèrent.

Le jour de leur dissolution la flotte d'Halifax,
composée de plusieurs frégates , & d'autres
vaisseaux de guerre & de quelques transports
avec deux régimens d'infanterie, & un détache-
ment d'artillerie arriva dans le port. Il s'éleva
d'abord quelques difficultés au sujet du loge-
ment des troupes, & le Conseil ne voulut pas
les admettre dans la ville, disant que les caser-
nes du château Guillaume étoient suffisantes.
Après plusieurs altercations on leur accorda,
cependant, des logemens, à condition que ces
logemens seroient regardés comme casernes ; &
sur ce pied-là le Conseil leur fit donner les pro-
visions des casernes.

1769. L'année 1769 se passa en plaintes & en murmures. Les Américains observèrent ponctuellement la convention qu'ils avoient faite de ne plus recevoir de marchandises de la Grande-Bretagne, excepté neuf à dix personnes, qui préférèrent leur intérêt particulier à celui de la patrie. Pour les punir de leur avarice, leurs noms furent mis dans les gazettes. On recommanda au Public de les regarder comme infames, & de rompre tout commerce avec eux. On vit paroître cette année dans les Papiers de nouvelles une adresse au beau sexe pour le prier de renoncer pour un tems à ses bijoux & à ses ornemens : dans cette adresse on promettoit de repayer avec usure la complaisance que les Dames Américaines voudroient bien avoir pour le bien commun de leur patrie.

La combinaison des Colonies produisit l'effet désiré, & les Négotians des îles Britanniques commencèrent à s'appercevoir que leur commerce étoit considérablement diminué. Là-dessus le Trône fut accablé de requêtes ; &, pour arrêter les cris importuns des Anglais, on révoqua en partie l'acte de Parlement qui imposoit les nouveaux droits. On ne laissa que ceux qui avoient été mis sur le thé. Comme je

J'ai déjà observé, si les Américains avoient payé 1770.
tranquillement le droit du thé, cette marchand-
dise ne leur auroit pas coûté si cher qu'aupara-
vant, puisqu'en imposant un droit d'entrée en
Amérique de trois deniers sterling par livre, on
avoit ôté un chelin par livre en Angleterre de
droit de sortie ; de sorte que, par ce moyen, ils
profitoient de neuf deniers sterling.

Le Ministre s'imaginait par ce moyen les
engager à se soumettre à ce nouvel impôt, & à
reconnoître par-là l'autorité du Parlement d'An-
gleterre ; mais les Colons s'aperçurent de la
supercherie, & continuèrent dans leurs résolu-
tions, assurant qu'ils ne tireroient plus rien de
la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que tous les
nouveaux droits fussent abolis.

Il est vrai qu'ils étoient excités à ces résolu-
tions violentes par quelques citoyens factieux,
qui dérisoient leur importance de ces disputes,
ou qui par-là satisfesoient leur vengeance.
M. Bernard, quelque fût sa conduite, n'avoit
pas eu l'art de se faire aimer de la province
dont il étoit Gouverneur. Ils le regardoient
comme leur plus cruel ennemi, & prenoient
plaisir à le contredire en tout.

1770.

Les Bostoniens, comme on a pu le remarquer ci-devant, avoient vu d'un œil jaloux l'arrivée des troupes dans Boston. Ils regardoient les soldats comme autant de tyrans dont le but étoit de les asservir. Il n'est donc pas surprenant que dans cette persuasion ils leur témoignassent leur ressentiment dans toutes les occasions. Les citoyens & les troupes se disoient mutuellement des injures, & en venoient même de tems en tems aux mains. Ces petites escarmouches se terminoient ordinairement par quelques coups de poing & de bâton.

Mais le 5 Mars il y eut une affaire plus sérieuse. Deux soldats ayant eu querelle avec des bourgeois, ces derniers appellèrent au secours, & bientôt une foule de Bostoniens poursuivirent les premiers jusqu'à leurs casernes, où ils les accablèrent d'injures, & les menacèrent de les ensevelir sous les ruines. Les soldats, en grand nombre, armés de sabres & de bayonnettes, firent une sortie sur cette populace insolente, & la repoussèrent vigoureusement ; mais la plus grande partie de la ville étant alarmée par le son du tocsin obligea bientôt les troupes à se retirer. La nouvelle de ce désordre étant parvenue au Capitaine Preston, alors Officier de

garde, il courut à son poste, & fit mettre les 1770.
soldats sous les armes. Cela n'intimida nullement les mutins ; ils avancèrent avec intrépidité sur la troupe, & frappant leurs bâtons l'un contre l'autre , ils les défièrent au combat dans les termes les plus injurieux. Quelques-uns d'eux eurent même l'audace de jeter des pierres & de la neige, & de donner un coup de bâton sur le bras du Capitaine Preston.

Les soldats enragés firent feu, dit-on, sans ordre de leur Commandant, & la populace se dispersa, laissant trois de leurs compagnons sur le carreau. Il y en eut d'autres de blessés, dont quelques-uns moururent de leurs blessures. Plusieurs Officiers furent aussi fort mal-traités en allant joindre leurs différens corps ; & l'un d'entre eux fut dangereusement blessé, & eut son épée cassée.

Cependant on battoit la générale de part & d'autre , & les bourgeois retournèrent bientôt en plus grand nombre dans le dessein d'assommer le Capitaine Preston & ses soldats ; mais le Lieutenant - Gouverneur leur persuada , non sans peine, de se retirer, en les assurant qu'on examineroit la conduite du susdit Capitaine. Le Conseil s'assembla sur-le-champ, & il fut

1773. résolu d'arrêter M. Preston, & huit soldats qui avoient tiré. Cet Officier entendant ce qui se passoit, alla lui-même se rendre prisonnier au Cherif. On lui fit ensuite son procès, & il fut honorablement absous. Les choses restèrent à-peu-près dans le même état l'année 1771 & 1772.

Les animosités entre la Grande-Bretagne & les Colonies augmentèrent, néanmoins, de jour en jour. Ces dernières observèrent inviolablement les résolutions qu'elles avoient prises, & la province de Massachuffet faisoit toutes les occasions d'insulter directement ou indirectement le parti de la Cour. Ces insultes étoient d'autant plus dangereuses qu'elles étoient faites avec délibération, & approuvées de leurs Assemblées, sous le masque de l'hypocrisie.

Au mois de Mars 1773, le Comité élu par la ville de Boston, pria le Ministre Benjamin Church de faire une harangue le 5 du même mois, sur le danger qu'il y a de maintenir une armée, en tems de paix, dans un pays libre ; & en mémoire, dit-il, du massacre horrible commis par un détachement du vingt-neuvième Régiment le 5 Mars au soir de l'année 1770.

M. Church ayant accordé la demande du 1773. Comité, il y eut aussitôt une Affsemblée à *Faneuil-Hall* (*), où le choix qu'on avoit fait du Docteur fut universellement approuvé. On lui députa sur-le-champ des Commissaires pour lui dire que c'étoit le désir de l'Affsemblée qu'il fit sa harangue à une heure moins un quart dans une des plus grandes Eglises, qu'on lui nomma. Au tems marqué il s'y trouva un si grand concours de peuple, tant de Boston que des villes des environs, qu'on fut obligé de faire entrer l'Orateur par la fenêtre.

Son discours fut universellement applaudi, & on le pria d'en donner copie, afin de le faire imprimer. Sur le soir les enfans de la liberté s'assemblèrent dans l'endroit où la malheureuse affaire étoit arrivée, & attachèrent à un balcon une lanterne transparente.

Le front de cette lanterne représentoit les effets funestes d'une armée en garnison dans une ville libre. A droite étoit peinte l'Amérique explorée sur une siége lugubre, jettant de tristes regards sur les spectateurs, avec cette inscription : *Voyez, mes fils* ; à gauche étoit un monument élevé à la mémoire des infortunés qui

(*) Salle de Faneuil, espèce d'Hôtel-de-ville.

1773. avoient été tués en 1770; un peu plus loin à l'Est du balcon on voyoit les vers suivans sur du papier transparent :

*Can'st thou, spectator, view this crimson'd scene,
And not reflect what these sad portraits mean?
Or can thy slaughter'd brethren's guiltless gore
Revenge, from year to year, in vain implore?
Ask not where Preston or his butchers are,
But ask who brought those bloody victims here.
Never for instruments forsake the cause,
Nor spare the wretch who would subvert the laws,
That ruthless fiend who, for a trifling hire,
Would murder scores, or set a town on fire,
Compar'd with him who would a land enslave,
Appears an inconsiderable knave.
And shall the first adorn the fatal tree,
While, pamper'd and caress'd, the last goes free?
Forbid it thou, whose eyes no bribes can blind,
Nor fear can influence, nor favour bind.
Thy justice drove one murtherer to despair;
And shall a number live in riot here?
Live! and appear to glory in the crimes
Which hand destruction down to future times!
Yes, ye shall live; but live, like branded Cain,
In daily dread of being nightly slain;
And when the anxious scene on earth is o'er,
Your names shall sink 'till time shall be no more,*

1773.

Spectateur, en voyant cette scène sanglante
As-tu donc oublié ce qu'elle représente ?
Tes frères égorgés demandent-ils en vain
Que leur sang innocent soit vengé de ta main ?
Des bouchers de Preston contemple les victimes ;
Mais cherche en même tems l'auteur de tant de crimes ;
Considère la cause, & non point l'instrument ;
N'épargne pas des lois l'infracteur insolent,
L'esclave malheureux qu'un chétif salaire
Rend barbare assassin, ou vil incendiaire,
N'est en comparaison d'un superbe tyran
Qu'un petit criminel, qu'un gueux du second rang,
Verra-t-on le premier au haut d'une potence
Tandis qu'à ce dernier tout fait la révérence ?
O toi que les présens, la crainte, ou la faveur
Ne peuvent influencer, arme ton bras vengeur !
Déjà d'un meurtrier, effet de la justice,
Le sombre désespoir a causé le supplice ;
Et verra-t-on ici nombre de scélérats
Vivre, & se glorifier de leurs assassinats ?
Vous vivrez ; mais toujours dans la crainte terrible
D'être tous égorgés dans une nuit horrible,
Puis, après votre mort, de la postérité
Vos noms seront maudits jusqu'à l'éternité.

A neuf heures & un quart, tems précis de
la scène sanglante, toutes ces figures furent ôtées,
& les cloches firent entendre un son lugubre

1773. jusqu'à dix. Cette farce s'observa avec beaucoup de décence & de solemnité.

Le 7 de Juin l'Assemblée passa encore plusieurs résolutions violentes. Il fut déterminé de présenter une requête au Roi pour le prier de changer leur Gouverneur le Chevalier Hutchinson, qui avoit succédé à M. Bernard, & le Lieutenant-Gouverneur André Oliver.

Le crime dont on les accusoit, étoit d'être la cause des troubles qu'il y avoit alors dans les Colonies, & d'avoir, par de fausses informations, engagé le Ministère à poursuivre des mesures si préjudiciables aux habitans.

Les Colons étoient d'autant plus enragés contre eux qu'ils avoient en mains des preuves authentiques. Plusieurs lettres que le Gouverneur avoit écrites à Londres, dans lesquelles il les représentoit comme une bande de féditieux, étoient, je ne sais comment, tombées entre leurs mains ; & ces lettres ayant été lues en pleine Assemblée, avoient produit la résolution de la requête.

C H A P I T R E II.

Ces troubles étoient, cependant, peu considérables en comparaison de ceux qui devoient les suivre. Les Américains observoient fermement la résolution qu'ils avoient prise de ne plus tirer de marchandises d'Angleterre ; mais il leur étoit d'autant plus facile de le faire qu'ils avoient encore chez eux toutes les denrées dont ils avoient besoin. 1773.

Les Négotians avoient pourvu à l'avenir en demandant à leurs correspondans des marchandises pour deux ou trois ans avant que cette résolution ne fût adoptée. Si le Ministère Anglais avoit eu la patience d'attendre que ces marchandises fussent consumées, il est probable que la nécessité auroit naturellement forcé les Colons à se départir de leur dessein, & que fort peu d'entre eux auroient eu la confiance de renoncer aux aïssances de la vie pour les procurer à une postérité incertaine. L'intérêt de la patrie auroit insensiblement cédé à l'intérêt particulier, le *Moi* n'auroit pas manqué de prévaloir, & cette association auroit tombé d'elle-même. L'enthousiasme n'a jamais pu être détruit que par lui-même. Les persécu-

1773. tions n'ont fait que lui donner de nouvelles forces ; & un martyr a toujours produit vingt prosélytes.

Aussitôt que les résolutions des Colonies furent parvenues au Ministre, il prit des mesures qui paroissent réellement ridicules, & fit passer en Amérique des charges considérables de thé, comme s'il eut été possible de faire acheter aux Colons une marchandise dont ils avoient résolu de ne point se servir. Il est visible qu'il avoit prévu que cet esprit d'opposition s'affaibliroit peu à peu, & que le besoin les feroit renoncer à leur association ; mais ce n'étoit pas le tems, lorsque les esprits étoient ainsi échauffés, de vouloir les contredire d'une manière si ouverte.

Les Américains, sans faire réflexion qu'ils avoient la liberté d'acheter, ou de ne point acheter le thé qu'on leur envoyoit, regardèrent cet envoi comme un grand affront, & ordonnèrent aux Négotians à qui il étoit adressé de ne point le recevoir ; mais de le renvoyer à Londres, sans souffrir qu'on le débarquât. Le nom de thé leur devint aussi désagréable que celui de tyran, & ils ne l'entendoient jamais prononcer sans trembler pour la perte de leur liberté.

Telle étoit la disposition des Colonies, quand trois navires chargés de cette marchandise arrivèrent dans Boston adressés à M. Rotch. Des Commisaires vinrent aussitôt lui signifier de la part de l'Assemblée de renvoyer ces vaisseaux, & de demander un acquit au Receveur de la douane. Ils lui accordèrent deux jours pour cela ; à l'expiration desquels étant informés par M. Rotch lui-même qu'on lui avoit refusé un acquit, ils lui commandèrent de faire un protêt, & de demander un passeport au Gouverneur. Ce dernier fit réponse qu'il étoit contraire à son devoir de donner un passeport, à moins que le navire n'eût un acquit de la douane. 1773.

L'Assemblée, sur ce rapport, se sépara ; mais il paroît qu'avant cette séparation, on étoit convenu de ce qu'on devoit faire ; car peu de tems après, une foule de peuple habillée comme une espèce d'Indiens qu'on appelle *Mohawks*, enfonça toutes les caisses qu'il y avoit à bord, & jeta le thé dans la mer. Le même esprit regnoit dans les autres provinces, & l'on peut voir par les billets qui couroient dans *New-York* quels étoient les sentimens de ses habitans.

“ NOTRE Nation ayant été avisée que les
“ fers que la Grande-Bretagne a forgés pour

1773. “ nous affujettir font sur le point d'arriver dans
“ un certain navire de la Compagnie des Indes,
“ nous déclarons que nous sommes déterminés
“ à ne point être les esclaves d'aucune nation
“ du monde ; & quiconque aidera ou soutien-
“ dra cet infame dessein, ou aura la présomption
“ de louer ses magasins pour la réception de
“ ces chaînes infernales, peut compter sur une
“ visite désagréable de la part des *Mohawks*”.

Les habitans de Lexington firent encore plus ; ils portèrent dans un certain endroit tout le thé qu'ils avoient chez eux , & en firent un feu de joie, résolus de n'en plus boire tant que les droits d'entrée continueroient. Toutes les Colonies applaudirent la conduite des Bosto- niens, & visitèrent avec exactitude les navires venant de la Grande - Bretagne : lorsqu'il s'y trouvoit du thé on le renvoyoit sans le débar- quer (*).

(*) S'il paroît singulier que le Ministre de la Grande- Bretagne s'obstinât à envoyer du thé à des gens qui étoient résolus à n'en point boire, il ne paroît pas moins étrange que les Américains refusassent de le recevoir, puisqu'ils étoient libres de l'acheter, ou de ne point l'acheter. En formant la résolution de ne point acheter de thé tant que les nouveaux impôts fussent abolis, ils

Quelques Capitaines, à l'aide des Commis & 1773.
des personnes dévouées au Gouvernement, en
passoient néanmoins plusieurs caïffes. Les Co-
lons, pour les empêcher de continuer cette ma-
nœuvre, condamnèrent ceux qui furent attrapés
à un genre de punition tout-à-fait singulier.
Les coupables dépouillés de leurs vêtemens
étoient goudronés depuis les pieds jusqu'à la
tête, & ensuite roulés dans les plumes. Dans
cet état, promenés par toute la ville, ils ser-
voient de jouet à une populace irritée, & de
spectacle à ses habitans indignés.

Si le Ministère Anglais avoit agi prudem-
ment, il se seroit contenté de demander à la
ville de Boston la restitution du thé que ses
habitans avoient détruit, & auroit fait abolir
des droits qui leur caufoient tant d'ombrage, le
continent étoit pour-lors en flammes, & c'étoit
le seul moyen pour sauver les Colonies. Il fal-
loit céder aux circonstances, & perdre de vue,

auroient insensiblement forcé le Ministère à les abolir.
Ils craignoient probablement que le Gouvernement Bri-
tannique n'eût assez d'influence pour corrompre une
partie des Colons, & les engager à boire du thé en
dépit des nouveaux droits, ce qui auroit donné mauvais
exemple aux autres.

1774. pour un tems, le système politique de taxer l'Amérique, jusqu'à ce que la fureur du peuple fût apaisée, & que l'enthousiasme eût fait place à un calme tranquille ; mais l'esprit de parti, le trop d'ardeur & le désir de la vengeance qui avoient fait commettre à ceux qui étoient à la tête du Gouvernement une sottise des plus grandes, en voulant forcer les Américains à boire du thé contre leur volonté, leur firent embrasser des mesures encore plus pernicieuses.

Le port de Boston fut entièrement condamné ; & , par un acte de Parlement, il fut défendu à tout navire d'y embarquer, ou débarquer aucune marchandise, sous peine de confiscation, jusqu'au bon plaisir du Roi & de son Conseil, & jusqu'à ce que les Bostoniens eussent dédommagé la Compagnie des Indes. Le Ministre s'imaginoit, sans doute, qu'en attaquant ainsi chaque province en particulier, & en lui faisant sentir le poids de sa vengeance, il romproit la grande Association, & que l'intérêt public céderoit à l'intérêt particulier.

Ces raisons étoient, certainement, bonnes ; mais ses mesures étoient trop précipitées. Les Colonies étoient alors sur leur garde ; ce n'étoit pas

pas là le tems. Elles s'apperçurent aussi-tôt de son dessein ; &, loin de profiter de la ruine de Boston, elles se réunirent toutes pour lui porter du secours. Le Continent fut bientôt en mouvement, & on ne voyoit par-tout qu'Assemblées de ville & de province. Dans ces Assemblées les mesures du Gouvernement furent généralement condamnées. On désapprouva fort le nouvel acte, & les principes sur lesquels il étoit fondé. Il fut résolu de s'opposer à ses effets, & de supporter les Bostoniens, qui devoient en être les premières victimes. 1774.

Les habitans de la Virginie assignèrent le 1 de Juin, jour auquel l'acte pour la condamnation du port de Boston devoit avoir lieu, comme un jour de jeûne, de prières, & d'humiliation, pour implorer l'interposition de la divine Providence, dans ce tems de détresse où ils étoient menacés de la perte de leurs droits, & des horreurs d'une guerre civile, pour prier le Seigneur de ne donner qu'un cœur & qu'un esprit au peuple pour s'opposer fermement aux violations des droits de l'Amérique. Cet exemple fut suivi, ou des résolutions à-peu-près semblables furent adoptées presque par-tout, & le 1 de Juin fut observé dans tout le Continent comme un jour de prières & d'humiliation.

1774. Cette mesure fit, cependant, casser l'Assemblée de la Virginie; mais avant que de se séparer, les Membres dressèrent un procès verbal, qui fut signé par quatre-vingt-neuf d'entr'eux, dans lequel ils déclarèrent qu'une attaque faite sur une Colonie, pour la forcer à payer des taxes arbitraires, seroit regardée comme une attaque sur toute l'Amérique Anglaise, & causeroit la destruction de ses droits, à moins que toutes les Colonies ne se réunissent pour s'y opposer. C'est pourquoi ils recommandèrent au Comité de correspondance, de s'aviser avec les Comités des autres provinces sur la propriété de nommer des Députés dans toutes les Colonies pour s'assembler tous les ans, & former un Congrès Général, où l'on délibéreroit sur les mesures que leurs intérêts communs pourroient rendre, de tems en tems, nécessaires. Ils conclurent en disant que les égards qu'ils avoient pour leurs compatriotes, les négocians, & les manufacturiers de la Grande-Bretagne, les empêchoient alors d'aller plus loin.

A Philadelphie il y eut sur-le-champ une Assemblée à laquelle il se trouva environ trois cens bourgeois, qui élurent des Commissaires pour écrire aux habitans de Boston. Leur lettre, quoique modérée, étoit néanmoins

ferme. Ils avouent qu'il est difficile de donner ^{1774.} des avis dans cette malheureuse affaire, & qu'il faudroit auparavant favoir la façon de penser de toute la province. Ils observent qu'il faut employer les voies de la douceur avant que d'en venir aux extrémités, & qu'il seroit nécessaire d'avoir l'opinion d'un Congrès Général. Ils disent que, si l'on n'exigeoit que la restitution du thé, & que cela fût suffisant pour mettre fin à ces malheureuses disputes, & rétablir la ville de Boston dans ses premiers droits & privilèges, il n'y avoit pas à balancer quel parti prendre. Ce n'est pas, ajoutent-ils, de la valeur du thé dont il s'agit, mais du droit inviolable de disposer de notre argent, droit que nous ne pouvons du tout abandonner.

Le corps de ville de *New-York* étoit plus favorable au Gouvernement. La majorité n'étoit, pourtant, que peu considérable; mais la province en général, & le peuple, comme on a pu le voir, étoit possédé de l'esprit d'opposition.

Le Ministère Anglais, pour accorder quelque chose aux Colonies, avoit changé le Gouverneur de la province de Massachusset, M. Hutchinson, qui leur étoit si odieux, & avoit nommé à sa

1774. place M. Gage, qui, à la qualité de Gouverneur, joignoit celle de Généralissime de toutes les forces de Sa Majesté Britannique en Amérique. On espéroit que ce Gentilhomme, qui avoit déjà commandé dans ce pays-là, où il étoit fort aimé, & qui avoit épousé une Américaine, contribueroit à la reconciliation des Colonies & de la Grande - Bretagne. Il partit donc d'Angleterre, & arriva à Boston le 13 de Mai.

Il fut reçu avec toutes les démonstrations de joie imaginables, & chacun s'empressa de lui faire la cour. On s'imaginoit que le Général, étant venu pour rétablir la paix, condamneroit, sans hésiter, la conduite de ses prédécesseurs ; mais il n'en fut pas ainsi.

Les Colons lui ayant présenté une requête pleine d'invectives sur la conduite de ses deux prédécesseurs , aux machinations desquels ils attribuoient l'origine & la continuation de leurs souffrances, elle fut rejetée. Cette requête contenoit aussi une déclaration de leurs prétentions. Nous ne désirons, disent-ils, que les privilèges d'Anglais : il est du devoir de cette Assemblée de les maintenir ; c'est pourquoi nous ferons tous nos efforts pour parvenir à ces fins, sans

préjudice, néanmoins, aux prérogatives de la Couronne, que nous supporterons toujours avec la plus grande loyauté, tant qu'elles ne s'écarteront point des justes bornes. 1774.

Le Gouverneur écrivit, quelques tems après, une lettre au Conseil pour l'informer des raisons qui l'avoient obligé à rejeter la requête qu'ils lui avoient présentée : il dit qu'il lui étoit impossible de recevoir une requête remplie d'invectives contre ses prédécesseurs, qui avoient été examinés par le Conseil du Roi, & trouvés innocens ; que ç'auroit été insulter Sa Majesté.

La ville de Boston, Capitale de la province de Massachusset, où les Représentans du peuple avoient coutume de s'assembler, ayant encouru la disgrâce de son Souverain, fut aussi privée de ce privilège, & Salem, ville située à six lieues de là, fut choisi pour siège de l'Assemblée. La première chose qui se passa dans l'Assemblée de Salem, fut d'approuver la propriété d'élire des Comités dans toutes les Colonies. Après avoir donné les raisons de leur approbation, les Membres élurent effectivement cinq personnes entre celles qui s'étoient le plus opposées aux mesures du Gouvernement, comme Commissaires, pour représenter cette province ; & ils

1774. votèrent ensuite la somme de cinq cens livres sterling (*) pour ces Commissaires, afin qu'ils pussent s'acquitter avec honneur de la charge qu'on leur avoit confiée.

M. Gage, à qui ces mesures ne pouvoient qu'être désagréables, refusa de donner son consentement à leur dernière résolution, sur quoi ils recommandèrent aux villes & aux villages de la province de lever la somme de cinq cens livres sterling par égales portions, & suivant le plan des dernières taxes. Cette recommandation eut alors toute la force de loi. Après avoir agi de cette manière, ils prévirent que la cassation de l'Assemblée n'étoit pas fort éloignée ; c'est pourquoi ils résolurent, avant que cela arrivât, de donner au peuple un témoignage public de leurs sentimens, & de lui prescrire les règles de sa conduite. Ils préparèrent donc une espèce de manifeste, dans lequel ils exprimoient leur façon de penser sur l'état présent des affaires.

Il y a long-tems, disent-ils, que nous & toute l'Amérique gémissons sous les coups

(*) Environ 12000 livres tournois.

redoublés d'un pouvoir arbitraire, & que nous
faisons d'inutiles efforts, afin de nous y souf- 1774
traire. Nos plaintes n'ont pas été écoutées,
nos requêtes ont été méprisées, & les cris
qu'une cruelle marâtre nous forçoit de pousser,
loin d'exciter sa pitié, n'ont fait que redoubler
le poids de nos maux. Il est visible que le
dessein de la Grande-Bretagne est d'abolir en-
tièrement la Constitution des Colonies, & d'en
réduire les habitans à l'état d'esclavage. Ils
recommandèrent ensuite à toute la province de
s'abstenir de thé, & , autant qu'il seroit possible,
de toute marchandise venant des Indes Orien-
tales, ou des Isles Britanniques, jusqu'à ce que
les nouveaux actes du Parlement fussent entiè-
rement révoqués. Afin que ces mesures pussent
plus aisément s'exécuter, ils exhortèrent les
Colons à encourager toutes les manufactures de
l'Amérique.

Quoique les Commissaires, préposés pour
ménager cette affaire, s'efforçassent de la con-
duire avec le plus grand secret, le Gouverneur
en fut informé, & le jour qu'ils firent leur
rapport à l'Assemblée, il envoya son Secrétaire
pour la casser : celui-ci trouvant les portes fer-
mées, fit informer l'Orateur qu'il avoit un mes-
sage du Gouverneur, & qu'il souhaitoit d'être

1774. admis afin de le délivrer. L'Orateur répondit
quelque tems après, qu'il avoit instruit la
Chambre de la commission dont il étoit chargé,
& que les Membres avoient donné ordre de
tenir les portes fermées. Là-dessus le Secrétaire
fit lire sur l'escalier un édit qui cassa l'As-
semblée.

Telle fut l'issue des querelles des habitans
de Massachuffet & de ses Gouverneurs, & la
dernière Assemblée qu'il y eut dans cette pro-
vince sous les auspices du Gouvernement Bri-
tannique. Le lendemain les négocians & les
bourgeois de Salem présentèrent une requête
très-pathétique au Gouverneur. Cette ville,
comme nous l'avons dit plus haut, étoit pour
lors la Capitale de la province au lieu de
Boston; conséquemment l'Assemblée, la douane,
& autant qu'il étoit possible, le commerce de
cette dernière avoient été transportés à Salem;
de sorte que les habitans possédoient déjà une
partie de ces dépouilles qui, à ce que le Ministre
s'imaginait, devoient avoir tant d'influence sur
leur conduite, & faire naître entre les gagnans
& les perdans des jaloussies & des animosités
incurables. La turbulente Capitale ainsi aban-
donnée à elle-même, après avoir réfléchi sur
l'état déplorable où elle étoit réduite, ne man-

queroit pas, à ce qu'il prétendoit, de retourner dans le devoir, & d'avouer ses torts. Toutes ces conjectures étoient cependant fausses, & l'on peut voir, par ce qui suit, quels étoient les sentimens des Salémois. 1774.

C'est avec la plus grande douleur, disent-ils au Chevalier Gage, que nous réfléchissons sur les calamités publiques en général; mais les maux qui sont prêts d'accabler nos confrères de Boston ne sauroient manquer d'exciter plus particulièrement notre pitié, & nous espérons que Votre Excellence fera tous ses efforts pour les empêcher de succomber. En fermant le port de cette ville on s'imagine, sans doute, que le commerce prendra son cours vers la nôtre, & que nous aurons par conséquent tout le profit; mais la nature dans la formation de nos ports ne nous permet pas de devenir rivaux de cette Métropole. Quand cela seroit autrement, continuent-ils, il faudroit que nous n'eussions aucune idée de justice, & que nous fussions dépourvus de tout sentiment d'humanité, si nous pouvions entretenir la pensée d'élever nos fortunes sur les ruines de celles de nos confrères.

Cette requête est remarquable par la justesse des sentimens qu'elle contient. Le Gouverneur

1774. y est traité avec le plus grand respect; ils mettent leur espérance en lui, tant à cause du caractère bienfaisant qu'il s'étoit acquis, que de sa conduite dans un Gouvernement antérieur. Ils font paroître le plus grand attachement pour la Grande-Bretagne, le plus profond chagrin à cause des disputes malheureuses qui subsistent entre elle & ses enfans, & témoignent le désir le plus ardent d'en venir à une heureuse réconciliation. Ils assurent que, pour parvenir à cette fin, ils sont prêts à faire les plus grands sacrifices, autant que cela sera conforme à la dignité de sujets de la Grande-Bretagne (*).

(*) Les Ministres d'Angleterre & leurs partisans ont dit que, dès le commencement de ces disputes, les Colons avoient formé le projet de devenir indépendans; mais tout nous démontre le contraire. S'ils avoient agi avec plus de politique, & ne s'étoient point laissés guider par la violence & l'esprit de parti; s'ils avoient prêté l'oreille aux personnes bien instruites des véritables sentimens des Américains, il est probable que l'Amérique seroit encore unie avec la Grande-Bretagne: mais il est visible que le plan du Ministère étoit d'assujettir les Colonies au Gouvernement Britannique, comme je l'ai déjà remarqué au commencement de cet ouvrage, au risque même de les perdre. Il y avoit, certainement, parmi les Colons quelques esprits entreprenans, qui auroient été charmés de voir l'Amérique indépendante; mais leur nombre étoit

Le Gouverneur espéroit que les Négotians 1774.
se feroient transportés à Salem pour y continuer leur commerce, & auroient, par ce moyen, engagé la Capitale à une plus prompte soumission ; mais il fut trompé dans son attente. Les Négotians avoient, sans doute, leurs raisons pour ne pas en venir à une guerre ouverte avec le Gouvernement ; mais il est évident qu'ils ne se conformoient pas de bon cœur aux nouveaux réglemens.

Le Chevalier Gage pensoit, peut-être, que les partisans du nouveau Gouvernement étoient plus considérables qu'ils ne l'étoient effectivement, & c'est ce qui l'engageoit à poursuivre les mesures du Ministère avec tant d'ardeur. Il ne tarda, cependant, pas à être convaincu du contraire : car ceux-ci, dans une Assemblée des bourgeois de Boston, ayant essayé de faire quelques propositions pour le paiement du thé qui avoit été détruit, & pour abolir le Comité de correspondance, se trouvèrent éclipsés par une

petit en comparaison de ceux qui n'avoient jamais pensé à établir une République, ou qui même ne désiroient pas de nouvelle forme de Gouvernement. On peut voir que la déclaration d'indépendance ne fut que le résultat de l'opiniâtreté des Ministres.

1774. grande majorité, & n'eurent d'autre ressource
que de protester contre les procédés du corps
de ville.

Le Ministère persistoit toujours dans les mêmes résolutions, & vouloit contraindre les Américains à se soumettre à l'autorité du Parlement Britannique ; mesure qui auroit certainement augmenté le pouvoir de la Couronne, mais qu'il lui étoit alors impossible de mettre en exécution, tous les Colons étant réunis pour s'y opposer. On préparoit, pendant ce tems-là, en Angleterre, une nouvelle forme de Gouvernement pour la province de Massachusset, & il étoit question de passer un acte pour autoriser le Roi à maintenir une armée en Amérique.

Aussi-tôt que cette nouvelle parvint à Boston, elle fut sur-le-champ répandue par tout le Continent, & remplit les habitans d'indignation. Ceux qui étoient modérés, ou qui paroissoient chancelans, devinrent alors zélés : la résolution de fermer entièrement leurs ports, & de rompre tout commerce avec la Grande-Bretagne, fut regardée comme nécessaire, & fut universellement adoptée. On ne voyoit qu'Assemblées dans toutes les Colonies, on n'entendoit parler

que de résolutions violentes. Il se fit à-peu-
près dans le même tems une souscription pour 1774.
le soulagement des Bostoniens, & chaque province y contribua libéralement. Ces derniers reçurent aussi des lettres non-seulement de toutes les provinces, mais même d'un grand nombre de villes & de villages, remplies de sentimens de tendresse & de sympathie. Ils étoient comblés de louanges à cause de leur conduite passée, & on les exhortoit, par les sollicitations les plus pressantes, à persévérer dans cette vertu, qui étoit la cause de leurs maux.

On pouvoit alors diviser le peuple de l'Amérique en trois grandes classes par rapport aux opinions politiques.

La première, étoit pour en venir aux extrémités, & cesser sur-le-champ tout commerce avec la Grande-Bretagne, sans essayer auparavant des mesures plus modérées, & même sans avoir le sentiment général des Colonies sur une affaire de cette importance : elle désiroit, il est vrai, un Congrès Général ; mais elle ne vouloit lui laisser autre chose à faire que de continuer les violences qu'elle auroit commencées.

1774.

La seconde, quoique moins nombreuse, n'étoit pas moins respectable : elle étoit, à la vérité, plus modérée ; mais elle n'en étoit pas moins ferme. Ceux qui la composoient vouloient, avant que d'adopter des mesures violentes, essayer des moyens plus doux. Ils souhai-toient qu'on s'adressât encore une fois à la Grande-Bretagne, & qu'on exposât clairement au Roi les maux dont ils se plaignoient, & les droits auxquels ils prétendoient. Cela, disoient-ils, ne peut se faire que par le moyen d'un Congrès Général ; car autrement on objectera que c'est l'action de quelques personnes mal-intentionnées, ou de quelque Colonie particulière.

La troisième étoit composée des amis du Ministre, ou de ceux qui ne désapprouvoient pas absolument ses mesures ; mais leur nombre étoit si peu considérable qu'on avoit peine à les distinguer dans la foule.

Les plus violens, qui n'eurent pas la patience d'attendre l'assemblée d'un Congrès, prirent d'autres résolutions. Le Comité de correspondance à Boston fit une convention, qu'il nomma ligue & alliance solennelle, par laquelle tous

les fouscripteurs s'engageoient, devant Dieu & devant les hommes, de rompre tout commerce avec la Grande Bretagne depuis le dernier jour du mois d'Août fuivant, jusqu'à ce que l'acte pour la condamnation du port de Boston & les nouvelles lois fussent révoquées, & jusqu'à ce que la province de Massachuffet fût rétablie dans ses droits. Ils firent auffi serment de n'acheter aucune marchandise quelconque, qui arriveroit après le tems marqué, & de rompre tout commerce avec ceux qui introduiroient le moindre article. Ils renoncent ensuite à toute correspondance avec ceux qui refuseront de signer cette convention, ou de s'engager par des obligations semblables, & les menacent d'exposer leurs noms au public. 1774.

Cette convention, accompagnée d'une lettre du Comité de Boston, fut circulée avec la promptitude ordinaire ; & le peuple, non-seulement de la Nouvelle Angleterre, mais même des autres provinces, entra dans cette nouvelle ligue avec la plus grande ardeur. Il paroît, cependant, qu'en plusieurs endroits, il s'étoit fait un accord à-peu-près semblable, sans qu'il y eut de combinaison formée ; tant le même esprit régnoit par toute l'Amérique.

1774. Le Général Gage fut fort alarmée de ces procédés. C'est pourquoi le 29 de Juin il fit publier un édit par lequel il est déclaré, que la convention est une combinaison illicite & traîtresse, contraire à la fidélité due au Souverain, tendant à détruire la paix, le bon ordre & la sûreté de la communauté, & à anéantir l'autorité légitime du Parlement Britannique. Tout le monde fut averti de prendre garde d'encourir les peines attachées à des crimes aussi énormes. Les magistrats reçurent ordre de saisir toute personne qui auroit part à la publication de cette convention, ou qui y souscriroit, ainsi que ceux qui donneroient le moindre secours, assistance, ou soutien à de pareilles conventions.

Cet édit n'eut d'autre effet que d'exercer les plumes & le jugement de ceux qui avoient la connoissance des lois. Ils s'efforcèrent de prouver que cette association n'étoit point du tout sujette aux lois portées contre la trahison, & que par conséquent les accusations du Gouverneur étoient erronées, injustes & injurieuses. Ils dirent qu'il s'étoit arrogé un pouvoir que la constitution n'accorde pas même au Souverain, qui étoit de rendre trahison ce que les lois de l'empire ne regardoient pas comme tel. Ils ajoutèrent

ajoutèrent que le peuple a droit de s'assembler pour considérer les maux communs, & de former ensuite des associations pour régler sa conduite, afin d'obtenir la guérison de ces maux. Ils conclurent, enfin, par déclarer que l'édit étoit arbitraire, odieux & illicite. 1774.

En même tems toutes les Colonies prenoient des mesures pour tenir un Congrès Général, & la ville de Philadelphie, tant à cause de sa situation que de sa sûreté, fut choisie comme la place la plus propre pour cette Assemblée, qui devoit s'y rendre au commencement de Septembre.

Où les Représentans du peuple étoient assemblés, on nomma des Députés pour représenter la Province au Congrès Général; mais comme cela n'arrivoit qu'en très-peu d'endroits, voici la méthode qu'adoptèrent les Colons.

Ils élurent le nombre ordinaire de Représentans, & ceux-ci choisirent ensuite des Députés parmi eux, dont le nombre étoit proportionné à l'étendue & à l'importance de la province. Chaque Colonie avoit droit d'envoyer depuis deux jusqu'à sept Députés; elles n'avoient, cependant, qu'une voix chacune.

1774. A ces Assemblées provinciales on passa un grand nombre de résolutions, dont la première étoit toujours de déclarer que la condamnation du port de Boston étoit injuste, contraire aux lois de l'Empire, & dangereuse à la liberté de l'Amérique.

A Philadelphie le Gouverneur reçut une requête, signée de neuf cens propriétaires, par laquelle on le prioit de convoquer au plus vite une Assemblée Générale. Cette demande ayant été refusée, la province (le 15 Juillet) élut des Députés qui se rendirent peu après à Philadelphie. Leurs résolutions furent plus modérées que celles des autres provinces ; mais ils parurent également déterminés à défendre leurs droits.

Comme les Colonies étoient accusées de tenter à l'indépendance, les Représentans commencèrent par les plus grandes protestations de fidélité au Souverain, disant qu'ils n'ont pas la moindre idée de se rendre indépendans de la Grande-Bretagne, & qu'ils regardent avec la plus grande anxiété les disputes qui subsistent entre cette dernière & ses Colonies. Après avoir témoigné le désir le plus ardent de rétablir l'union entre elles, ils déclarèrent que les Colons

ont droit aux mêmes privilèges & à la même liberté dans les Colonies que les Anglais dans la Grande-Bretagne ; qu'ils regardent les Bosto-^{1774.} niens comme souffrant pour la cause commune, & qu'il est absolument nécessaire de tenir un Congrès Général pour prescrire aux Colonies la manière dont il faut qu'elles se conduisent, afin d'obtenir le soulagement de leurs confrères , de faire voir leurs droits, & de rétablir l'union entre elles & les Isles Britanniques. Ils avouent qu'une suspension de commerce sera infailliblement préjudiciable à un grand nombre d'individus ; mais ils assurent qu'ils sont prêts à faire des sacrifices beaucoup plus considérables pour la conservation de leur liberté. Ils disent qu'en considération de leurs amis en Angleterre, avant que de rompre avec eux, il sera à propos de présenter une requête au Roi, d'exposer leurs maux, & d'en demander justice. Ils recommandent ensuite à tous les Négotians de ne point augmenter le prix de leurs marchandises à cause des résolutions qui pourront être prises, & promettent de rompre tout commerce avec la Colonie, ville, village, ou qui que ce soit de ses habitans qui refusera d'exécuter les ordres du Congrès à venir.

1774.

Les Députés de la Virginie s'assemblèrent le 1 d'Août à *Williamsbourg*, où ils tinrent leurs conférences pendant six jours. Leurs résolutions furent à-peu-près les mêmes que celles de Philadelphie ; mais ils ne s'en tinrent pas là, & montrèrent beaucoup plus de violence. Ils résolurent de ne plus acheter d'esclaves d'Afrique, ni des Indes Occidentales, & de commencer à mettre cette résolution en exécution au 1 Novembre suivant. Ils résolurent, au cas que les maux dont l'Amérique se plaignoit subsistassent encore le 10 d'Août 1775, de ne plus envoyer de tabac, ni aucune autre marchandise en Angleterre ; & pour rendre cette résolution plus efficace, ils recommandent aux laboureurs de cultiver au lieu de tabac toute autre plante & graine dont ils pourront, par la suite, avoir besoin, & sur-tout d'améliorer la race de leurs moutons, de les faire multiplier, & d'en tuer aussi peu qu'il seroit possible. Ils font après cela les mêmes menaces, que l'Assemblée de Philadelphie, à ceux qui se départiront de ces résolutions.

Les habitans de Maryland, l'autre grande Colonie au tabac, ne le cédèrent en rien aux Virginiens ; & les deux Carolines, dont l'exis-

tence sembloit entièrement dépendre du transport de leurs denrées, ne furent pas les moins violentes. 1774.

Ainsi l'acte pour la condamnation du port de Boston, & ceux qui l'accompagnoient, avoient excédé tous les présages de l'opposition. Ils avoient allumé tout le Continent de l'Amérique depuis un bout jusqu'à l'autre, & réuni toutes les Colonies dans la même cause. On tenoit par-tout le même langage; ou, si le langage étoit différent, on prenoit les mêmes mesures. Tout le monde étoit du même avis par rapport à la propriété d'avoir un Congrès Général, de ne pas se soumettre aux taxes imposées par le Parlement Britannique, & de suspendre tout commerce avec l'Angleterre jusqu'à ce que l'Amérique en général, & la province de Massachusset en particulier, fussent entièrement délivrées des maux dont elles étoient accablées.

A *Newport* dans *Rhode-Island* la flamme étoit plus violente que dans plusieurs autres provinces. Il parut un papier séditieux dont le titre étoit : *Joins, ou meurs*. Dans ce papier, l'état de Boston étoit représenté comme un siège & comme une invasion des Colonies.

1774. Les Généraux du Despotisme, dit-il, forment à présent les lignes de circonvallation autour des boulevards de notre liberté, & il n'y a que l'union, la fermeté & la persévérance qui puissent nous préserver, nous & notre postérité, de l'esclavage cent fois pire que la mort.

Ce qui rendoit cette Affociation des Colonies d'autant plus dangereuse, c'est que ce n'étoit point une faction d'une Noblesse turbulente & opprimée, qu'il est facile d'appaiser en gagnant quelques-uns des Chefs. Ce n'étoit point non plus une combinaison de marchands, ou de négocians qui, plus attentifs à leur intérêt particulier qu'à celui du public, auroient pu être corrompus, ou défunis par la distribution de quelques commissions, ou de quelques contrats : au contraire la plus grande opposition aux mesures du Gouvernement étoit alors de la part des propriétaires.

Dans l'Amérique Anglaise, les terres sont divisées en petites portions, & procurent à ceux qui les possèdent cette médiocrité de condition suffisante pour produire des hommes forts & des esprits vigoureux ; mais rarement ces superfluités si fatales aux nations les plus policées.

Les propriétaires Américains sont à-peu-près 1774.
ce que sont aujourd'hui nos petits Fermiers
Français, avec cette différence, que les terres
qu'ils cultivent leur appartiennent, & qu'ils
jouissent du droit inestimable de se taxer eux-
mêmes par le moyen de leurs Représentans.
Ce n'est donc pas sans raison qu'ils sont si
grands amateurs de la liberté. Ce corps étoit
trop nombreux pour être corrompu, & trop
hardi pour être méprisé sans danger.

Il est vrai que le Gouverneur reçut des adref-
ses de quelques personnes qui se disoient atta-
chées au Gouvernement, & désapprouvoient la
conduite de leurs confrères ; mais ces personnes
ne composoient pas la centième partie de la
Nation, & leurs adresses ne servoient qu'à in-
duire le Ministère en erreur, en lui faisant croire
qu'il avoit beaucoup de partisans.

Cependant la ville de Boston étoit dans un
état déplorable. Quelques grandes que fussent
les contributions des Colonies pour la soulager,
il est visible que, dans une ville qui contenoit
plus de vingt mille habitans qui n'avoient d'au-
tres moyens de subsister que le commerce, le
tariffement de cette grande source devoit causer
bien de la misère. Les riches même n'en

1774. étoient pas exempts ; car leurs richesses consistant en quais, magasins, hangards, & autres machines, destinées au commerce dans un grand port, elles n'étoient pour lors d'aucune valeur. Ils souffroient néanmoins les maux dont ils étoient accablés avec une confiance admirable. Il est vrai que la pitié des autres Colons, & la tendresse avec laquelle ils en étoient traités, ne contribuoient pas peu à les fortifier dans leur résolution.

Les habitans de la ville de *Marblehead*, leurs voisins, qui étoient du nombre de ceux qui devoient le plus profiter de leur ruine, au lieu de se prévaloir de leur malheur, firent paroître un exemple de générosité peu commun. Ils offrirent aux Bostoniens leurs magasins & leurs quais , promirent d'assister au chargement & au déchargement de leurs marchandises, & de faire toutes leurs affaires à *Marblehead*, sans leur causer la moindre dépense ; mais ils les exhortèrent en même tems à persévérer dans cette patience, & dans cette résolution qui les avoit toujours caractérisés.

Peu après l'arrivée du Général Gage dans son Gouvernement, deux régimens d'infanterie, & un détachement d'artillerie avec du canon

avoient débarqué, & étoient campés sur la Commune de Boston. Ces troupes furent peu à peu renforcées par plusieurs régimens d'Irlande, de la Nouvelle York, d'Halifax & de Quebec. Il est aisé de concevoir que l'arrivée & la position de ces troupes n'étoient pas fort agréables aux Colons. Le mécontentement augmenta bien plus, quand ils virent une garde placée sur l'isthme qui joint la presque-île au Continent. La cause, ou le prétexte de cette garde, étoit pour empêcher la désertion des soldats. 1774.

Ce procédé ne servit qu'à faire voir aux Bostoniens le secours qu'ils pouvoient attendre au cas de besoin; car le bruit s'étant répandu par hasard, ou peut-être avec dessein, qu'un régiment posté sur l'isthme de Boston avoit coupé toute communication entre la ville & la campagne, afin de forcer les bourgeois, par famine, à se soumettre aux mesures qui leur seroient proposées, un nombre considérable des habitans du Comté de *Worcester* prit les armes. Ils envoyèrent ensuite deux messagers à Boston pour s'informer de la vérité de cette intelligence. Ceux-ci avoient ordre d'apprendre aux citoyens que, si le bruit qui couroit étoit véritable, il y avoit plusieurs mille hommes armés

1774. prêts à voler à leur secours, & de les avertir que, quand bien même ils feroient disposés à résigner leur liberté, le reste de la province ne se croiroit nullement lié par cette résignation. Ils ajoutèrent que, par les derniers actes du Parlement, leur chartre étoit entièrement annulée, que la liaison qui subsistoit entre la Grande-Bretagne & les Colonies étoit tout-à-fait rompue, & que conséquemment ces dernières étoient en liberté de combiner ensemble sur les moyens les plus propres à leur sûreté commune.

De toutes les bévues du Ministère Anglais il n'y en a point qui soit plus grossière, ni qui marque plus l'esprit de parti que celle dont il fut coupable dans un tems aussi critique. Il semble que son dessein étoit de pousser les Colons à bout, & de les forcer à adopter des mesures violentes.

On avoit toujours reproché au peuple de la province de Massachusset de s'attacher plus aux formes extérieures qu'à l'esprit de la Religion, & leurs ennemis les honoroient de l'épithète d'hypocrites. Quand bien même ce reproche auroit été bien fondé, le Gouvernement civile n'a rien à faire avec les consciences; il doit se con-

tenter des apparences. Le Ministère Anglais, 1774. dans un tems où les Colonies étoient sur le point de se révolter, par une politique inouïe, fit publier un édit pour l'encouragement de la piété & de la vertu, & la punition du vice, de l'impiété & de l'hypocrisie. Le peuple prit cet édit pour un libelle, & cette insulte augmenta considérablement sa rage, qui n'étoit déjà que trop grande.

Le Général Gage reçut avec les nouvelles lois, qui arrivèrent au commencement d'Août, une liste de trente Conseillers qui, suivant les nouveaux réglemens, étoient nommés par le Roi, d'une manière contraire à la chartre de la province, qui porte qu'ils doivent être choisis par les Représentans du peuple dans chaque Affsemblée. Vingt-quatre de ces Conseillers acceptèrent leurs places. Ce nombre étoit suffisant pour faire les affaires du Gouvernement jusqu'à ce que la place des autres fût remplie par une nouvelle nomination de la Cour de Londres ; mais leur autorité ne fut pas de longue durée. La patience du peuple étoit pour lors épuisée. Il devint tous les jours plus audacieux, & tout avoit l'apparence de guerre.

1774.

Dans les Comtés de *Berkshire* & de *Worcester* en particulier on n'entendoit parler que d'acheter des armes, de se procurer des munitions, de jeter des balles, & de toutes ces autres préparations qui démontrent une résistance déterminée. Tous ceux qui acceptèrent des places sous la nouvelle forme de Gouvernement, ou qui se préparèrent à s'acquitter des fonctions de leur charge, furent déclarés traîtres à la patrie, & menacés des conséquences que méritoit un nom aussi infame.

Les habitans de *Connecticut*, Colonie qui tient à celle de *Massachusset*, considérant le sort de leurs voisins comme le prélude de ce qui devoit leur arriver, montrèrent encore plus de violence qu'eux.

Les nouveaux Juges furent par-tout rendus incapables de s'acquitter de leurs fonctions. Les grands & les petits *Juries* refusèrent unanimement de prêter serment, & de transiger aucune affaire.

Pour rendre ce que je viens de dire plus intelligible, il faut observer que la justice n'est pas administrée, suivant la Constitution de la Grande-Bretagne, de même qu'en France.

Chez nous ce sont les Juges qui, dans les affaires criminelles, condamnent, ou absolvent après avoir écouté les raisons pour & contre. Chez les Anglais au contraire, le pouvoir des Juges est très-limité, & c'est à tort qu'ils prennent ce nom, puisqu'ils n'ont pas le droit de juger. Toute la fonction des Juges dans les affaires est d'interroger les témoins & de donner leur opinion de la cause à ce qu'ils appellent un *Jury*. 1774.

Les petits *Juries* sont composés de douze personnes à-peu-près de même condition que celle que l'on examine, & sont présens à toutes les dépositions des témoins : après l'examen, les personnes ainsi jurées se consultent ensemble, & prononcent l'accusé coupable ou innocent. Ce dernier, avant qu'on instruisse son procès, a droit de refuser le premier petit *Jury* sans donner aucune raison de son refus ; & ensuite, pourvu qu'il donne des raisons probables, il peut refuser chaque individu dont un autre *Jury* est composé. Les personnes ainsi jurées doivent être toutes d'accord pour la condamnation ou l'absolution de l'accusé ; & si l'une d'entre elles est d'un avis différent, l'affaire demeure en suspens jusqu'à ce que toutes les opinions soient réunies. Cette suspension ne peut cependant pas durer long-tems, car les

1774. Jurés ne sortent pas de la Cour que l'affaire ne soit décidée, & dans cet intervalle ils ne peuvent ni boire ni manger. Si l'accusé est étranger, la moitié des Jurés est composée d'étrangers, si on peut les trouver, & l'autre moitié d'Anglais. Les grands *Juries* sont ordinairement composés de trente personnes; mais ce nombre n'est pas absolument nécessaire: il suffit qu'il y en ait plus de douze. Ce sont eux qui écoutent les plaintes, & décident de la propriété ou de l'impropriété d'instruire le procès de l'accusé. Pourvu qu'il s'en trouve douze en faveur du plaignant, on instruit le procès de l'accusé.

Quelque équitable que paroisse cette manière d'administrer la justice, elle a néanmoins ses inconvéniens. L'ignorance des Jurés a souvent fait périr l'innocent, & absous le coupable; mais il vaut mieux avoir à combattre l'ignorance que l'injustice de ses juges. Les affaires civiles se traitent à-peu-près de la même manière.

Revenons à présent aux affaires de l'Amérique. Tout le monde refusant d'être *Jury*, il étoit impossible aux Juges de faire aucune affaire: les Clercs de la Cour avoient cependant sommé plusieurs personnes de paroître, & de faire serment; mais cette action fut regardée

comme un crime si énorme, qu'ils furent obligés de faire un aveu public de leur repentir dans les papiers de nouvelles, & non-seulement de déclarer qu'ils n'agiroient jamais de cette manière, mais même de dire qu'ils n'avoient pas bien considéré ce qu'ils avoient fait, & que si leurs compatriotes avoient assez de bonté pour leur pardonner la faute qu'ils avoient commise, ils ne se la pardonneroient jamais eux-mêmes. 1774.

A Barrington, & dans quelques autres places, la populace s'assembla en si grand nombre, & remplit tellement les Cours de Justice & leurs avenues, que ni les Juges ni leurs officiers ne purent entrer; & quand le *Cherif* (*) leur commanda de faire place à la Cour, ils firent réponse qu'ils ne connoissoient point de cour ni d'établissement indépendant des anciennes coutumes de leur pays, & qu'ils ne se soumettoient à aucun autre à quelque prix que ce fût.

Les nouveaux Conseillers furent encore plus malheureux: leurs maisons ayant été investies par la foule, ils se trouvèrent réduits à renoncer de bon gré à leurs charges, ou à souffrir

(*) *Cherif* est à-peu-près ce qu'est en France *Grand-Prévôt*.

1774. toute la fureur d'une populace irritée. La plupart se soumirent à la première condition : quelques-uns furent assez heureux pour se trouver alors à Boston, & d'autres s'y réfugièrent, quoique avec le plus grand danger, après avoir échappé aux poursuites de la populace qui, se trouvant frustrée de sa vengeance, menaça de détruire leurs maisons & tout ce qui leur appartenait.

L'ancienne forme de gouvernement étant abolie par un acte de Parlement, & la nouvelle rejetée par le peuple, il n'y en avoit plus pour lors dans la province, & les habitans se trouvoient réduits à cet état d'anarchie dans lequel on suppose qu'étoient les hommes dans les tems les plus reculés.

L'ordre cependant qui se conserva parmi le peuple est réellement digne d'admiration, & sera toujours une preuve des plus convaincantes de l'efficacité d'une longue habitude, & d'une soumission constante aux lois. Excepté l'opposition au nouveau gouvernement, & les excès qui en résultèrent en attaquant & insultant ceux qui en étoient les partisans, il n'y eut pas d'autre marque sensible de la cessation des lois.

M. Gage

M. Gage voyant cet esprit de rebellion, crut qu'il étoit nécessaire, tant pour la fureté des troupes, que pour maintenir le poste important de Boston, de fortifier l'isthme qui est la seule communication par terre entre la ville & le continent. Cette mesure ne manqua pas d'augmenter la jalousie, les soupçons, & la mauvaise humeur qui n'étoit déjà que trop dominante ; mais celle qui la suivit excita encore une plus grande alarme. 1774.

La saison étoit alors arrivée où l'on avoit coutume de faire la revue de la milice. Le Gouverneur ayant tout à appréhender de leur conduite quand ils feroient une fois assemblés, s'empara de toutes les munitions, armes, & bagages, qui étoient dans l'arsenal de Cambridge, & les fit transporter à Boston.

Il fit en même tems saisir toute la poudre qu'il y avoit dans les magasins de *Charles-Town*, & de plusieurs autres places, appartenant en partie à la province, & en partie à des particuliers.

Cette conduite du Général excita le plus grand mécontentement qu'on eût encore vu.

1774. Chacun jetta les hauts cris. Plusieurs mille hommes s'assemblèrent en armes, & ce n'est qu'avec la plus grande difficulté que quelques personnes respectables, en qui ils mettoient leur confiance, les empêchèrent de marcher sur-le-champ vers Boston, pour y redemander la poudre & les armes, & d'attaquer les troupes au cas de refus.

Toutes ces mesures du Général Gage, qui étoient aussi inutiles qu'elles étoient imprudentes, prouvent le peu de capacité des Ministres, ou de ceux qu'ils employoient ; car si les premiers lui avoient donné des ordres d'agir ainsi, ils auroient dû lui donner une force suffisante, afin de pouvoir mettre son autorité à l'abri de toute insulte : si, au contraire, ils avoient laissé au Général la liberté d'agir suivant les circonstances, il fit voir en cette occasion qu'il n'étoit pas grand politique. Au lieu d'exciter la jalousie des Américains, en se saisissant d'une partie de leurs armes & de leurs munitions, il auroit, au contraire, dû leur témoigner la plus grande confiance, & ne point même leur avoir donné lieu de soupçonner qu'il les crût capables de déloyauté, puisque la foiblesse de sa garnison ne le mettoit point en état d'agir avec vigueur.

Quelque tems après, le bruit s'étant répandu en Connecticut que Boston étoit attaqué par terre & par mer, & que l'on fesoit un feu continuél sur la ville, plusieurs mille hommes de cette province, aussi zélés que les habitans de Worcester, s'avancèrent à la hâte pour porter du secours à leur confrères, & ne furent convaincus de leur erreur qu'après avoir fait une longue marche. 1774.

A-peu-près dans le même tems une compagnie de jeunes volontaires de Boston, qu'on appelloit les Cadets du Gouverneur, & qui lui servoient de garde du corps, quittèrent le service, & rendirent au Général l'étendard qu'il leur avoit donné à son arrivée.

La cause de ce dégoût pour le nouveau Gouvernement de la part des Cadets, & de l'affront qu'ils fesoient au Gouverneur, venoit de ce que ce dernier avoit privé M. Hancock, leur Colonel, dont nous aurons occasion de parler plus au long dans la suite, de sa commission. Un Colonel de milice, nommé Murray, ayant accepté une place dans le nouveau Conseil, vingt-quatre Officiers de son régiment résignèrent leurs commissions en un seul jour, tant étoit

1774. grande la haine que l'on portoit aux nouvelles lois.

La saisie de la poudre, & les fortifications que l'on élevoit sur l'isthme de Boston, produisirent une assemblée des Députés de toutes les villes du Comté de Suffolk dont cette ville est la capitale. On y prit, comme à l'ordinaire, un grand nombre de résolutions contre l'autorité du Gouvernement ; mais elles furent beaucoup plus violentes que celles qui les avoient précédées. Ceux qui la composoient, après avoir déclaré leur fidélité au Souverain, disent, qu'il est de leur devoir de défendre, par tous les moyens possibles, leurs Religions & leur liberté, que les derniers actes sont des infractions notoires de ces droits, & que conséquemment la province ne leur doit aucune obéissance ; mais qu'au contraire ils doivent être rejetés comme les attentats criminels d'un Ministère assassin pour établir un Gouvernement despotique. Ils s'engagent à donner assistance aux Cherifs, Jurés, & autres personnes que l'on molestera pour refuser d'agir sous les nouveaux Juges.

Enfin, après avoir déclaré, ceux qui avoient accepté des places sous le nouveau Gouverne-

ment, violateurs des droits de la patrie, ils résolurent de les regarder comme leurs plus cruels ennemis, à moins qu'ils ne s'en défilassent dans un certain tems limité. Ils prirent, outre cela, plusieurs autres résolutions ; &, entre autres, ils recommandèrent au peuple de se soumettre avec respect aux mesures qui seront adoptées par le Congrès Général, de se perfectionner dans l'art de la guerre, & pour cet effet de faire mettre la milice sous les armes toutes les semaines. 1774.

Comme il couroit un bruit que plusieurs de ceux qui s'étoient montrés les plus violens dans le parti de l'opposition devoient être arrêtés, & mis en prison, ils recommandèrent au peuple, au cas que cela arrivât, de saisir les Officiers d'un Gouvernement si tyrannique, & de les mettre en lieu de sûreté jusqu'à ce que les champions de la patrie fussent rendus à leurs parens & à leurs amis. Ils se récrièrent aussi contre les fortifications sur l'isthme de Boston & l'acte de Quebec.

Ce dernier acte paroissoit, néanmoins, fondé sur la justice ; mais il y a long-tems que cette vertu bannie de la plupart des Cours a fait place à la politique. Celle-ci s'enveloppe quelquefois avec tant d'art sous le manteau de la

1774. justice, qu'il est même difficile aux gens les plus éclairés de ne pas les confondre.

Le Canada, cédé à l'Angleterre par le dernier traité de paix, devoit, suivant ce traité, avoir pleine liberté d'exercer sa Religion, & de conserver ses lois & ses coutumes. Cet article avoit, néanmoins, été fort négligé, & les lois Anglaïses s'étoient insensiblement introduites dans ce pays. Cette politique étoit excellente, Par ce moyen les Rotutiers devenant plus indépendans d'une Noblesse presque toujours altière, étoient plus satisfaits de leur nouveau Gouvernement que de celui de France. Cela créoit une division entre la noblesse & la roture, & mettoit les Nobles hors d'état de rien entreprendre contre le Gouvernement Britannique au cas d'une nouvelle guerre. L'esprit de rebellion qui regnoit depuis plusieurs années dans les Colonies Anglaïses fit changer de système. Le Ministère s'apperçut que, si tout le Canada se joignoit avec elles, il seroit impossible de leur résister ; c'est pourquoi il rétablit les lois & les coutumes Françaises, s'imaginant que des nations, dont les mœurs sont si différentes, ne penseroient jamais à se réunir. Il croyoit d'ailleurs que les habitans des Colonies composés de plusieurs sectes de Protestans, qui

ont en horreur la Religion Catholique Romaine, 1774.
refuseroient de s'allier avec les Canadiens, &
que ces derniers, par la même raison, ne
feroient aucune alliance avec des Protestans.
Semblables aux Rois de Perse, qui fesoient
toujours la division entre les Grecs, afin de les
empêcher de tourner leurs armes réunies contre
eux, les Ministres Anglais s'imaginoient par
cette manœuvre être toujours maîtres de leurs
vastes acquisitions dans le Nouveau Monde, &
lâcher les pays conquis contre leurs établisse-
mens, ou leurs établissemens contre les pays
conquis, lorsque les uns ou les autres feroient
paroître un esprit de sédition.

L'acte qui rendoit aux Canadiens leurs an-
ciennes lois, fut reçu, il est vrai, avec beau-
coup de joie de la part de la Noblesse, qu'il
rétablissoit dans sa première autorité; mais le
peuple en général en fut très-mécontent, comme
on pourra le voir dans la suite. Cependant
l'esprit de subordination qui régné avec plus de
force dans les pays où l'on professe la Religion
Catholique Romaine, les empêcha d'en venir à
une guerre ouverte avec le Gouvernement. Ils
ne témoignèrent leur mécontentement qu'en re-
fusant de combattre contre les Colons Anglais,

1774. & en leur permettant de marcher librement dans leur pays.

J'ai cru devoir faire cette digression pour informer le Lecteur de ce qu'étoit l'acte de Quebec, dont les Colonies se plaignent dans toutes leurs Assemblées avec tant d'amertume, parce qu'elles voyoient quel en étoit le but.

Après toutes ces résolutions les habitans du Comté de Suffolk firent une recommandation, qui eut pour lors toute la force de loi, aux Collecteurs des taxes & aux autres Receveurs de l'argent public de ne pas le délivrer suivant la coutume au Trésorier, mais de le retenir entre leurs mains jusqu'à ce que le Gouvernement civile de la province fût rétabli selon son ancienne forme, ou jusqu'à ce que le Congrès Provincial en ordonnât autrement : car, outre le Congrès Général, qu'on appelloit aussi le Congrès du Continent, & qui devoit s'assembler au commencement du mois de Septembre, chaque province avoit un Congrès qu'on appelloit provincial, & qui n'étoit autre chose que l'Assemblée ordinaire sous un autre nom.

Après cette recommandation, ils déclarèrent que, malgré les insultes répétées de la Grande-

Bretagne auxquelles ils sont fort sensibles, ils 1774.
n'agiront, cependant, que sur la défensive, tant
que cette conduite sera conforme à la raison, &
à leur propre sûreté. Ils concluent enfin par
exhorter le peuple à ne pas s'abandonner à leur
ressentiment, à éviter le tumulte & le désordre,
& par une résistance ferme & courageuse, &
une constance inébranlable, à convaincre leurs
ennemis, que dans une contestation si impor-
tante, dans une cause si solennelle, leur con-
duite sera telle qu'elle méritera l'approbation
des sages & l'admiration des hommes braves &
libres de tous les siècles & de tous les pays.

Le 9 Septembre des Commissaires de l'Assemblée présentèrent au Gouverneur une remontrance au sujet des fortifications qu'il fesoit construire sur l'isthme de Boston. Ils commencent par déclarer que, quoiqu'ils se trouvent lésés par les derniers actes du Parlement, & qu'ils soient résolus, avec l'assistance du Ciel, de ne jamais s'y soumettre, ils n'ont aucune intention de commencer la guerre avec les troupes de Sa Majesté. Ils attribuent le mécontentement du peuple aux fortifications de l'isthme, à la saisie de la poudre, au canon pointé contre eux, & aux insultes que les soldats fesoient aux passagers,

1774. à quoi, disent-ils, ils étoient encouragés par les Officiers. Ils finissent cette remontrance en assurant que rien n'est capable de procurer la paix & la tranquillité à la province que la cessation de tous ces maux.

Le Gouverneur fit réponse qu'il n'avoit nullement dessein d'empêcher aucune personne d'entrer dans Boston & d'en sortir quand bon lui sembleroit ; qu'il ne souffroit pas que les troupes qui étoient sous son commandement insultassent les sujets de Sa Majesté ; mais qu'il étoit de son devoir de prévenir la surprise. Il les assura qu'on ne feroit aucun usage du canon à moins que leurs hostilités ne rendissent cette mesure nécessaire.

Avant que les affaires fussent dans un état si critique, M. Gage, par l'avis du nouveau Conseil, avoit donné des ordres pour la convocation de l'Assemblée Générale de la province, qui devoit se tenir au commencement d'Octobre ; mais les événemens qui suivirent, le mécontentement qui régnoit par-tout, la résignation d'un si grand nombre de Conseillers qui ne laissoit aux autres que très-peu de pouvoir, le portèrent à contremander ces ordres par une proclama-

tion, & à remettre l'Assemblée à un tems plus favorable. Les Colons soutinrent que cette proclamation étoit contraire aux lois, & procédèrent à l'élection des Représentans, sans y avoir aucun égard. 1774.

Les nouveaux Membres, suivant les ordres donnés, se rendirent à Salem, où ayant attendu un jour sans voir paroître le Gouverneur, ils se déclarèrent eux-mêmes Congrès Provincial. M. Hancock, qui étoit si contraire au parti du Gouverneur, fut choisi Président, & ils ajournèrent ensuite à la ville de Concorde, qui est à environ sept lieues de Boston,

Leurs premiers procédés (11 Octobre) furent d'envoyer des Commissaires au Gouverneur pour justifier leur conduite. Ils représentèrent que l'état déplorable de la Colonie avoit rendu l'Assemblée des Représentans du peuple absolument nécessaire pour savoir leurs opinions, & pour concerter ensemble sur les mesures les plus propres à prévenir la ruine qui les menaçoit, & à pourvoir à leur salut. Ils disent que la rigueur de l'acte au sujet du port du Boston est encore augmentée par la manière dont on l'exécute. Ils se plaignent du nombre de troupes qui arri-

1774. voient tous les jours dans la Capitale, des préparations formidables que l'on fesoit sur l'isthme de Boston, ce qui tendoit à mettre en danger la vie, la liberté, & les biens non-seulement des Bostoniens, mais des habitans de toute la province. Enfin ils prient le Gouverneur de cesser ses opérations sur l'isthme, & de rétablir ce poste à son état naturel.

Le Général, qui ne vouloit pas reconnoître la légitimité de leur Assemblée, ne favoit d'abord s'il devoit leur répondre, ou non; cependant la nécessité des tems prévalut. Il fit paroître la plus grande indignation de ce qu'on pouvoit avoir l'idée que des troupes Anglaïses voulussent attenter à la vie, à la liberté, ou s'emparer des biens de qui que ce soit, sinon de ceux qui étoient ennemis déclarés. La Grande-Bretagne, dit-il, ne fauroit concevoir le noir dessein de réduire, de gaieté de cœur, aucun peuple dans l'esclavage. Malgré la manière avec laquelle les troupes sont traitées, quoiqu'on leur refuse tout ce qui est nécessaire à leur conservation, elles n'ont pas encore témoigné le ressentiment que l'on devoit justement attendre d'une conduite aussi indigne. Il mit ensuite devant les yeux des Députés du

Congrès que, tandis qu'ils se plaignent d'altération dans leur chartre par les actes du Parlement, ils agissent eux-mêmes d'une manière contraire à cette chartre en s'assemblant malgré le Gouverneur. Il finit en les avertissant de prendre garde aux écueils qui les environnoient, & de se désister de leurs procédés. 1774.

Les affaires étoient alors si embrouillées que tous les partisans du Gouvernement, pour éviter la fureur du peuple, avoient été obligés de prendre refuge dans Boston. Les Chefs de la douane, ainsi que leurs Commis, avoient aussi jugé convenable d'abandonner leurs quartiers à Salem, & de transporter l'appareil d'une douane dans une place à laquelle un acte de Parlement avoit interdit tout commerce. C'est ainsi que d'un côté les nouveaux actes, & de l'autre la résistance du peuple, contribuoit à anéantir toute apparence de Gouvernement, de Législation, & de réglemens pour le commerce.

A l'approche de l'hiver le Général ordonna qu'on bâtit des casernes de bois pour éviter ces dissensions que l'animosité des habitans & des soldats ne manqueroit pas de causer, si ces derniers étoient logés chez les bourgeois; mais

1774. cette mesure fut fortement opposée. Les Elus & les Comités ordonnèrent aux ouvriers de quitter cet ouvrage, quoiqu'il se fît aux dépens du Roi; & ce n'est qu'avec la plus grande difficulté que le Général se procura ces logemens.

Il eut encore moins de succès lorsqu'il voulut se procurer des couvertures. Aucun marchand de *New-York*, d'où il avoit dessein de les tirer, ne voulut en fournir. Ils dirent tous qu'ils ne vendroient aucune marchandise aux ennemis de leur patrie.

Tout tendoit à augmenter les soupçons, la défiance, & les animosités entre la Grande-Bretagne & ses Colonies. Les Bostoniens étoient, ou, du moins, prétendoient être dans des alarmes continuelles. Ils étoient entre les mains des soldats, qu'ils haïssoient, & qui, de leur côté, les détestoient. Les soldats se regardoient comme au milieu des ennemis, & avoient autant à craindre du dedans que du dehors. Chaque parti faisoit les plus belles protestations du monde, & paroissoit également méfiant. Une nouvelle circonstance contribua encore plus à augmenter la méfiance des bourgeois. Un détachement de matelots des vaisseaux de guerre

qui étoient dans le port débarqua pendant la nuit, & encloua tous les canons dans une des principales batteries de la ville. 1774.

Cependant les Membres du Congrès Provincial continuoient toujours leurs séances. Les résolutions qu'ils prenoient ayant toute l'efficacité de lois par l'obéissance du peuple, ils paroissoient effectivement avoir fondé une espèce de nouveau Gouvernement. Sous le nom de recommandations ils réglèrent la milice & les fonds publics, firent acheter des armes, & assignèrent un jour pour rendre grace au Ciel de l'union qui subsistoit entre les Colonies. Toutes ces mesures engagèrent le Général Gage à publier un édit dans lequel, quoiqu'indirectement, ils sont accusés de trahison & de rebellion. Par cet édit il est défendu aux habitans de la province de se conformer aux requêtes, recommandations, directions, & résolutions de cette Assemblée illicite.

C H A P I T R E III.

1774. **P**ENDANT que ces choses se passoient dans la province de Massachusset, le douze autres Colonies comprenant toute l'étendue de pays depuis la Nouvelle Ecoffe jusqu'à la Georgie, nommoient des Députés pour le Congrès Général qui se tint à Philadelphie le 5 de Septembre. Tels étoient les effets des mesures que l'on avoit prises de réduire l'Amérique en la divisant. La connoissance des intentions du Ministère fit que douze Colonies, qui se querelloient souvent, touchant leurs limites, & une infinité d'autres raisons, & dont la Religion, les mœurs, & les coutumes étoient si différentes, résolurent de s'assembler à une Diète générale, & commencèrent alors à sentir leur importance par cette réunion.

Plusieurs d'entre elles avoient donné des instructions à leurs Députés avant qu'ils partis-
sent pour le Congrès. Ces instructions contenoient en général les plus grandes protestations de loyauté & de fidélité au Roi, d'affection pour la Grande-Bretagne, & de reconnoissance pour les bienfaits qu'elles en avoient reçus. Les Colons désavouent entièrement toute idée d'in-
dépendance,

dépendance, ou de séparation, reconnoissent les 1774.
prérogatives de la Couronne, & déclarent qu'ils
seront toujours prêts à exposer leur vie & leurs
biens pour les maintenir, tant qu'elles seront
conformes à la Constitution de l'Empire.


Les débats du Congrès furent très-secrets, & il n'a encore paru que ce que les Membres ont jugé à propos d'apprendre au Public. Le nombre des Députés se montoit à cinquante & un, qui représentoient les Colonies de *New-Hampshire*, de *Massachusset*, de *Rhode-Island*, & des Plantations de la Providence, de *Connecticut*, de la Nouvelle York, de la Nouvelle *Jersey*, de Pensylvanie, des Pays Bas du *Delaware*, de *Maryland*, de la Virginie, de la Caroline Septentrionale, & de la Méridionale.

Le premier acte public du Congrès fut une déclaration qui parut le 17 de Septembre, par laquelle les Membres de cette Assemblée approuvent la conduite des habitans de *Massachusset*. Ils expriment, dans les termes les plus pathétiques, combien ils sont sensibles aux souffrances de leurs compatriotes dans cette province. Ils louent la sagesse & la fortitude avec laquelle ils se sont opposés aux mesures du Ministère, approuvent les résolutions proposées par le

1774. Comté de Suffolk, & recommandent au Public de s'y conformer avec ardeur. Cela fut aussitôt publié & transmis à cette province avec une résolution unanime de la part des Colonies de continuer leurs contributions pour le soulagement de leurs confrères à Boston, tant que cela sera nécessaire.

Ils ne se contentèrent pas d'approuver l'opposition aux derniers actes du Parlement ; mais ils déclarèrent que, si on faisoit usage de la force pour les mettre en exécution, toute l'Amérique devoit donner du secours aux Bostoniens, & que, s'il étoit absolument nécessaire de transporter ces derniers dans la campagne, tout le monde contribueroit à les dédommager des pertes qu'ils pourroient faire.

Ils recommandent aux habitans de Massachusetts de suspendre l'administration de la justice, puisqu'elle ne pouvoit être administrée d'une manière légale, jusqu'à ce qu'on sache l'effet de la requête du Congrès pour la révocation des actes qui annullent leur chartre. Ils disent que quiconque acceptera une commission du nouveau Gouvernement, ou agira sous son autorité, doit être regardé avec horreur, & considéré comme l'instrument de ce despotisme qui

se prépare à détruire des droits que Dieu, la nature, & les traités ont accordés à l'Amérique. 1774. 
Ils conseillent, néanmoins, au peuple de Massachusset de se conduire paisiblement envers le Général & les troupes postées à Boston, tant que cela s'accordera avec leur sûreté ; mais de se tenir toujours prêts à agir sur la défensive. On voit par-là qu'ils approuvoient les dernières résolutions du Comté de Suffolk touchant la milice & l'armement de la province. Ils concluent par une déclaration, que transporter, ou attenter de transporter aucune personne au-delà des mers sous prétexte de faire leur procès pour des offenses commises en Amérique, est une action contraire aux lois de l'Empire qui justifiera toute résistance & représailles.

Ces résolutions étant approuvées, le Congrès écrivit une lettre au Général Gage, dans laquelle, après une répétition de griefs, il déclare la résolution où étoient les Colonies de s'unir entre elles, pour s'opposer aux derniers actes du Parlement, & pour tâcher de conserver leurs droits ; qu'en conséquence elles avoient choisi les Membres du Congrès comme les gardiens de leurs libertés, & de leurs privilèges ; que ces derniers voyoient avec le plus grand

1774. chagrin, que, tandis qu'ils prenoient des mesures paisibles pour effectuer une réconciliation cordiale avec la Grande-Bretagne, Son Excellence agissoit avec toute l'apparence d'hostilités, & d'une manière qui n'étoit pas même autorisée par ces actes cruels.

Ils représentent que cette conduite ne peut tendre qu'à irriter les Colons quelque disposés qu'ils soient à la paix, & à les forcer à commettre des hostilités qui pourront détruire tous les efforts du Congrès pour rétablir l'harmonie, & les plonger dans les horreurs d'une guerre civile. Pour prévenir ces maux, & ne pas réduire les Américains au désespoir, pleinement convaincus de leurs bonnes intentions envers les troupes du Roi, pourvu qu'ils soient eux-mêmes en sûreté, ils supplient le Général de discontinuer les fortifications sur l'isthme de Boston, d'empêcher qu'on enlève le bien des particuliers, de réprimer l'insolence des soldats, & de laisser une communication libre entre la ville & la campagne.

Le Congrès publia ensuite une déclaration des droits, auxquels les Colonies Anglaises de l'Amérique Septentrionale prétendent, en vertu

des lois immuables de la nature, de la forme
du Gouvernement Britannique, &, outre cela, 1774.
des chartres qui leur ont été accordées.

Ils disent que leurs ancêtres étoient des sujets libres au tems de leur émigration, qu'ils pouvoient prétendre à tous les privilèges des Bretons, & qu'ils n'ont point perdu ces droits en quittant leur patrie. Ils font voir que le fondement de la liberté dans tous les pays libres consiste dans le droit qu'a le peuple de participer au Gouvernement. Enfin ils ajoutent que, comme les Colons ne sont pas représentés dans le Parlement Britannique, & qu'il y a même plusieurs raisons qui empêchent cette représentation, ils n'ont d'autre moyen de conserver leur liberté qu'en observant un pouvoir exclusive de législation dans tout ce qui regarde la police intérieure de leur pays, sujet seulement à la négative du Souverain.

Pour contre-balancer l'étendue de ce pouvoir législatif qui paroît ne laisser au Parlement aucun moyen de préserver l'union entre les Colonies & la Grande-Bretagne, ils déclarent que, par nécessité, & par égard aux intérêts des deux nations, ils se soumettront de bonne grace à tous les actes du Parlement qui regarderont

1774. leur commerce extérieur, & qui tendront de
bonne foi à conserver l'avantage de ce commerce à l'Angleterre exclusivement ; mais ils rejettent entièrement toute idée de taxe intérieure, ou extérieure, pour lever un revenu en Amérique sans le consentement de leurs Assemblées.

Ils disent ensuite que les Colons doivent avoir le même privilège que les Anglais d'être examinés par leur propres Pairs. Ce qui donna lieu à cette déclaration, c'est que, lorsque les *Juries* refusèrent d'agir, on avoit voulu priver les Américains de ce privilège, & plusieurs criminels avoient même été transportés en Angleterre, où ils avoient été jugés par des *Juries* Anglais.

Ils ajoutent qu'ils ont droit aux bénéfices de tous les Statuts de la Grande-Bretagne qui existoient au tems de leur établissement, aux immunités, & aux privilèges qui leur ont été accordés par la chartre du Roi ; qu'ils peuvent s'assembler d'une manière paisible, examiner leurs griefs, supplier Sa Majesté de leur faire justice ; & que toutes les poursuites, édits, &c. pour empêcher ces procédés, sont illicites. Ils soutiennent qu'il est contraire aux lois de l'Empire

de maintenir une armée dans les Colonies en 1774.
tems de paix ; qu'il est essentiel à la Constitution
Britannique que les branches qui constituent la
législation soient indépendantes l'une de l'autre,
& que conséquemment il est préjudiciable à la
liberté de l'Amérique que l'exercice du pou-
voir législatif soit logé dans un Conseil nommé
par le Roi, & qui n'existe que durant son bon
plaisir.

Ils finissent en protestant, que les articles ci-
dessus mentionnés sont des droits auxquels ils
prétendent ; que nulle puissance du monde ne
peut avec justice les leur ôter, ni même les
altérer, ou les abrégér sans leur consentement.

Ils font après cela l'énumération de onze
actes de Parlement passés pendant le règne de
George III, qu'ils déclarent autant de viola-
tions des privilèges des Américains ; & ils affu-
rent que la révocation de ces actes est absolument
nécessaire pour rétablir l'harmonie entre la
Grande-Bretagne & les Colonies.

Une partie des résolutions du Congrès que
nous avons déjà rapportées, & de celles qui sui-
vent, n'est qu'une répétition de ce qui avoit été
déterminé auparavant dans les Assemblées Pro-

1774. vinciâles ; mais comme elles deviennent ici les résolutions de toute la Nation , nous avons mieux aimé être coupables de répétition que d'omission.

Entre les actes du Parlement qui subirent la censure du Congrès, celui de Québec ne fut pas oublié. Le but de cet acte, dit-il, est de continuer la Religion Catholique Romaine dans le Canada, d'abolir les lois équitables de l'Angleterre, & de réduire ce pays dans l'esclavage. Une si grande différence de Religion, de Lois, & de Gouvernement ne peut être que très-dangereuse aux Colons Anglais, leurs voisins, qui ont prodigué leur trésor, & exposé leur vie pour la conquête de cette province.

Après avoir ainsi exposé leurs droits & leurs griefs, les Membres du Congrès déclarèrent que le moyen le plus efficace, le plus court, & le plus paisible pour obtenir justice, c'est de ne plus faire venir de marchandises de la Grande-Bretagne, & de n'y rien transporter de l'Amérique. Ils firent donc une convention entre eux qu'ils s'engagèrent tous d'observer, ainsi que leurs Constituans.

Le premier article de cette Convention contient une résolution de ne plus recevoir de mar-

chandises des Isles Britanniques après le 1 de 1774.
Décembre, d'interdire toute entrée au thé des }
Indes Orientales de quelque partie du monde
qu'on puisse le transporter, de ne plus se servir
des denrées des Isles Occidentales appartenant à
l'Angleterre, de ne plus tirer de vin de Madeire,
ni d'indigo de l'étranger.

Le second, une promesse de discontinuer le
commerce de Nègres, de ne plus louer de vais-
seaux, ni vendre de marchandises à ceux qui
étoient engagés dans ce commerce.

Le troisième contient une résolution de dis-
continuer absolument l'usage du thé, & de tou-
tes marchandises Anglaises au mois de Mars de
l'année suivante, excepté de celles dont nous
parlerons à l'article dixième.

L'article quatrième fixe le tems de la cessa-
tion de transporter les marchandises des Colo-
nies en Europe au 10 de Septembre de l'année
1775, après quoi, si les actes de Parlement
dont nous avons parlé ne sont pas révoqués, il
ne sera plus permis que de transporter du ris.

Le cinquième exhorte les Négocians Anglais
à ne point embarquer de marchandises pour les

1774. Colonies en violation de cette affociation, sous peine d'être à l'avenir privés de tout commerce avec elles.

Le fixième avertit les Armateurs de navires de donner ordre à leurs Capitaines de ne point recevoir à bord les marchandises prohibées.

Le septième est une recommandation aux habitans d'augmenter le nombre de leurs moutons autant que cela sera possible.

Le but du huitième est d'encourager la frugalité, l'économie, & l'industrie ; de faire fleurir l'agriculture, les arts, & les manufactures ; de décontenancer les appareils pompeux, les jeux, & les divertissemens ; de diminuer la dépense des funérailles ; de discontinuer la coutume de donner des gands & des écharpes, & de ne porter pour marque de deuil autre chose qu'un crêpe, ou un ruban.

Le neuvième ordonne aux Marchands de l'Amérique de vendre leurs denrées aux prix ordinaires, fans profiter de la situation des affaires.

Le dixième article semble, en quelque sorte, adoucir la rigueur du premier, & permet aux

Négotians de tirer des marchandises pendant deux mois de plus, si cela leur est agréable, à condition, cependant, qu'ils seront obligés de délivrer toutes celles qui arriveront depuis le mois de Décembre jusqu'au mois de Février entre les mains des Commissaires de la place où elles arriveront. Ces marchandises devoient ensuite être vendues sous leur inspection, & les profits employés au soulagement des Bostoniens. Tout ce qui arriveroit après ce tems-là devoit être renvoyé sans le débarquer, & même sans le dépaqueter. 1774.

Les trois articles suivans regardent la nomination des Commissaires pour empêcher la violation des articles précédens, & pour publier les noms des infracteurs dans la gazette comme ennemis de leur patrie. Ils servent aussi à régler la vente de leurs manufactures, & à empêcher qu'on ne profite de la rareté des denrées,

Par le quatorzième & dernier article, toute Colonie ou Province qui refusera d'entrer dans la grande Association, ou qui par la suite violera cette Convention, est déclarée ennemie de la liberté de l'Amérique, & tout commerce avec elle est absolument interdit.

1774.

Les Membres du Congrès signèrent tous cette Affociation, & les articles ci-deffus furent unanimement approuvés. Ils résolurent qu'il y auroit un Congrès Général à la même place, le 10 de Mai fuivant, à moins qu'ils ne fussent délivrés des maux dont ils se plaignoient, & ils recommandent à toutes les Colonies de choisir pour cela des Députés le plus tôt possible. Ils rendent après cela grace au nom de leurs Confituans à tous ces nobles Avocats de la liberté, qui avoient, en Angleterre, défendu avec tant de générosité, quoique sans succès, la cause de l'Amérique, tant en Parlement qu'hors du Parlement.

Ils dresèrent ensuite une requête au Roi, un mémoire au peuple de la Grande-Bretagne, une lettre circulaire aux Colonies, & une autre aux habitans du Canada.

La requête au Roi est une énumération de leurs griefs ; ils se plaignent de ce qu'on maintient une armée dans les Colonies en tems de paix, sans le consentement de leurs Assemblées ; de ce que cette armée & une force maritime sont employées pour exiger le paiement des taxes ; de ce que les Commandans & les Brigadiers-Généraux ont un pouvoir absolu en Amé-

rique, & de ce que le Général en Chef de l'armée est, en tems de paix, nommé Gouverneur d'une Colonie. Ils disent que les appointemens des gens en place sont considérablement augmentés, & que les places se multiplient tous les jours; que les Juges de l'Amirauté ont le pouvoir de prendre leurs appointemens sur les effets qu'ils condamneront, & les Commis de la douane celui d'enfoncer les portes & d'entrer dans les maisons des particuliers sans l'autorité du Magistrat civile; que les Juges dépendent entièrement de la Couronne, tant pour leur salaire que pour la durée de leurs Commissions; que les Conseillers sont sur le même pied; que les humbles requêtes du peuple ont été inutiles, que leurs Agents ont été mal traités; que leurs Assemblées ont été plusieurs fois & injurieusement cassées, & que leur commerce a été chargé d'impôts inutiles. Ils rappellent ensuite tous les actes de Parlement passés pendant le règne de George III pour lever un revenu en Amérique, & pour étendre le pouvoir des Cours de l'Amirauté au-delà des bornes. Ils ajoutent que, par ce moyen, on les a dépouillés de leurs biens, on les a privés plusieurs fois du Jugement par des *Juries* suivant leur ancienne Coutume, on a fait des confiscations énormes pour de très-légères offenses, & demandé cau-

1774.

1774. tion à des propriétaires avant que de leur permettre de défendre leurs droits.

Ils se déchaînent contre l'acte qui remet en vigueur un Statut d'Henri VIII peu favorable aux Colons, & contre un autre du Roi régnant, par lequel les habitans des Colonies sont, en différens cas, privés du jugement de leurs Pairs. Ils parlent ensuite des trois derniers actes par rapport à Boston, aux provinces de Massachusset & de Quebec, & de l'acte pour maintenir une armée dans l'Amérique Septentrionale.

Cette requête contient, cependant, les plus grandes protestations de fidélité, & d'attachement au Souverain, d'amour & de respect pour l'Etat. Ils attribuent leurs sentimens à la liberté qu'ils ont héritée de leurs ancêtres, & au Gouvernement sous lequel ils sont nés, & disent que la nécessité seule les a forcés à les déclarer. Ils se promettent en même tems un accueil favorable de la part d'un Souverain, dont l'illustre Famille doit sa Couronne à de semblables principes. Ils assurent que c'est du malheureux système adopté depuis la conclusion de la guerre de 1756, que procèdent les dangers, les jalousies, & les animosités des deux nations, & ils défient leurs ennemis les plus invétérés de

prouver que les querelles qui subsistent entre les Colonies & la Grande-Bretagne existoient avant ce tems, ou qu'elles proviennent d'autres causes. 1774.

Ils protestent qu'ils ne demandent que la paix & la liberté ; qu'ils n'ont aucune envie de diminuer les prérogatives de la Couronne, & qu'ils ne désirent aucun nouveau privilège. Ils disent qu'ils s'efforceront toujours de supporter l'autorité Royale, & de maintenir l'union entre eux & l'Angleterre. Ils prennent ensuite à témoin l'Etre suprême, devant qui les cœurs de ses créatures sont à découvert, que leurs conseils n'ont eu d'autre influence que la crainte de la ruine qui les menace. Enfin ils concluent en implorant Sa Majesté au nom de toute l'Amérique, & en la priant par tout ce qu'il y a de plus sacré de ne pas souffrir, pour sa propre gloire qui ne peut consister qu'à rendre ses sujets heureux, & à maintenir l'union entre eux, pour l'intérêt de sa Famille qui dépend de son attachement aux principes qui l'ont mise sur le Trône, pour la sûreté & le bien-être de ses Etats qui sont menacés des plus grandes calamités, comme père bienfaisant de tous ses peuples unis par les mêmes lois, la même fidélité, la même foi, & le même sang, quoique demeurant dans

1774. des pays différens, de ne pas souffrir, dis-je, que cette union, cimentée par tant de liens, soit rompue dans l'espérance de quelques avantages incertains, & qui, au cas qu'on les obtienne, ne pourront jamais compenser les maux que causera cette acquisition. Cette requête fut signée de tous les Membres du Congrès.

Dans leur mémoire au peuple de la Grande-Bretagne, ils donnent les plus grandes louanges à leurs ancêtres communs ; mais loin de parler en faveur des Bretons de ce siècle, ils les accusent, au contraire, d'être honteusement dégénérés. Ils disent qu'étant nés avec les mêmes droits, la même liberté, & la même forme de Gouvernement qui leur a été transmise par les mêmes ancêtres, & confirmée par les traités les plus solennels, il n'est pas surprenant qu'ils refusent d'abandonner ces avantages à des gens (voulant dire les Ministres) dont les prétentions n'ont aucun fondement, & qui les persécutent, afin de pouvoir assujettir avec plus de facilité les habitans des Isles Britanniques, lorsqu'ils seront maîtres de l'Amérique.

Ils font ensuite les plaintes ordinaires, prétendent qu'ils sont opprimés, insultés, faussement accusés, & que ce qu'ils se doivent à eux-mêmes

mêmes & à leur postérité, à l'intérêt des Anglais, & au bien-être de l'Empire, les engage à s'adresser à ces derniers sur ce sujet important. 1774.

Après une répétition des griefs dont il est fait mention dans la requête au Roi, ils rappellent l'état heureux de l'Empire, avant la conclusion de la guerre de 1756, & les avantages que les Anglais tiroient alors du système adopté pour le Gouvernement des Colonies, avantages qu'ils leur accorderoient de bon cœur, parce que ce système étoit conforme à la Constitution. Ils ajoutent qu'ils regardoient la Grande-Bretagne comme leur mère, & qu'ils étoient heureux de pouvoir contribuer à sa prospérité & à sa grandeur. Ils en appellent à ses habitans pour rendre témoignage de leur fidélité, & de leur attachement aux intérêts communs de l'Etat.

Ils les font souvenir de ce qu'ils firent dans la guerre de 1756. Nous nous sommes embarqués, disent-ils, sans craindre ni les maladies, ni la mort, pour aller dans des climats mal-sains, afin d'avancer le succès de vos armes. Vous avez vous-mêmes reconnu notre zèle ; vous nous avez remboursé des sommes considérables que nous avions, de votre propre aveu, avancées au-delà de notre part, & même de nos forces.

1774. Ils demandent après cela, à quoi ils doivent attribuer ce changement soudain de la part du Gouvernement, & ce système d'esclavage préparé depuis le commencement de la paix, tems d'où ils datent les taxes imposées sur les Colonies. Ils assurent que, bien loin d'être employé pour le bien de l'un ou de l'autre pays, cet argent a été prodigué à des favoris, & à des créatures du Ministre. Ils protestent qu'ils ont de tout tems été, & seront toujours prêts à contribuer tout ce qui sera nécessaire pour le soutien de leur Gouvernement; & que, quand le besoin de l'Etat l'exigera, ils fourniront avec plaisir, comme ils ont fait ci-devant, leur quote part d'hommes & d'argent.

Ils examinent ensuite le système du Ministre pour les réduire dans l'esclavage, & déduisent les conséquences qui s'ensuivront au cas qu'il réussisse. Ils font voir que cela ne servira qu'à augmenter les dettes de la nation, & à diminuer le commerce. Ils s'efforcent avec art de rendre cette cause celle de la Grande-Bretagne, ainsi que la leur, en démontrant que le succès du Ministère seroit aussi funeste à la liberté des Bretons qu'à celle des Américains. Est-ce qu'un Ministre, demandent-ils, avec les armées qui auront servi à nous mettre dans l'esclavage,

ne peut pas de même assujettir les Anglais? 1774.
Vous direz peut-être, continuent-ils, que vous cesserez de payer ces armées; mais l'Amérique ainsi réduite sera plus que suffisante pour fournir au Ministère des troupes & de l'argent pour en former de nouvelles; & n'espérez point, qu'après nous avoir rendus esclaves, nous refusions de vous réduire à la même condition. En un mot, ils avertissent les habitans de la Grande-Bretagne de prendre garde de tomber eux-mêmes dans le précipice préparé pour les Colonies.

Après avoir nié les crimes dont on les accusoit, savoir; d'être séditieux, & de viser à l'indépendance; ils disent, néanmoins, que, si les habitans de la Grande-Bretagne sont déterminés à souffrir que leurs Ministres se jouent des droits du genre humain; si, ni la voix de la justice, ni les préceptes des lois, ni les principes de la Constitution, ni les suggestions de l'humanité, ne sont capables de les empêcher de répandre le sang humain dans une cause aussi impie, ils sont bien-aîsés de leur apprendre qu'ils ne se soumettront jamais à être abatteurs de bois, ou tireurs d'eau pour aucune nation du monde. Ils proposent ensuite qu'on les remette dans la même situation où ils étoient

1774.

à la conclusion de la guerre, & assurent que cela rétablira l'harmonie entre les deux pays. Ils témoignent le plus grand regret à cause des résolutions qu'ils ont été obligés d'adopter, & sur-tout de la suspension de commerce, qui ne peut manquer d'être préjudiciable à leurs confrères de la Grande-Bretagne & d'Irlande.

Ils disent que la nécessité, le premier principe de la loi naturelle, qui est de penser à son propre salut, les a forcés à tenir cette conduite. Ils blâment la nonchalance des Bretons, & ce peu d'attention qu'ils font à leurs intérêts, puisque depuis plusieurs années ils se sont aveuglément soumis aux volontés du Ministre. Ils parlent ensuite de la condamnation du port de Boston, disent que le même sort les attend, & que, pour cette raison, ils tâcheront de vivre sans commerce ; qu'ils auront recours à la fertilité de leur terroir, qui leur fournira en abondance non-seulement toutes les choses nécessaires à la vie, mais même plusieurs superfluités. Enfin ils mettent toute leur espérance pour le rétablissement de l'harmonie & de l'amitié entre les Colons & les Bretons dans la magnanimité & la justice de la nation Anglaise, en choisissant un Parlement dont la sagesse, l'indépendance & le zèle patriotique puisse mettre leurs

droits à l'abri, pour me servir de leurs expressions, *des attentats criminels de Ministres scélérats, & de Conseillers mal-intentionnés, tant publics que privés.* Ces derniers mots s'adressoient à Milord Bute, qui n'avoit alors aucune place sous le Gouvernement, & que l'on croyoit toujours à la tête des affaires. 1774.

De tous les papiers publiés par le Congrès, il n'y en a point qui découvre plus l'habileté de ceux qui le compoient que leur adresse aux Canadiens.

Ils commencent par leur faire voir le droit qu'ils avoient aux avantages de la Constitution Anglaise en devenant sujets de la Grande-Bretagne, droit qui leur a été depuis confirmé par un édit du Roi en 1763. Ils attribuent au Ministère présent cet abus audacieux de l'autorité royale en les privant de leurs privilèges. Ils disent que, comme ils vivent dans un siècle où des Ministres scélérats ont violé les traités & les obligations les plus sacrées, & que les Canadiens, élevés sous un autre Gouvernement, ont malicieusement été tenus dans l'ignorance des avantages de celui dont ils viennent d'être privés, ils pensent qu'il est de leur devoir de les leur faire connoître.

1774.

Ils citent ensuite plusieurs passages du Marquis Beccaria, & de Montesquieu ; &, comme ce dernier étoit Français, ils ont l'adresse de le prendre pour Juge, & de regarder son autorité comme irréfragable. Ils expliquent, après cela, tous les privilèges du peuple Anglais. Sous leur Gouvernement, disent-ils, le pauvre est à l'abri de l'oppression du riche, le riche de celle de l'homme puissant, l'homme paisible de celle de l'homme violent, le tenancier ne craint point l'injustice de son Seigneur, ni l'industriel de perdre le fruit de son travail ; en un mot, personne n'est sujet aux caprices de ses Supérieurs.


Ils soutiennent que, sans cela, un peuple ne sauroit être libre & heureux, & que c'est à ces privilèges que les Colonies Anglaises doivent leur état d'affluence & de prospérité. Ce sont ces droits inestimables, ajoutent-ils, qu'un Ministère indigne s'efforce de nous ravir à main armée, & que nous avons unanimement résolu de défendre jusqu'à la mort.

Ils mettent encore une fois devant les yeux des Canadiens, qu'ils ont droit à ces privilèges, & qu'ils devroient en jouir. Ils leur demandent ensuite ce que le dernier acte de Parlement leur offroit au lieu de ces privilèges : après

1774.

quoi ils examinent l'acte de Quebec, & s'efforcent de prouver qu'il ne leur laisse aucun droit civil, puisque les lois mêmes qu'ils avoient avant la conquête sont sujettes à être altérées, & qu'un Gouverneur, accompagné d'un conseil entièrement dépendant du Ministère Anglais, peut en faire de nouvelles. Ils disent que, par ce moyen, le pouvoir de la législation, ainsi que celui de disposer des fonds publics & de leurs propres biens leur étant ôté, ils sont dans un état d'esclavage, & vivent sous le Gouvernement le plus despotique.

Après avoir fait plusieurs remarques sévères sur cet acte, & l'avoir mis sous un point de vue qui étoit capable de le rendre odieux non-seulement aux Canadiens, mais même à l'univers entier, ils font voir que le Ministre de la Grande-Bretagne, non content de les opprimer, a encore l'insolence de leur faire le plus grand affront. Car, continuent-ils, il s'imagine que vous êtes dans une ignorance invincible, & tout-à-fait incapables de comprendre la teneur d'une loi si contraire à vos intérêts, & que, par reconnoissance pour un prétendu bienfait, vous prendrez les armes pour l'aider à nous mettre dans l'esclavage, & par-là vous vous attirerez la haine & le ridicule du monde entier. II

1774.  pense que vous n'êtes pas capables de prévoir les suites inévitables d'un tel procédé, & que, par ce moyen, vous perdrez, sans ressource, tout espoir de jamais recouvrer votre liberté. Car, ajoutent-ils, l'imbécillité même ne sauroit croire que, lorsque les courtisans auront accompli leur dessein, ils vous traiteront avec moins de cruauté que nous qui sommes fortis du même sang qu'eux.

Ils leur recommandent ensuite de s'en rapporter au célèbre Montesquieu, dont l'autorité est respectée de toute l'Europe. Ils supposent que ce grand homme soit encore vivant, & que, consulté par les Canadiens sur le parti qu'ils ont à prendre, après une dissertation sur l'état d'esclavage & de liberté, il leur fait cette réponse : Mes amis, vous n'êtes qu'un petit peuple en comparaison des voisins puissans qui vous tendent les bras. Vous devez, donc, saisir cette occasion avec ardeur, & la regarder plutôt comme une faveur du Ciel, que comme l'ouvrage des hommes. Il vous est certainement plus avantageux d'avoir le reste de l'Amérique Septentrionale pour amis que pour ennemis. La nature a joint votre pays à celui des Colonies Anglaises, & vous devez aussi réunir vos intérêts politiques. Si vous agissez raisonna-

blement, la conquête du Canada, loin de vous être nuisible, n'aura servi qu'à vous procurer la liberté ; mais si vous prenez d'autres résolutions , votre conduite sera accompagnée de maux irréparables. 1774.

La différence de Religions entr'eux & les Canadiens étoit une objection qu'il falloit aussi résoudre, & c'est à quoi ils ne manquèrent pas. Ils citent l'exemple des Cantons Suisses, dont les uns sont Catholiques Romains, & les autres Protestans, qui vivent, cependant, dans la plus grande union, & qui, par ce moyen, ont été capables de repousser tous les efforts que l'on a faits pour les priver de leur liberté.

Ils déclarent qu'ils n'exigent pas qu'ils commencent des hostilités contre leur Souverain commun ; mais qu'ils les prient seulement de consulter leur propre gloire & leur bien-être, & de ne point souffrir que la crainte les fasse devenir les instrumens de la cruauté & du despotisme d'un Ministère infame.

Ils concluent, en les informant, que le Congrès, avec beaucoup de plaisir & d'un consentement unanime, avoit résolu de regarder la violation des droits des Canadiens comme celle

1774. des Colonies, qu'ils feront invités à leur association, dont le but est de s'affurer de leurs droits & de leurs privilèges, & d'établir une union durable avec la Grande-Bretagne, fondée sur les principes ci-devant mentionnés.

Dans la lettre qu'ils envoyèrent aux Colonies, ils déclarent que, suivant leur devoir, ils ont examiné avec délibération, justice, & impartialité, les causes des troubles présens, la conduite de la Grande-Bretagne, & celle de l'Amérique; &, qu'après cet examen, ils sont réduits à l'alternative désagréable, ou de se taire & d'abandonner l'innocence, ou de censurer publiquement la conduite de ceux qu'ils voudroient respecter. Ils préfèrent, cependant, le bien-être de leur patrie à toute autre considération.

Après avoir fait une récapitulation de tous les actes du Parlement, depuis 1764, ils demandent la raison des hostilités commises contre Boston & la province de Massachusets, tandis que les autres provinces ne s'étoient pas moins opposées au pouvoir du Ministère, & qu'elles demeuroient dans la tranquillité. Cette conduite, disent-ils, est remplie d'artifice, & il est aisé de voir quel en est le but. Par-là le Ministre s'imagine irriter la province de Massa-

chuset, & la forcer à commettre des violences 1774.
qui pourront déplaire au reste des Colonies, ou
engager le peuple Anglais à approuver ses cruel-
les mesures, & la vengeance qu'il médite. Si,
au contraire, l'esprit pacifique de cette province
ne produit pas l'effet désiré, il espère que les
autres Colonies seront tellement intimidées,
qu'elles abandonneront la cause commune, &
par leur désunion, deviendront une conquête
facile. Ils font une répétition des motifs de
l'acte de Quebec, s'étendent ensuite sur l'im-
portance de leur commission, & montrent de
quelle manière ils s'en sont acquittés.

Ils prétendent que les procédés de la Grande-Bretagne auroient autorisé d'autres mesures de leur part ; mais qu'ils ont été bien-aisés de maintenir la réputation des Colonies qui se font toujours signalées par leur attachement au Souverain, & qu'ils ont voulu témoigner leur loyauté, quoiqu'ils fussent menacés des plus grands dangers. C'est pourquoi, disent-ils, ils sont résolus de présenter encore une fois à Sa Majesté les humbles requêtes de ses fidèles sujets de l'Amérique. L'affection, ajoutent-ils, que nous avons pour la nation dont nous tirons notre origine, nous donne lieu d'espérer qu'elle

1774. a les mêmes égards pour nous. Nous désirons avec ardeur que les liens qui nous unissent ne soient jamais rompus, & c'est ce qui nous a engagés à adopter des mesures modérées.

Ils promettent de ne pas commencer les hostilités, & de demeurer sur la défensive, à moins que l'inattention & la négligence du peuple Anglais ne permettent à leurs cruels ennemis de se servir des forces de l'Etat pour poursuivre leur système tyrannique. Ils disent qu'ils ont choisi une mode d'opposition qui laisse un chemin ouvert à la réconciliation, & qu'ils sont toujours prêts à faire la paix avec leurs confrères de la Grande-Bretagne. Ils déplorent la nécessité absolue qui les force à une interruption de commerce, ce qui ne peut être que très-préjudiciable aux habitans des Isles Britanniques ; mais ils espèrent que ceux-ci ne les accuseront pas de mauvaise intention, s'ils font réflexion qu'ils sont eux-mêmes sujets à ces inconvéniens.

Ils ajoutent que les violences du Ministère a causé dans l'Etat des convulsions auxquelles ils ne pouvoient s'attendre, & qu'ils combattent pour cette liberté tant de fois l'objet des contentions de leurs ancêtres.

Ils concluent, en observant que les Bretons 1774.
auront bientôt une occasion de déclarer leurs
sentimens au sujet de leur cause, qu'ils mettent
leur confiance dans la piété & la générosité qui
les ont toujours distingués, & qu'ils ne peuvent
se persuader que les défenseurs de la vraie Reli-
gion & des droits du genre humain prendront
les armes contre leurs confrères Protestans en fa-
veur de leurs ennemis secrets dont les intrigues
depuis plusieurs années n'ont d'autre but que de
sapper les fondemens de la liberté civile & reli-
gieuse.

Ces actes publics étant passés, les Membres
mirent fin à la séance le 26 d'Octobre, après
avoir continué leurs conférences pendant cin-
quante-deux jours.

Les *Tories* ont fait leurs efforts pour dépriser
ces actes du Congrès, & les *Whigs* en ont parlé
avec enthousiasme. Il parôit que, si l'on examine
sans partialité la conduite de cette assemblée,
l'énergie & la force de leurs écrits, l'adresse
avec laquelle ils flattent les passions de ceux à
qui ils parlent, on ne pourra s'empêcher d'a-
vouer qu'elle étoit composée de gens sages &
éclairés.

1774. Pendant que ces choses se passaient en Amérique, le peuple de la Grande-Bretagne étoit dans une espèce de léthargie. Depuis six à sept ans que ces disputes avoient commencé, on avoit tant écrit pour & contre les mesures du Ministère, que le sujet étoit épuisé, & le peuple fatigué. D'ailleurs les pensionnaires de la Cour avoient tellement embrouillé la matière, que les moins éclairés ne favoient plus distinguer de quel côté étoit la justice.

Le Ministre, par le moyen des places qu'il avoit sagement distribuées aux cadets de Noblesse, avoit attiré dans son parti leurs frères aînés. Les particuliers dont le bien-être dépendoit des Seigneurs étoient forcés d'approuver publiquement les mesures du Gouvernement. Ceux qui dépendoient des Membres des Communes, dont la plupart étoient aussi dévoués au Ministère, se trouvoient obligés de faire la même chose. Les gens modérés, désespérant de pouvoir résister au torrent, se contentoient d'être spectateurs oisifs. En un mot, l'on n'entendoit que quelques Sénateurs que le Ministre avoit irrités, ou qu'il n'avoit pas jugé à propos de corrompre.

Tout le monde attendoit, cependant, avec impatience l'élection d'un nouveau Parlement.

Cette élection, qui se fait ordinairement tous les sept ans, n'avoit point été faite depuis près de six ans. 1774.

Le Ministère s'apperçut bien que le tems de la durée du présent Parlement étoit alors trop courte pour mettre ses projets en exécution. Quelques mesures qu'il eût adoptées, elles pouvoient être défaites par un autre Parlement. Il étoit sûr d'ailleurs que le parti de l'Opposition feroit tous ses efforts pour gagner le dessus, & quelque grand que fût le nombre des partisans de la Cour, le parti adverse n'étoit pas du tout méprisable. Attendre jusqu'au tems ordinaire de l'élection, c'étoit donner loisir à ses adversaires de gagner les électeurs, & par-là un avantage égal à ses partisans. Outre cela, bien des Anglais auroient pu, avant ce tems-là, s'appercevoir de son dessein, & abandonner un parti qu'ils avoient embrassé de bonne foi, comme le plus juste. Il profita du pouvoir qu'a le Roi de casser son Parlement, & après cette cassation fit sur-le-champ procéder à l'élection d'un nouveau. Par ce moyen les Membres de l'Opposition qui ne s'attendoient nullement à cette manœuvre, n'eurent pas le tems de solliciter les voix des électeurs; au lieu que les amis du Ministre, informés de son dessein, avoient travaillé à se

1774. concilier les esprits. Malgré cela plusieurs des anciens Membres perdirent leurs places; mais la majorité se trouva toujours du côté de la Cour. Le Ministère ainsi victorieux commença à suivre avec vigueur son plan, qui étoit de soumettre les Colonies à l'autorité de la Grande-Bretagne. Pour cet effet, le 30 de Novembre, le Roi informa son Parlement, que le même esprit de défobéissance prévaloit dans la province de Massachusset, & demanda son assistance pour ramener ces féditieux dans le devoir.

Milord Chatham, que l'on n'avoit point vu depuis plusieurs années au Parlement, vint alors dans la Chambre des Pairs, où il fit un long discours en faveur des Américains, qui finit par ces paroles remarquables: *Si les Ministres continuent de donner ainsi de mauvais conseils au Roi, je ne dis point qu'ils puissent aliéner l'affection de ses sujets; mais je suis sûr que la Couronne ne vaudra plus bientôt la peine d'être portée. Je ne dis point que le Roi soit trahi; mais je soutiens que le Royaume est ruiné.*

La présence de ce grand homme fit quelque impression sur les esprits; mais il avoit perdu beaucoup de sa popularité, & d'ailleurs le parti de la Cour étoit trop puissant pour qu'on pût

pût y résister. Cela n'empêcha pas, cepen-
dant, qu'il ne proposât un bil de réconciliation; 1774.
mais il fut rejeté par une majorité de soixante
une voix contre trente deux. Dans cette divi-
sion, le Duc de Cumberland, frère du Roi, vota
pour la Minorité, ou contre le Gouvernement.

Le Ministère produisit, quelque tems après,
une esquisse des mesures qu'il avoit dessein de
suivre, qui étoient, d'envoyer une force considé-
rable en Amérique, d'arrêter le commerce des
Colonies avec l'étranger, & de leur interdire la
pêche sur le Banc de *Newfoundland* (*) jusqu'à
ce qu'elles rentrassent dans le devoir.

La requête du Congrès fut quelque tems
après présentée au Roi par l'Agent des Colo-
nies ; mais elle ne fut pas mieux accueillie que
celles qui l'avoient précédée. On suivit le
même plan, & par une conséquence nécessaire,
les Colons furent déclarés rebelles par un
acte de Parlement. Plusieurs circonstances en-
gageoient les Ministres à précipiter cette déclara-
tion. Les *Whigs* qui, comme nous l'avons
dit plus haut, avoient donné la Couronne d'An-

(*) Terre Neuve.

1774. gleterre à la Famille de Brunswick, & l'avoient protégée contre les efforts des partisans des Stuarts, reprochoient toujours aux *Tories* les rebellions qu'ils avoient excitées. Ils se plaignoient amèrement de ce que les anciens ennemis du Roi étoient à la tête du Gouvernement, tandis que ses serviteurs zélés, ceux qui avoient exposé leurs fortunes & leur vie pour le soutien de sa Famille, étoient indignement négligés. Ces plaintes n'étoient pas sans fondement ; & quoique les rebellions, excitées par les *Tories*, fussent plutôt dignes de louanges que de blâme dans l'opinion des gens éclairés, ce souvenir ne pouvoit être que désagréable aux héritiers de George I. Les Américains étant déclarés rebelles, leurs partisans devenoient ennemis du Roi, & étoient sujets au même reproche qu'ils faisoient à leurs adversaires.

Le Ministère s'assuroit, par ce moyen, de la faveur du Prince, qui, après cette déclaration, avoit besoin de son assistance, & de celle de ses partisans : en un mot, la brèche entre les *Whigs* & la Famille régnante étoit encore plus considérable que celle qu'il y avoit eu entre les *Tories*. Cette politique d'un Ecossais doit certainement affermir l'autorité de ces derniers, & ruiner le

crédit des premiers, qui ne pourront jamais le recouvrer, à moins qu'il n'y ait une révolution dans l'Empire. La conquête de l'Amérique rendroit ceux-là à jamais chers à leur Souverain, & sa perte augmenteroit la haine du Monarque contre ceux-ci, que leurs adversaires accusent d'être les promoteurs de la rebellion ; de sorte que, quel que soit l'évènement de cette guerre, les *Tories* ne peuvent qu'acquérir une augmentation de pouvoir (*).

1774.

Tandis que ces choses se passaient en Angleterre, les affaires devenoient de plus en plus critiques en Amérique. Les résolutions du Congrès avoient rassuré les timides, & dissipé les doutes des circonspects. Ces résolutions étoient devenues le symbole des Colonies, & tout le monde obéissoit avec zèle aux recommandations de cette Assemblée. L'unanimité qui régnoit par tout le Continent étoit étonnante ; les Assemblées de villes, ou de provinces, les Juges, les *Juries*, tenoient le même langage, & toutes leurs actions tendoient au même but. C'étoit une chose étrange que de

(*) Cette partie de mon Histoire fut écrite il y a sept à huit ans, & on peut voir que cette prédiction est accomplie.

1774. voir les habitans de pays riches, accoutumés au luxe & aux superfluités de la vie, renoncer tout d'un coup à ces charmes séduifans, & se contenter du simple nécessaire. Il n'étoit pas moins digne d'admiration de voir le négociant abandonner les avantages du commerce, le fermier souffrir patiemment la perte des fruits de son industrie, le matelot, & une infinité de personnes dépendantes du commerce, résigner, sans murmure, les moyens de leur subsistance, pour se fier aux bontés précaires du riche & de l'opulent. Telle étoit la situation de l'Amérique.

L'on attendoit, cependant, beaucoup de la requête du Congrès Général au Roi, & de l'adresse au peuple Anglais; & ces espérances, plus que tout autre chose, contribuèrent à empêcher les violences qui eurent lieu par la suite. Néanmoins les principaux habitans, & les gens expérimentés furent d'avis qu'il falloit se préparer pour le pis aller. Les Colonies Méridionales commencèrent à s'armer, ainsi que les Septentrionales, & à exercer leur milice. Aussi-tôt qu'elles eurent connoissance de l'édit qui défendoit le transport d'armes & de munitions en Amérique, elles prirent sur-le-champ des résolutions pour prévenir le manque de ces articles.

Pour cet effet, afin de ne pas entièrement dépendre de l'étranger pour une denrée si nécessaire, elles firent bâtir des moulins & des manufactures, tant à Philadelphie qu'à la Virginie, pour faire de la poudre à canon. Elles encouragèrent autant qu'il fut possible la fabrique d'armes de toute espèce, & promirent un bénéfice considérable à ceux qui leur fourniroient ces articles. 1774.

A-peu-près dans le même tems M. Gage publia un édit contre le Congrès de la province de Massachusset; mais il n'eut pas le moindre effet sur les procédés de cette Assemblée, ni sur la conduite du peuple, qui obéit implicitement à toutes ses recommandations. Comme il y avoit des couriers qui alloient & venoient continuellement de ce Congrès au Congrès Général, il est probable que les mesures du premier étoient dirigées par le dernier.

La situation critique de la Capitale étoit un objet de considération. Il n'étoit pas facile de déterminer de quelle manière pourvoir au salut de ses habitans, & empêcher qu'elle ne devînt nuisible à toute la province, si l'on étoit obligé d'en venir aux extrémités. La ville de Boston, tant par sa situation, que par les fortifications

1774. que le Général avoit fait construire sur l'isthme qui la joint au Continent, étoit déjà passablement forte, & pouvoit, outre cela, être fortifiée, de manière qu'avec l'assistance de quelques vaisseaux de guerre, il auroit presque été impossible de la réduire. Le Gouverneur avoit en son pouvoir d'y retenir les bourgeois comme dans une prison, & de les garder pour otages de la conduite des habitans du reste de la province.

Plusieurs expédiens avoient été proposés pour remédier à ces maux. L'un d'eux étoit simplement de faire quitter la ville aux Bostoniens, d'y mettre ensuite le feu, d'estimer leurs possessions, & de les dédommager de leurs pertes ; mais il n'étoit pas facile de mettre ces résolutions en exécution. Le seul moyen qui paroissoit devoir être efficace, étoit de fondre sur les troupes, & de les attaquer ouvertement ; mais ils ne vouloient pas encore en venir à ces extrémités. Plusieurs des principaux bourgeois quittèrent, cependant, la ville sous prétexte de craindre la violence des soldats, ou d'être envoyés en Angleterre pour des offenses supposées.

Vers la fin du mois de Décembre le Congrès Provincial ayant fait tout ce qui étoit alors

nécessaire, se sépara, & assigna le mois de Février suivant pour le tems de leur Assemblée. 1774. Cette séparation donna lieu aux amis du Gouvernement de paroître en peu d'endroits, & de faire leurs efforts pour s'opposer au torrent. Il y eut en conséquence plusieurs associations où l'on prit les résolutions de se défendre mutuellement, & de ne point avoir égard aux recommandations du Congrès ; mais le parti contraire étoit si considérable que ces efforts n'aboutirent à rien.

Aussi-tôt que la nouvelle de l'édit, qui défendoit le transport d'armes & d'autres munitions de guerre dans les Colonies, fut parvenue à *Rhode-Island* (*), le peuple s'empara de toute l'artillerie, appartenant au Roi, qui se montoit à environ quarante pièces de canons de différens calibres. Le Capitaine d'un des vaisseaux de guerre ayant demandé au Gouverneur de l'Isle la raison de ce procédé, celui-ci, qui étoit un patriote zélé, lui répondit sans marchander, que les habitans s'étoient emparés du canon pour empêcher qu'il ne tombât entre les mains des troupes du Roi, & qu'ils avoient dessein de s'en servir pour repousser les attaques

(*) Isle de Rhode.

1774. de quiconque auroit l'audace de les molester.
L'Assemblée de *Rhode-Island* passa aussi plusieurs résolutions pour se procurer des munitions par tous les moyens possibles, aussi-bien que pour discipliner la milice, & armer les habitans.

La province de *New-Hampshire*, qui avoit jusqu'ici fait paroître plus de modération qu'aucune autre de la Nouvelle Angleterre, ne fut pas plus tôt informée de ce qui s'étoit passé à *Rhode-Island*, des résolutions de leur Assemblée, & de l'édit qui y avoit donné lieu, que le même esprit s'empara du peuple. Une bande de gens armés s'avança, le 14 de Décembre, vers un petit fort appelé Guillaume & Marie, & s'en rendit facilement maître. La possession de cette place leur fournit de la poudre suffisamment pour se mettre en état de défense.

L'arrivée du discours du Roi au Parlement, & la réponse de cette Assemblée au Souverain, augmenta encore les animosités. Il parut alors qu'il n'y avoit plus moyen de se réconcilier. Il est remarquable que tous les actes passés, pour intimider les Américains, produisoient un effet contraire. Plus la Grande-Bretagne paroïssoit déterminée à maintenir son autorité, plus les Colons étoient résolus à s'y opposer.

L'Assemblée de la Pensylvanie fut la première qui ratifia d'une manière solennelle les 1774. actes du Congrès Général, & qui élut des Députés pour l'année suivante.

Les autres provinces suivirent son exemple, & les résolutions du Congrès Général furent presque unanimement approuvées. Celle de *Maryland* assigna une somme d'argent pour acheter des armes & des munitions.

Un Congrès Provincial qui se tint quelque tems après à Philadelphie, passa un grand nombre de résolutions pour l'encouragement des manufactures les plus nécessaires, telles que celles de sel, de poudre à canon, de salpêtre, & d'acier. Il déclara qu'il désiroit avec ardeur que la paix fût rétablie entre les Colonies & l'Angleterre ; mais que, puisque le Ministre de cette nation étoit absolument déterminé à employer la force pour les assujettir au joug de la tyrannie, il étoit de leur devoir de lui résister, & de défendre à tout hasard leur vie & leur liberté.

L'Assemblée de la Nouvelle York fut, cependant, une exception au reste du Continent. Le 10 de Janvier elle commença à procéder aux

1775. affaires de la province, & après de longs débats sur la question d'approuver, ou de désapprouver les mesures du Congrès Général, la majorité, quoique petite, se trouva en faveur du Gouvernement. Les Membres exposèrent ensuite les griefs de la province dans le dessein de les présenter au Roi, & au Parlement. Ils avoient été engagés à agir de cette manière par le Lieutenant-Gouverneur, qui leur avoit fait espérer de réussir. Car, comme le Ministère Anglais ne vouloit point du tout écouter les requêtes du Congrès Général, qu'il traitoit d'Assemblée illícite, il paroît que ce moyen étoit le seul qui restât pour tenter encore une fois la voie de la douceur. Mais l'espérance de succès qui avoit, sans doute, été cause de leur détermination, fut cependant trompée.

Les Membres du Congrès Provincial de Massachusets s'assemblèrent, le 1 de Février, à Cambridge, & suivirent exactement le plan que leurs prédécesseurs avoient tracé. Ils dirent que, suivant ce qu'ils apprennent de tous côtés, le Ministre méditoit la ruine de leur province, parce qu'ils avoient refusé, ainsi que les autres Colonies, de se soumettre à l'esclavage le plus ignominieux, & que le renfort de troupes que l'on attendoit ne confirmoit que trop ce qu'ils

avoient avancé. C'est pourquoi ils supplièrent la milice en général, & les *Minute-men* en particulier, dans des conjonctures aussi critiques, de n'épargner ni tems, ni peine, ni argent, pour se perfectionner dans l'art militaire. On est, sans doute, surpris de voir ici une nouvelle espèce de soldats, appelés *Minute-men*. Ce terme, composé de deux mots Anglais, dont le premier signifie *minute*, & le second *hommes*, veut dire hommes à la minute. Par *Minute-men* ils entendoient un certain nombre de miliciens choisis, qui devoient se tenir prêts à marcher à la première alarme, & leur activité prouva, par la suite, qu'ils méritoient ce nom. 1775.

Ils passèrent, ensuite, plusieurs résolutions pour l'encouragement des fabriques d'armes à feu & de bayonnettes, & renouvelèrent les défenses qu'avoient faites leurs prédécesseurs, de fournir aux troupes de Boston les choses nécessaires au service militaire.

Il arriva à-peu-près dans ce tems-là une lettre du Secrétaire d'Etat pour le département des Colonies, qui fut circulée dans toutes les provinces. Elle défendoit, sous peine d'encourir la disgrâce du Roi, d'élire de nouveaux Députés pour le Congrès Général; mais elle ne fut

1775. d'aucune utilité, & l'on procéda par-tout aux élections, même dans la province de la Nouvelle York.

Cependant tout étoit fort tranquille à Boston. Les recommandations du Congrès contribuoient autant à cette tranquillité que les vaisseaux de guerre, dont le port étoit plein, & les troupes postées dans la ville. Ce calme étoit, néanmoins, très-précaire. La patience des deux partis étoit, pour ainsi dire, à bout, les esprits étoient violemment agités, & la moindre étincelle étoit capable de produire un incendie.

M. Gage ayant appris qu'il y avoit à Salem plusieurs pièces de canon de fonte, envoya, le 26 de Février, un détachement sous les ordres d'un Lieutenant-Colonel, dans un bateau de transport, pour s'en saisir, & les apporter à Boston. Les troupes débarquèrent à *Marblehead*, & s'avancèrent vers Salem ; mais elles n'y trouvèrent point de canons. S'imaginant qu'on les avoit fait sortir de la ville à la nouvelle de leur approche, elles résolurent de marcher plus avant dans la campagne dans l'espérance de les atteindre.

Dans cette poursuite elles arrivèrent à une petite rivière, sur laquelle il y avoit un pont-

levis, que les payfans, afsemblés en grand nombre fur la rive oppofée, levèrent auffi-tôt pour les empêcher de paffér. L'Officier leur ordonna de baiffer le pont; mais ils refusèrent abfolument de le faire, difant : que ce n'étoit pas un grand-chemin, & qu'il n'avoit pas droit de paffer par-là. Car, jufqu'au dernier moment, les Colons tinrent le langage de la paix, & fondèrent leur oppofition fur les lois. Là-deffus l'Officier voulut fe fervir d'une chaloupe qui étoit de fon côté, afin de prendre poffeffion du pont; mais plufieurs villageois, qui étoient du même côté de la rivière, s'appercevant de fon intention, fautèrent fur-le-champ dans la chaloupe, & la percèrent à coups de haches. Ceci occafionna quelques coups de poing entr'eux & les foldats. 1775.

Un François fera d'abord furpris de voir des foldats, armés de toutes pièces, fe battre à coups de poing; mais il celfera de l'être, quand il fera réflexion que la forme du Gouvernement Britannique eft bien différente de celle de France. Chez nous, un ordre du Roi oblige le fujet à prêter fes effets pour le fervice de l'Etat; chez les Anglais, le Roi, même en payant, n'a pas droit de fe fervir des effets d'un particulier, à moins que celui-ci ne le lui permette. La

1775. chaloupe appartenant aux payfans, ils avoient, fans doute, droit de la détruire, &, si l'Officier avoit donné ordre de tirer, on étoit dans le cas de lui faire son procès. Il paroît d'ailleurs que le Général avoit donné ordre d'éviter la violence. Car le Ministère auroit été bien-aïse que les Américains eussent commis les premiers hostilités, afin, par-là, d'avoir un prétexte plausible aux yeux des Anglais de les attaquer à main armée.

Le Commandant des troupes étoit cependant résolu de passer, & les autres aussi résolus à s'opposer à son passage. Un Ecclésiastique qui étoit alors présent empêcha l'effusion de sang, & fit voir à l'Officier les conséquences funestes qui s'ensuivroient s'il fesoit usage de la force. S'apercevant, enfin, que le principal objet de ce dernier étoit le point d'honneur qui ne lui permettoit pas de retourner, & qu'il étoit alors trop tard pour continuer sa marche, il persuada aux payfans de baisser le pont. Les troupes en prirent aussi-tôt possession, & le Lieutenant-Colonel s'étant avancé avec un détachement un peu plus avant dans la campagne, retourna presque aussi-tôt à bord du bateau de transport. Telle fut la fin de cette première expédition.

Il est visible que la paix de l'Empire ne tenoit plus qu'à un fil bien faible, & que la moindre violence de la part des troupes étoit capable de le rompre. Depuis l'acte de Parlement, qui privoit les Colonies de leurs chartres, & qui exemptoit le militaire des cours de justice de l'Amérique, les soldats étoient regardés comme autant de tyrans, & leurs moindres mouvemens excitoient la plus grande jalousie. La résistance des villageois semble, d'un autre côté, avoir irrité ces derniers ; car, depuis ce tems-là, ils vécurent plus mal que jamais avec les Bostoniens. 1775.

Le tems s'approchoit où des maux beaucoup plus grands devoient faire oublier toutes ces petites querelles. Les colons avoient ramassé une quantité considérable d'armes & de munitions dans Concord, ville située à environ sept lieues de Boston, où se tenoit alors le Congrès Provincial. Le Général détacha les grenadiers & l'infanterie légère, sous le commandement du Lieutenant-Colonel Smith & du Major Pitcairne pour s'en rendre maîtres. Quelques-uns prétendent que le but de cette expédition étoit de se saisir de MM. Hancock & Adams, ces grands champions de la liberté qui firent par la suite tant de bruit.

1775. Ce détachement composé d'environ 900 hommes s'embarqua dans des chaloupes la nuit du 18 au 19 Avril, & ayant remonté pendant quelques tems *Charles River* (rivière Charles) débarqua à une place appelée *Phips's Farm* (ferme de Phips) d'où il marcha en grand silence vers Concord.

Plusieurs officiers à cheval examinoient, en même tems, les chemins, & se faisoient de tous ceux qu'ils rencontroient. Malgré toutes ces précautions, le bruit de plusieurs coups de canon & le son des cloches leur découvrirent que l'alarme étoit déjà dans le pays. Les habitans commencèrent effectivement à s'assembler dans les villes & dans les villages d'alentour avant le point du jour. Les canons qu'ils avoient entendus étoient placés de distance en distance afin de donner l'alarme, de sorte qu'en fort peu de tems toute la province pouvoit être avertie de son danger.

Les troupes arrivèrent à Lexington à cinq heures du matin, où elles trouvèrent une compagnie de milice sous les armes dans une prairie près du grand chemin. Là-dessus un officier de l'avant-garde s'approcha en disant: *Retirez-vous, rebelles ; mettez bas les armes, & retirez-vous.*

vous. Les foldats le joignirent auffi-tôt en 1775.
pouffant des cris de *vive le Roi*. Il y eut d'abord
quelques coups de tirés irrégulièrement qui fu-
rent fuivis d'une décharge générale, qui tua
huit miliciens & en bleffa plusieurs autres.

Voilà le premier fang qu'il y eut de répandu
dans cette guerre. Chaque parti prit, ensuite,
beaucoup de peine pour prouver qu'il n'étoit
pas l'agresseur; chose de peu de conséquence,
puisque les affaires en étoient à un point où il
falloit qu'elles se décidassent à la pointe de
l'épée.

Les courtifans s'efforcèrent de prouver que
les Colons tirèrent les premiers sur les troupes
par les fenêtres, & les Colons prétendirent le
contraire. Les Magistrats prirent même les dé-
positions de plusieurs témoins, entre lesquels
étoient des prisonniers Anglais; & suivant ces
dépositions, il paroît que les troupes com-
mencèrent l'attaque à Lexington & à Concord.
Quoiqu'il ne foit pas probable que les Amé-
ricains aient été assez imprudens pour faire feu
sur les foldats, tandis qu'une compagnie de
milice étoit à la merci de ces derniers, je ne
prétens pas assurer le contraire; mais cela est
indifférent.

1775. Après cette affaire, M. Smith continua sa
marche vers Concord, & envoya six compagnies d'infanterie légère pour s'emparer de deux ponts au-delà de la ville, dans le dessein, peut-être, d'empêcher que les munitions n'en fortifissent, ou de prévenir la fuite de ceux qu'il avoit ordre d'arrêter; si, toute fois, il avoit de pareils ordres. Un corps de milice, posté sur une hauteur dans le chemin, se retira à leur approche, & passa sur l'un des ponts, dont les troupes prirent aussi-tôt après possession. Pendant ce tems-là le reste du détachement, arrivé dans Concord, commença à s'acquitter de sa commission, en enclouant trois canons de fer, détruisant quelques fusils & affûts, & jettant dans la rivière quelques barils de fleur, de poudre à canon, & de balles. Sur ces entre-faites les miliciens qui s'étoient retirés de la hauteur, appercevant plusieurs feux dans la ville, retournèrent vers le pont qu'ils venoient de passer, & qui étoit dans leur chemin. Là-dessus l'infanterie légère se retira du côté de Concord, & leva le pont. Les miliciens s'avancèrent toujours, évitant, néanmoins, toute apparence d'hostilité, & faisant semblant de vouloir passer comme d'autres voyageurs. Alors les soldats firent feu, & tuèrent deux hommes. Les miliciens firent aussi feu de leur côté, &

il y eut une escarmouche dans laquelle les premiers eurent le dessous, & furent obligés de se retirer, ayant plusieurs hommes de tués & de bleffés, un Lieutenant & quelques soldats de faits prisonniers. 1775.

Tout le pays fut bientôt en alarme, & les troupes se trouvèrent attaquées de tous côtés. Les escarmouches se succédèrent les unes aux autres, & le feu continua tout le long du jour. Depuis Concord jusqu'à Lexington, marche d'environ deux lieues, les troupes furent terriblement harassées, non-seulement par la milice, qui les poursuivoit, mais par ceux qui étoient dans les maisons, derrière les murailles & les haies ; tout le chemin étant bordé de gens armés.

Heureusement pour les Anglais, le Général, prévoyant le danger du service, avoit, de grand matin, détaché Milord Percy avec seize compagnies d'infanterie, & un corps de soldats de marine, avec deux pièces de campagne, pour soutenir le Lieutenant-Colonel Smith. Ces troupes arrivèrent à Lexington au moment que ce dernier retournoit de Concord. Cette circonstance fut d'autant plus fortunée que le premier détachement n'avoit plus de munitions ; mais

1775. quand cela auroit été autrement, il paroît que la perte étoit inévitable, étant encore à cinq lieues de Boston ; entouré d'ennemis, il auroit infailliblement été taillé en pièces, ou fait prisonnier.

Ce secours, & sur-tout le canon, donna au premier détachement le tems de reprendre haleine à Lexington, chose dont il avoit grand besoin, & les pièces de campagne empêchèrent les Américains d'avancer si près ; mais aussi-tôt que les troupes reprirent leur marche, ils recommencèrent à les harasser, & le danger augmentoit continuellement , le nombre des ennemis devenant de plus en plus considérable. Enfin elles arrivèrent sur le soir à *Charles-Town*, d'où elles passèrent sur-le-champ à Boston sous la protection de l'artillerie d'un vaisseau de guerre. Elles étoient dans le dernier épuisement, ayant fait ce jour-là plus de dix lieues.

Après une action qui dura depuis le matin jusqu'au soir, il est naturel de s'imaginer que le carnage devoit être grand de part & d'autre ; il ne fut, cependant, pas considérable : ce qui doit être attribué à ce que les Américains, dans le commencement, n'étoient qu'en petit nombre, & à la bonne conduite de Milord

Percy, qui à son arrivée posta les troupes si
avantageusement, & se servit si à-propos des 1775.
pièces de campagne, qu'il ne leur permit pas
de le suivre de si près. Une retraite de cinq
lieues, faite avec tant d'ordre & si peu de perte,
dans un pays couvert, où chaque haie & chaque
buisson offroit des ennemis cachés, fera toujours
honneur à ce Seigneur ; si l'on considère, outre
cela, que le nombre de ceux qui le poursui-
voient, déjà deux fois plus grand que sa petite
armée, s'augmentoît à chaque instant, & que
ses troupes étoient extrêmement fatiguées.

Les Anglais eurent soixante-cinq hommes de
tués, & cent quatre-vingt-six de blessés. Entre
ces derniers étoient M. Smith, un autre Lieu-
tenant-Colonel, & plusieurs Officiers. Deux
Lieutenants, & environ vingt-cinq soldats, furent
faits prisonniers.

Les Américains n'eurent que cinquante hom-
mes de tués, & soixante de blessés, en comp-
tant ceux qui étoient tombés par le premier feu.

Il y avoit dans cette action environ deux mille
hommes des meilleures troupes d'Angleterre ; &
quoique le nombre des Américains qui les atta-
qua fut beaucoup plus considérable, il est visi-

1775. } ble que c'étoit mal-à-propos qu'on accuſoit ces derniers de manquer de courage. Quelques Seigneurs avoient dit en plein Parlement, que les Colons étoient une bande de poltrons, qu'un ſeul régiment ſuffiroit pour parcourir les Colonies d'un bout à l'autre, & que la vue d'un bonnet de grenadier étoit capable de mettre une armée Américaine en fuite. L'expérience prouva le contraire, & fit voir aux habitans de la Grande-Bretagne qu'il y a du courage ailleurs que chez eux.

Chaque parti, comme nous l'avons déjà dit, accuſa ſes adverſaires de la plus grande inhumanité ; plaintes ordinaires dans les guerres civiles. Il peut ſe faire que les ſoldats dans la chaleur de l'action, & animés par l'eſprit de vengeance, commettent quelques cruautés ; mais les nations policées ont, depuis long-tems, renoncé à la coutume barbare d'inſulter leurs ennemis vaincus. D'un côté, un Officier & pluſieurs ſoldats qui avoient tombé entre les mains des Colons, donnèrent des témoignages publics du bon traitement qu'ils en avoient reçu ; & de l'autre, l'humanité des Bretons eſt trop connue pour qu'on puiſſe en douter. Non-ſeulement les Grands de cette nation, mais même les derniers des individus poſſèdent cette vertu au

suprême degré. Il est vrai que les guerres civiles sont toujours plus cruelles que les autres, & se font avec plus d'animosité ; mais je crois que ces accusations furent exagérées de part & d'autre. 1775.

L'affaire de Lexington assembla sur-le-champ toute la province en armes ; &, quoiqu'il y eût plus de troupes qu'il n'en falloit pour investir Boston, ce n'est qu'avec difficulté qu'on persuada à ceux qui s'avançoient de tous côtés, de s'en retourner chez eux. Le corps de milice qui étoit devant cette ville montoit, à ce que l'on dit, à vingt mille hommes, sous le commandement des Colonels Ward , Pribble , Heath, Prescott, & Thomas, qui agissoient alors comme Généraux. Ces Officiers établirent leurs quartiers à Cambridge, & formèrent une ligne d'environ dix lieues, qui s'étendoit depuis Roxbury jusqu'à Mytick, qu'ils fortifièrent avec de l'artillerie. Ils furent bientôt après joints par le Colonel Putnam, brave Officier Américain, qui avoit acquis de l'expérience & de la réputation dans les deux dernières guerres contre la France. Celui-ci campa avec un gros détachement de troupes de Connecticut, de manière à pouvoir secourir, s'il étoit nécessaire, ceux qui étoient devant la ville.

1775. En même tems le Congrès Provincial, qui se tenoit alors à *Water-Town*, prépara une adresse aux habitans de la Grande-Bretagne, dans laquelle il fesoit un détail exact des particularités de la dernière affaire. Le contenu de cette adresse n'est qu'une répétition de ce que nous avons déjà dit. Ils s'efforcèrent de prouver que ce sont les Anglais qui ont commencé l'attaque à Lexington & à Concord, & finirent par déclarer qu'ils ne se soumettront jamais à la tyrannie du Ministère. Prenant aussi le Ciel à témoin de la bonté de leur cause, ils déclarèrent qu'ils sont résolus d'être libres. Ce Congrès passa un acte pour le maintien d'une armée, fixa la paie des Officiers & des soldats, & publia des lois pour le militaire.

Le manque d'argent dans les Colonies étoit une chose qui sembloit devoir arrêter le progrès de la rebellion, & détruire à la longue toutes les mesures de leurs Assemblées pour s'opposer au Gouvernement Britannique; mais les Membres qui les composoient, étoient des gens sages, prévoyans, & intrépides, que rien ne pouvoit abattre. Ils formèrent une banque de billets, & engagèrent la foi de la province pour le paiement de ces billets. Tout le monde fut obligé de les recevoir au lieu d'argent, &

ceux qui d'abord firent quelque difficulté, furent regardés comme ennemis de la patrie, & exposés au ressentiment du parti dominant. 1775.

Le 5 de Mai le Congrès de Massachusset déclara que le Général Gage, par les dernières transactions, s'étoit rendu incapable de servir cette Colonie en qualité de Gouverneur, ou en quelque autre qualité que ce fût, & que conséquemment on ne lui devoit plus aucune obéissance ; mais qu'au contraire on devoit le regarder comme l'ennemi du pays.

Comme le tems de la séance de cette Assemblée expiroit au 30 de Mai, ils firent procéder à l'élection d'un nouveau Congrès, qui devoit se rendre le 31 du même mois à la même place.

L'affaire de Lexington excita la plus grande indignation dans les autres Colonies, & elles se préparèrent à la guerre avec autant d'ardeur que si l'ennemi avoit été à leurs portes. Le courage que la milice avoit fait paroître dans ce premier essai, & l'avantage qu'elle s'imaginoit avoir obtenu sur des troupes réglées, ne lui donnoit pas peu de vanité. Ceux qui avoient tombé dans l'action étoient en même tems regrettés avec les plus grandes lamenta-

1775. tions, & honorés comme des martyrs qui s'étoient sacrifiés pour la défense de leur patrie. Les cruautés attribuées aux troupes du Roi, que les Chefs du parti opposé eurent soin de faire publier, augmentèrent encore la haine & la violence des Colons. Dans quelques endroits ils faisirent les magasins ; & à la Nouvelle Jersey ils s'emparèrent du trésor public, dont ils employèrent une partie à la solde de leurs troupes.

Milord North, alors Premier Ministre, avoit formé un plan de réconciliation, qui fut présenté aux différentes Colonies ; mais il fut universellement rejeté, & c'étoit à quoi le Ministre s'attendoit. Le but de cette mesure étoit de faire voir aux Anglais que ce n'étoit pas le Ministère qui vouloit la guerre, mais les Colons qui refusoient la paix. Les gens éclairés s'aperçurent bien de cette finesse ; &, quoi-que les pensionnaires de la Cour s'efforçassent de justifier, dans tous leurs écrits, la conduite de leurs patrons, ils ne purent tromper que les ignorans.

Cependant le Général & ses soldats, bloqués dans Boston, & ne pouvant plus recevoir de fraîches provisions, commençoient à sentir les

incommodités d'un siège. Les bourgeois étoient réduits à tirer leurs vivres des magasins du Roi, & c'est ce qui engageoit les assiégeans à faire tous leurs efforts pour empêcher qu'il entrât la moindre chose dans la ville, espérant que le manque de provisions obligeroit le Gouverneur à laisser sortir les habitans, ou au moins les femmes & les enfans ; demande qui lui avoit été faite plusieurs fois. 1775.

Il est probable que ce qui engageoit M. Gage à retenir les Bostoniens, c'est qu'il les regardoit comme des otages nécessaires pour la sûreté de la ville, &, peut-être, pour celle de l'armée. Quoi qu'il en soit, il capitula enfin avec eux, & leur offrit la liberté de sortir de la ville avec leurs effets, à condition qu'ils délivreroient leurs armes. Ceux-ci acceptèrent la proposition ; mais, à leur grand étonnement, le Général refusa d'accomplir la capitulation de son côté, lorsqu'ils se trouvèrent désarmés. Quoi qu'on puisse dire pour excuser ce manque de foi, il est certainement digne de blâme. Si, comme le veulent les partisans de la Cour, on ne doit rien à des rebelles, pourquoi traiter publiquement avec eux ? Pourquoi leur faire des promesses qu'on n'a pas dessein de tenir ? Cette conduite du Chevalier Gage fut, sans doute, plus

1775. utile aux Chefs de la rebellion que s'il avoit
tenu sa parole ; car tous les actes de pardon qui
parurent ensuite furent regardés par les Colons
comme autant de pièges qu'on leur tendoit, &
ceux qui s'étoient engagés dans cette guerre,
ne trouvèrent plus de sûreté que dans leur per-
sévération.

Le Général permit, cependant, à quelques
bourgeois de sortir quelque tems après ; mais
ils furent obligés de laisser tous leurs effets, de
forte que des gens qui avoient jusqu'ici vécu
fort à leur aise, se trouvoient tout d'un coup
réduits à la dernière indigence.

Le Congrès Général se plaignit amèrement
des souffrances des Bostoniens à cet égard. Les
passeports, dit-il, ont été distribués de telle ma-
nière que les familles étoient divisées. Le père
étoit obligé d'abandonner un fils, le fils son
père, la tendre épouse un époux chéri, & la
mère éplorée de confier à la générosité de ses
ennemis une fille qui faisoit ses délices. Cette
manière d'agir ne fait pas du tout d'honneur à
ceux qui étoient à la tête des affaires.

Le Congrès Général s'assembla le 10 de Mai
à Philadelphie, & ses mesures confirmèrent les

Colons dans leurs résolutions. Il commença ^{1775.} par donner des ordres de lever une armée, & établit une banque de papier pour servir au paiement des troupes. Les Colonies Unies (tel fut le nom qu'elles prirent alors) se rendoient cautions pour réaliser la valeur des billets.

Il défendit qu'on fournît des provisions aux pêcheurs Anglais ; &, pour rendre cette mesure plus efficace, il ne fut plus permis de transporter la moindre chose dans les Isles, ou autres places qui n'étoient pas de la grande alliance. Cette prohibition, dont on n'avoit pas le moindre soupçon en Angleterre, ne donna pas peu de trouble à ceux qui pêchoient sur le Banc de *Newfoundland* (*), de sorte que, pour prévenir une famine, plusieurs vaisseaux furent obligés de revenir en Irlande chercher des provisions pour porter à leurs confrères.

La Nouvelle York, non-obstant la modération qu'elle avoit fait paroître, ne fut pas moins irritée que le reste des Colonies à la nouvelle de la dernière affaire. Les habitans élurent aussi-tôt un Congrès Provincial ; mais, comme

(*) Terre Neuve.

1775. on attendoit de jour en jour des troupes d'Irlande, & que ce pays est dans le cas d'être attaqué par mer, sa situation étoit des plus critiques.

Sur ces entrefaites quelques régimens de Connecticut arrivèrent dans le voisinage de la Capitale, en apparence pour la protéger, & probablement pour supporter le parti du Congrès : car cette force n'étoit pas suffisante pour défendre la ville au cas qu'elle eût été attaquée par mer.

Les bourgeois s'adressèrent, donc, au Congrès Général pour favoir ce qu'ils devoient faire à l'arrivée des troupes. Le Congrès leur conseilla de se tenir sur la défensive tant que cela s'accorderoit avec leur sûreté, & de permettre aux soldats de rester dans leurs casernes tant qu'ils se comporteroient d'une manière paisible ; mais de ne pas souffrir qu'ils élevassent des fortifications, ou qu'ils coupassent la communication entre la ville & la campagne, &, si on les attaquoit, de repousser la force par la force. En un mot, il leur dit de se préparer pour le pis aller, de s'assurer d'une retraite pour les femmes & les enfans, de prendre les armes &

les munitions des magasins, & de tenir sur pied 1775.
un corps de troupes suffisant pour pouvoir se
défendre.

Ces recommandations furent suivies avec beaucoup d'exactitude. Toutes les mains inutiles sortirent de la ville ; & bientôt cette place autrefois si florissante n'eut plus l'apparence que d'un triste désert. Il fut même résolu de la réduire en cendre au cas que cela se trouvât nécessaire ; mais heureusement pour *New-York*, les troupes que l'on y attendoit débarquèrent à Boston, où l'on en avoit alors plus de besoin.

Pendant que ces choses se passaient dans cette province , plusieurs personnes de Massachusset, d'un esprit plus entreprenant, avoient secrètement formé un dessein des plus hardis, & dont la réussite devoit être de la dernière utilité aux Colonies. C'étoit la surprise de Ticonderoga, de *Crown-Point*, & de plusieurs autres fortresses, situées sur les grands lacs qui commandent les passages entre les Colonies Anglaises & le Canada. Quelques-uns disent que ceux qui partirent pour cette expédition, n'avoient aucun ordre de leurs supérieurs, & que, dans leur chemin, ils rencontrèrent d'autres personnes en marche pour le même objet, sans qu'il y

1775. eût eu aucun concert entr'eux. Il est, cependant, plus probable que ces aventuriers étoient envoyés par quelque Membre du Congrès, quoique cela ne fût pas public. Quoi qu'il en soit, les Colonels Easton & Ethan Allen, à la tête de deux cens quarante hommes, surprirent, avec beaucoup d'adresse, les petites garnisons de *Crown-Point*, & de *Ticonderoga*. Ces deux forts, qui étoient de la dernière importance, & qui avoient tant coûté aux Anglais dans la guerre de 1756, furent pris sans qu'il y eût une goutte de sang de répandue. Les Américains trouvèrent dans ces forteresses deux cens pièces de canon, un nombre considérable de mortiers, de bombes, & quantité d'autres provisions qui leur furent pour lors d'un grand service. Ils s'emparèrent aussi de deux vaisseaux qui leur donnèrent le commandement du lac Champlain, & ils trouvèrent des matériaux & des agrès suffisamment pour en bâtir plusieurs autres.

Le 25 de Mai, les Lieutenans - Généraux Howe, Burgoyne, & Clinton, arrivèrent d'Angleterre à Boston, avec un corps considérable de soldats de marine, & de troupes réglées. Plusieurs autres régimens d'Irlande les suivirent de près, de sorte que les forces qui étoient alors dans cette Capitale, paroissoient formidables. Il est visible

visible que les affaires ne pouvoient pas rester 1775.
long-tems dans cette situation. Rien de remarquable n'étoit, pourtant, arrivé depuis le commencement du blocus, excepté quelques petites escarmouches entre différens partis, qui vouloient enlever le bétail sur les petites Isles, qui sont dans la baie de Boston. Ces escarmouches offroient un spectacle varié de vaisseaux, de chaloupes, & de soldats engagés en même tems par terre & par mer. Dans plusieurs de ces engagemens les Anglais furent obligés de se retirer avec perte ; &, dans le dernier, d'abandonner un bâtiment armé, qui fut brûlé par les Américains.

Non-obstant les renforts arrivés de la Grande-Bretagne, avec trois Généraux, que l'on regardoit comme très-actifs, les troupes demeurèrent encore quelque tems dans l'inaction. Il est probable que les Colons, après l'affaire de Lexington, fiers de leur succès, auroient sur-le-champ donné l'assaut à la ville, s'ils n'avoient appréhendé pour leurs compatriotes qui y étoient renfermés. Cette entreprise auroit, cependant, coûté cher, si elle avoit réussi. D'ailleurs le nombre de vaisseaux de guerre, dont cette presqu'île étoit environnée, l'artillerie formidable qui la défendoit, & la bonté des troupes qui

1775. formoient sa garnison, en rendoient la réussite très-douteuse. D'un autre côté, les Généraux Américains ne vouloient pas exposer leurs nouveaux soldats à être repoussés. La moindre défaite auroit eu des suites funestes : non-seulement ils n'étoient pas encore aguerris , mais outre cela le Gouvernement qu'ils servoient n'avoit pas de fondement solide. La moindre chose étoit capable de rompre l'union des Colonies, c'est pourquoi les Officiers tâchoient d'arrêter l'ardeur des troupes, certains que Boston ne pourroit pas long-tems résister aux incommodités d'un siège.

Le 8 de Juin, le Congrès Général déclara que l'union entre la Grande-Bretagne & la province de Massachusset ne subsistoit plus, puisque la chartre de Guillaume & de Marie étoit violée, & recommanda aux habitans d'établir un nouveau Gouvernement, de choisir un Gouverneur, des Conseillers, & une Chambre d'Assemblée, suivant le pouvoir donné dans cette chartre. Il fit aussi défense de recevoir, ou de négocier aucune lettre-de-change, ou billets-à-ordre pour les Officiers tant de l'armée que de la marine; ou de leur fournir de l'argent sous quelque prétexte que ce fût. Il ordonna outre cela de ne point donner de provisions à l'armée, ni aux

vaisseaux tant de guerre que de transport, employés dans le service Britannique. Il établit en même tems une poste aux lettres pour toutes les Colonies, dont il donna peu de tems après le ménagement au célèbre M. Franklin, connu depuis sous le nom de Docteur Franklin, & Ambassadeur des États-Unis à la Cour de France, que le Gouvernement d'Angleterre avoit privé de cet emploi. L'on voit par-là que, sous le nom de recommandations & d'avis, les Membres du Congrès avoient effectivement établi une nouvelle forme de Gouvernement. 1775.

Le 12 de Juin, M. Gage publia un édit par lequel Sa Majesté Britannique offroit un pardon à tous ceux qui mettroient bas les armes, & s'en retourneroient tranquillement chez eux, excepté à *Samuel Adams* & à *Jean Hancock*, dont les offenses, à ce que l'on disoit, étoient trop grandes pour être susceptibles d'aucune grace. Suivant cet édit, ceux qui refuseroient de profiter de la bonté du Souverain, devoient être regardés comme traîtres & rebelles, ainsi que ceux qui les protégeroient, leur donneroient aucun secours, ou correspondroient avec eux. Les lois militaires furent mises en vigueur au lieu des lois civiles, jusqu'à ce que le calme fût rétabli dans le pays. Cette proclamation n'eut pas

1775. plus d'effet que celles qui l'avoient précédée : & à-peu-près dans le tems où M. Hancock étoit déclaré indigne de pardon, il fut choisi Président du Congrès Général. Cet édit fut néanmoins regardé comme le prélude de la guerre, & les deux partis s'y préparèrent en conséquence. Le poste de *Charles-Town*, ville située sur le bord de *Charles-River*, ou Rivière Charles, qui la sépare de Boston, avoit jusqu'ici été négligé des deux partis. Les Américains jugèrent à-propos de s'en emparer, parce qu'il étoit fort avantageux, soit qu'ils eussent dessein d'agir sur l'offensive, ou sur la défensive. C'est pourquoi la nuit du 16 au 17 de Juin ils envoyèrent un corps de troupes avec le plus grand secret pour fortifier *Bunker's-Hill*, éminence qui étoit sur l'isthme qui joint la presqu'île au Continent. Cette presqu'île ressemble beaucoup à celle sur laquelle Boston est située, avec cette différence, que l'isthme de *Charles-Town* est beaucoup plus large, & que *Bunker's-Hill* est une éminence beaucoup plus considérable qu'aucune de celles de Boston. Les deux villes ne sont séparées que par *Charles-River*, rivière d'environ un demi-quart de lieue.

Les troupes employées à ce service conduisirent leurs ouvrages avec tant d'ordre & de

silence, que, quoique la presqu'île fût environnée de vaisseaux de guerre, elles ne furent pas entendues de toute la nuit, & leur diligence fut si grande, qu'à la pointe du jour, elles avoient élevé une redoute, des retranchemens considérables, & un parapet, qui étoit à quelques endroits à l'épreuve du canon. La vue de ces fortifications alarma d'abord le vaisseau de guerre le *Lively*, & le bruit de ses canons attira la ville, le camp, & la flotte, pour contempler une chose qui paroissoit un prodige. Il se fit alors un feu continuel d'artillerie ; on jeta quantité de bombes tant des vaisseaux que des batteries flottantes, & d'une hauteur dans la presqu'île de Boston. Une pareille artillerie auroit été capable d'ébranler la fermeté de soldats aguerris, & cependant on prétend que les Colons souffrirent ce feu épouvantable avec la dernière intrépidité, & continuèrent leurs travaux comme si personne ne les avoit incommodés, ou qu'il n'y eût pas eu de danger dans le service.

1775.

Environ sur le midi le Général Gage fit embarquer un corps de troupes sous le commandement du Major-Général Howe, & du Brigadier-Général Pigot pour déloger les Américains. Ce corps consistoit de dix compagnies de gren-

1775. diers, & de douze d'infanterie légère, avec un train d'artillerie. Les troupes débarquèrent sans opposition sous le canon des vaisseaux de guerre. Les deux Généraux trouvèrent les ennemis en si grand nombre, & si fortement retranchés qu'ils envoyèrent demander du renfort avant que de commencer l'attaque. Ils furent joints peu après par quelques compagnies d'infanterie légère, & de grenadiers, & un bataillon de marines, le tout ensemble formant un corps de plus de deux mille hommes.

L'attaque commença par un feu roulant d'artillerie, sous lequel les troupes s'avancèrent à petits pas vers l'ennemi, & haltèrent plusieurs fois pour donner le tems aux canons de détruire les travaux des Américains, & de les mettre eux-mêmes en confusion. Ceux-ci envoyèrent un détachement dans les maisons de *Charles-Town* pour couvrir leur droite, de sorte que le Général Pigot, qui commandoit l'aile gauche des Anglais, & à qui on attribua le succès de la bataille, étoit tout-à-la-fois engagé avec ceux de *Charles-Town*, & les retranchemens. Il ne fut, cependant, pas long-tems dans ce double embarras ; car, bientôt après, le feu prit en plusieurs endroits de la ville, soit par le moyen des carcasses que l'on jettoit des vais-

feaux, ou que M. Pigot l'y eût fait mettre, & 1775.
elle fut réduite en cendres. Cette action, sui-
vant le rapport que m'a fait un Officier qui
s'y est trouvé, représentoit une des scènes des
plus terribles de la guerre.

Sur notre gauche, dit-il, nous avions la perspective épouvantable d'une ville en flammes, & de l'artillerie de Boston qui faisoit un feu continuel sur les retranchemens des Américains. On voyoit, sur le haut des maisons & des clochers de cette dernière ville, une foule de peuple que la curiosité avoit attirée pour être présens au spectacle d'une bataille. Nos oreilles étoient étourdies du feu roulant des vaisseaux, dont nous étions presque entourés ; & devant nous nous avions l'ennemi. Les Colons soutinrent ce feu continuel d'artillerie & de mousqueterie avec une fermeté incroyable, & permirent aux troupes du Roi de s'avancer tout près de leurs retranchemens, avant que de tirer un seul coup. Alors ils commencèrent à faire un feu épouvantable, qui coucha par terre un grand nombre d'Officiers & de soldats. Les Anglais furent d'abord mis en désordre, & le Général Howe resta tout seul pendant quelques secondes. La plupart des Officiers qui étoient auprès de sa

1775. personne furent tués, ou blessés. On dit qu'il conserva dans cette occasion le plus grand sang-froid ; mais, malgré son courage, il lui auroit été difficile de rallier les troupes épouvantées.

Le Général Clinton, qui dans ce moment arrivoit de Boston, par une manœuvre habile, les ramena presque sur-le-champ à la charge ; &, revenues de leur frayeur, elles attaquèrent les retranchemens avec la plus grande intrépidité la baïonnette au fusil, & les forcèrent presque par-tout. Quoique la plupart des Américains n'eussent point de baïonnettes, & qu'ils eussent tiré toutes leurs munitions, plusieurs d'entre eux combattirent en désespérés, & ne furent chassés de leurs travaux qu'avec beaucoup de difficulté. Ils furent à la fin obligés de se retirer par l'isthme de *Charles-Town*, qui étoit enfilé du canon du vaisseau de guerre le *Glasgow*, & de deux batteries flottantes ; mais ils ne souffrirent que très-peu de cette artillerie formidable, quoique son aspect eût empêché quelques compagnies, envoyées à leur secours, de faire leur devoir. Ainsi finit l'affaire sanglante de *Bunker's-Hill*, qui coûta plus aux Anglais que ne valoit le poste dont ils s'emparèrent, & qui ne leur fut par la suite d'aucune utilité.

1775.

Ils eurent dans cette action deux cens vingt-fix hommes de tués, entre lesquels étoient un Lieutenant-Colonel, deux Majors, sept Capitaines, & neuf autres Officiers, outre huit cens vingt-huit de blessés, dont soixante-dix étoient Officiers : les plus regrettés d'entre les morts furent le Lieutenant-Colonel Abercrombie & M. Pitcairn, Major des soldats de marine, dont la bravoure lui avoit mérité l'estime de ses compatriotes ; MM. Williams & Spendlove, dont le dernier mourut quelques tems après de ses blessures, & qui avoit donné plusieurs preuves de sa valeur. Il est certain que les troupes Anglaises se comportèrent dans cette occasion avec le courage le plus intrépide. Le Général, & les Officiers ne s'épargnèrent pas plus que les simples soldats, & eurent tous occasion de se distinguer. On ne peut nier non plus que les Américains, qui n'étoient qu'une milice mal disciplinée, mal armée, & peu accoutumée au feu, n'aient donné des preuves de la plus grande fermeté, & de la résolution la plus déterminée à s'opposer aux mesures du Gouvernement.

Les vainqueurs trouvèrent cinq pièces de canons, & environ trente hommes de blessés, que les Colons avoient laissés derrière eux. La perte de ces derniers, suivant la relation qui fut

1775. ensuite publiée par le Congrès de la province, étoit peu considérable en comparaison de celle de leurs ennemis, ne montant qu'à quatre cens cinquante hommes, tant tués que blessés, & faits prisonniers. Leurs adversaires soutinrent que cette relation étoit fausse, & que, pour cacher le nombre de leurs morts, ils les enterroient durant l'action, chose qui paroît étrange, & qui n'est pas même probable. Celui de leurs Officiers que les Américains regrettèrent le plus, fut le Médecin Warren, qui, agissant alors comme Major-Général, étoit Commandant de ce parti, & qui fut tué en combattant vaillamment à leur tête. Ce brave homme, qui s'étoit distingué par son mérite, ses talens, & son éloquence, étoit alors Président du Congrès Provincial ; quittant la voie paisible de sa profession, il montra qu'il étoit aussi propre au métier de la guerre qu'à l'étude, & répandit généreusement son sang pour la défense de sa patrie. Ils perdirent, outre cela, plusieurs Officiers, & entre autres un Lieutenant-Colonel, qui mourut de ses blessures dans les prisons de Boston.

Chaque parti crut s'être acquis beaucoup d'honneur dans cette action. Les Royalistes dirent qu'ils avoient battu des troupes trois fois

aussi nombreuses qu'eux, couvertes par des re- 1775.
tranchemens considérables, qu'ils avoient em-
portés l'épée à la main. D'un autre côté, les
Américains maintinrent que les ennemis étoient
au nombre de trois mille, tandis qu'ils n'étoient
eux-mêmes que mille cinq cens hommes; que
ce petit corps soutint vaillamment leur attaque,
& les repoussa plusieurs fois avec perte, malgré
l'artillerie formidable qu'ils avoient débarquée,
& le feu continuel des vaisseaux & des batte-
ries flottantes, qu'ils avoient souffert depuis le
matin, & qui les avoit empêchés d'achever leurs
ouvrages.

L'esprit de parti qui régne toujours dans les
guerres civiles, empêche qu'on ne sache au juste
le nombre des combattans. L'ambition des
Anglais, qui s'imaginent avoir les plus braves
troupes de l'univers, ne leur permet guère
d'avouer qu'ils aient été battus, & leur fait
toujours augmenter le nombre de leurs ennemis,
tandis que ces derniers, par le même motif,
s'efforcent d'obscurcir la gloire des premiers.
J'ai, cependant, parlé à plusieurs Officiers, que
j'ai tout lieu de croire impartiaux, qui m'ont
assuré que les deux armées étoient à-peu-près
égales en nombre. Quoi qu'il en soit, les
Américains ne furent pas du tout découragés de

1775. l'évènement de cette bataille. Ils avoient montré beaucoup d'activité & d'habileté dans la construction de leurs lignes, & non pas moins de constance à les défendre. Ils dirent que, quoiqu'ils eussent perdu un poste, ils avoient autant gagné, que s'ils avoient remporté la victoire la plus complète, puisqu'ils ôtoient tous moyens d'agir sur l'offensive à une armée envoyée pour les assujettir.

Ils continuèrent le blocus de Boston, & ne furent pas peu satisfaits de ce que cette dernière action avoit réfuté les calomnies de ceux qui les accusoient de manquer de courage & de résolution.

Depuis ce tems-là les Anglais demeurèrent maîtres de la presqu'île, & fortifièrent *Bunker's-Hill*, de sorte que les forces de Boston furent divisées, & eurent deux garnisons à maintenir. Cela fut d'une façon avantageux aux soldats, parce qu'ils étoient plus au large ; mais cet avantage étoit contre-balancé par l'augmentation du service. Leur situation étoit réellement désagréable & humiliante. Assiégés & insultés par un ennemi qu'ils avoient eu coutume de mépriser, ils étoient privés de fraîches provisions, chose dont ils avoient le plus

grand besoin, tandis que les assiégeans avoient tout en abondance. Les mauvaises nourritures & la viande salée dont ils étoient obligés de se servir, la chaleur du climat, & la dureté du service, remplirent insensiblement les hôpitaux, de sorte que le nombre de malades & de blessés se montoit à 1600 ; il n'y en eut cependant que fort peu qui moururent. 1775.

Les Américains aussi-tôt, après l'affaire de *Bunker's-Hill*, firent d'autres retranchemens au-delà de l'isthme de *Charles-Town*, de sorte que les troupes furent également investies dans cette presque-île qu'elles l'étoient à Boston. Ils étoient infatigables, & garnissoient les postes les plus avancés de leurs lignes, de fortes redoutes & d'artillerie ; ils avancèrent même leurs ouvrages jusqu'aux fortifications de l'isthme de Boston, & avec autant d'intrépidité que d'adresse brûlèrent un corps de garde avancé des Anglais. Comme ces derniers avoient abondance de munitions, ils ne les épargnèrent pas : ils jetèrent quantité de bombes, & firent un feu terrible sur les ouvrages des Colons ; mais cela n'eut d'autre effet que de les accoutumer à cette sorte de service. Ceux-ci au contraire, qui n'avoient guère de poudre, la ménageoient autant qu'il étoit possible.

1775.

& qui ne fut jamais capable de fortir de la ville, ne servit qu'à augmenter les besoins des habitans & de la garnison. Le foin qui croissoit dans les petites isles de la Baie de Boston devint alors un objet de la plus grande considération, & les Colons firent tous leurs efforts pour priver leurs ennemis de cette ressource : ils se procurèrent un grand nombre de chaloupes, & étant maîtres du rivage & des entrées de la Baie, ils brûlèrent, détruisirent, ou enlevèrent, malgré la vigilance des vaisseaux de guerre, la plus grande partie de cet article. Ces entreprises occasionnèrent plusieurs escarmouches, & les Américains devinrent à la fin si hardis qu'ils mirent feu au fanal qui étoit dans une isle à l'entrée du port, quoiqu'il y eût un vaisseau de guerre à environ un quart de lieu de l'endroit. Les Anglais envoyèrent ensuite des charpentiers avec une escorte de soldats de marine pour construire un autre fanal ; mais ils furent tous tués, ou enlevés.

Plusieurs compagnies de soldats de marine débarquèrent le long des côtes, & s'efforcèrent de se procurer par force les provisions qu'on leur refusoit, de sorte que c'étoit plutôt un pillage qu'une guerre régulière. D'un côté on

voyoit des matelots enlever le bétail des payfans, & de l'autre ces derniers tâchant de conserver ce qui leur appartenoit. Dans ces différens engagements les Bretons eurent quelquefois le dessous ; mais ils s'en vengèrent en détruisant la plupart des petites villes qui étoient le long des côtes. 1775.

On s'aperçut alors que l'acte de Quebec n'avoit pas toute l'efficacité qu'on en avoit attendue. Les Canadiens, sensibles de ce qu'ils perdoient par l'abolition des lois Anglaises, montrèrent beaucoup de répugnance à supporter les mesures du Gouvernement Britannique. M. Carleton, Gouverneur du Canada, qui s'étoit flatté de lever une armée considérable & de marcher au secours du Général Gage, chose dont le Ministère se croyoit si certain, que l'on avoit envoyé dans cette province un grand nombre de fusils & de provisions de guerre, se trouva frustré dans son attente. Les Canadiens dirent qu'ils ne connoissoient pas assez la forme du Gouvernement Anglais pour juger de quel côté étoit la justice. Ils ajoutèrent qu'ils s'étoient toujours comportés comme de fidèles sujets, & qu'ils continueroient de même ; mais qu'il ne leur convenoit nullement de se mêler des querelles qui s'élevoient entre la Grande-

1775. Bretagne & ses anciens sujets. Ce fut en vain que le Gouverneur fit publier un édit pour assembler la milice : ils déclarèrent tous qu'ils défendroient la province si elle étoit attaquée ; mais ils refusèrent d'en sortir, ou de commencer des hostilités avec leurs voisins, M. Carleton s'adressa alors à l'Evêque de Quebec, le pria de faire usage de toute son influence, & de publier un mandement pour recommander aux habitans de le suivre. Celui-ci s'en excusa, & dit qu'un tel mandement feroit contraire aux Canons de l'Eglise de Rome. Les Ecclésiastiques, au lieu de mandement, firent quelques harangues au peuple pour l'engager à obéir au Gouverneur : mais elles n'eurent guère d'effet. La Noblesse seule, qui se trouvoit favorisée par le dernier acte, fit paroître du zèle contre les Colons ; mais n'étant pas soutenue du reste du peuple, elle n'étoit pas bien formidable.

Le Ministre ne réussit pas mieux dans une autre mesure qu'il avoit adoptée pour réduire les Américains. Plusieurs Agens répandus parmi les Sauvages qui habitent les derrières des Colonies, tâchèrent de les engager par des présens à attaquer leurs voisins de ce côté-là. Il semble que la Providence étoit déclarée en faveur des Colons ; car ces Sauvages, qui sont toujours prêts à prendre

prendre la hache, furent sourds à toutes les propositions qu'on put leur faire, & déclarèrent qu'ils vouloient demeurer neutres. Ils se servirent à-peu-près des mêmes raisons que les Canadiens, dirent qu'ils ne comprenoient rien à ces querelles, assurèrent qu'ils en étoient fort fâchés, mais qu'il ne leur convenoit pas de se mêler des différens qui arrivoient entre frères. Cela étoit un objet de trop grande importance pour être méprisé du Congrès : c'est pourquoi il employa des gens habiles pour cultiver ces dispositions favorables de la part des Indiens ; & ils réussirent si bien, que les Agens du Gouvernement furent ensuite obligés de chercher leur salut dans la fuite. On prétend même que plusieurs races d'Indiens s'offrirent de prendre les armes en faveur des Colons, & que ces derniers les prièrent de demeurer neutres. 1775.

L'édit du Général Gage n'avoit fait qu'augmenter l'animosité, l'indignation, & la rage. Le Congrès, en réponse à cet édit, publia le 6 de Juillet une espèce de manifeste semblable à ceux des Potentats de l'Europe quand ils ont envie de déclarer la guerre, assignant les raisons qui les ont forcés à prendre les armes, & prenant le Ciel & la terre à témoin de la justice de leur cause. Dans la longue liste de ces causes prétendues,

1775. les Membres de cette Assemblée font mention
des hostilités dernièrement commises, & des efforts faits par le Gouvernement pour exciter les Canadiens & les Sauvages à fondre sur eux. Ils accusent ensuite le Général Gage de perfidie, de cruauté, & de manque de foi, parce qu'il n'avoit pas tenu parole aux habitans de Boston. Ils parlent aussi fort sévèrement des troupes du Roi, qu'ils accusent d'avoir brûlé *Charles-Town* par pure méchanceté, & sans que cela fût nécessaire.

Ils font ensuite l'énumération de leurs ressources, & montrent qu'ils peuvent obtenir du secours de l'étranger, si cela est absolument nécessaire. De peur, néanmoins, de porter ombrage à ceux des habitans de la Grande-Bretagne qui étoient en leur faveur, ils disent qu'ils n'ont pas dessein de rompre l'union qui avoit si long-tems subsisté entr'eux ; qu'au contraire ils souhaiteroient la voir rétablie. Ils ajoutent qu'ils ne sont pas encore réduits à cette mesure désespérée ; qu'ils n'ont pas levé des armées dans les vues ambitieuses de se séparer de la Grande-Bretagne, & d'établir un Gouvernement indépendant ; qu'ils ne combattent pas pour la gloire, ni pour conquérir, mais pour défendre leur liberté. Ce manifeste fut lu avec beaucoup

de solennité à la tête de l'armée qui bloquoit Boston, & reçu avec les plus grandes démonstrations de joie. 1775.

Ils écrivirent après cela une adresse au peuple Anglais, une aux Irlandois, & une requête au Roi. Tous ces écrits font de la dernière élégance, & ne le cèdent en rien aux déclarations que font les Puissances de la terre dans les occasions solennelles.

La Colonie de la Georgie se joignit enfin à la grande alliance. Un Congrès Provincial s'étant assemblé au mois de Juillet, toutes les résolutions des deux Congrès Généraux y furent approuvées, & cinq Députés choisis pour être présens à celui qui se tenoit alors. Depuis ce tems les Américains donnèrent à leur association le nom des Treize Colonies Unies.

Sur ces entrefaites, le Congrès Général, conformément au désir du peuple, nomma M. Washington, qui jouissoit d'une fortune considérable à la Virginie, & qui avoit acquis beaucoup d'expérience dans la guerre de 1756, entre la France & l'Angleterre, Général en chef de toutes les forces des Colonies. Il donna aussi le rang de Majors-Généraux à MM. Ar-

1775. temus, Ward, Charles Lee, Philippe Schuyler, & Israël Putnam, & celui d'Aide-Major-Général à M. Gates. Le Congrès fixa ensuite la paie des officiers & des soldats, & par une politique raffinée leur fit de plus grands avantages que le Gouvernement Britannique.

Les Généraux Washington & Lee arrivèrent au camp devant Boston au commencement de Juillet. Ils reçurent les plus grands honneurs par-tout où ils passèrent, & furent escortés par un grand nombre de jeunes gens de famille qui servoient comme volontaires. Les Congrès Provinciaux de la Nouvelle-York & de la province de Massachusset les haranguèrent publiquement.

Lee & Gates étoient Anglais, & s'étoient distingués au service de leur patrie dans la guerre précédente ; mais ils avoient quitté l'Angleterre pour différentes raisons. Le premier, au commencement des troubles, ayant eu à se plaindre de la conduite des Ministres, avoit renvoyé sa commission, & s'étoit retiré en Amérique dans le dessein de prendre parti pour les Colons. Le dernier étoit un vieillard vénérable qui avoit depuis long-tems renoncé à la vie militaire, & qui vivoit tranquillement sur les

terres dans la Nouvelle-York avec son épouse, 1775.
qui étoit Américaine; lorsqu'il fut appelé pour
défendre les droits d'un pays qu'il regardoit
alors comme sa patrie.

L'esprit militaire étoit alors à un si haut point, que tout le monde ne pensoit qu'à la guerre, & ne s'occupoit que de ses préparations. Les gens de famille qui ne pouvoient pas obtenir de commission servoient avec ardeur comme volontaires, & fesoient le devoir de simples soldats. On dit même que plusieurs jeunes *Quakers*, ou Trembleurs, oubliant les principes de leur religion qui leur recommande la patience, formèrent un régiment à Philadelphie, où ils s'appliquèrent avec assiduité à apprendre l'exercice.

Le blocus de Boston continuoit cependant toujours, & les troupes ainsi que les habitans de cette malheureuse ville souffroient considérablement. Le nombre de soldats trop grand pour la petitesse de la place, les chaleurs de l'été qui dans ce pays-là succèdent soudainement à des froids rigoureux, & les mauvaises provisions dont on étoit obligé de faire usage, avoient donné la fièvre, le flux, ou le scorbut à la plupart de ceux qui y étoient renfermés.

1775.

Sur ces entrefaites le Congrès Général, résolu d'agir sur l'offensive, & de profiter de la faiblesse des ennemis du côté du Canada ainsi que de la bonne volonté de ses habitans, envoya un corps de 3000 hommes dans ce pays-là, sous la conduite des Généraux Schuyler & Montgomery. On avoit fait construire à Ticonderoga & à *Crown-Point* un nombre suffisant de bateaux pour transporter ces troupes par le lac Champlain à la rivière Sorel, qui est composée du surplus des grands lacs, & qui se décharge dans le fleuve St. Laurent. La moitié de cette petite armée n'étoit pas encore arrivée, lorsque Montgomery reçut intelligence à *Crown-Point* qu'un nombre de vaisseaux armés, qui étoient au fort St. Jean sur la rivière Sorel, se préparoient à entrer dans le lac, & à leur couper passage. Là-dessus il marcha à la hâte vers l'île aux Noix, qui est située à l'embouchure de cette rivière, & prit des mesures nécessaires pour empêcher le passage de ces vaisseaux : Schuyler, étant en même tems arrivé d'Albany, publia une déclaration pour exciter les Canadiens à se joindre à eux. Les deux Généraux s'avancèrent ensuite vers le fort St. Jean, qui est à environ quatre lieues de l'île, dans l'espérance qu'il ne feroit qu'une faible résistance ; mais le feu du fort, & les préparations que l'on faisoit pour les recevoir,

leur démontrèrent qu'ils s'étoient trompés dans leur attente. Cela fut cause qu'ils débarquèrent à une distance considérable, dans un pays marécageux plein de bois & de rivières. Dans cette situation ils furent attaqués par un grand nombre d'Indiens, ce qui, joint à leur manque d'artillerie, chose absolument nécessaire pour la conduite d'un siège, les obligea à retourner à leur premier poste dans l'isle aux Noix, pour y attendre les renforts dont ils avoient besoin. Schuyler, qui agissoit alors comme Général en chef, retourna, après cette retraite, à Albany, pour y conclure un traité avec les Indiens qu'il avoit négocié depuis long-tems. Il se trouva ensuite tellement occupé d'ailleurs & affligé de maladies, que tout le poids de la guerre tomba sur Montgomery, homme d'un génie supérieur pour le service militaire. Son premier soin fut de détacher les Indiens du service de M. Carleton; & lorsque les renforts qu'il attendoit furent arrivés avec de l'artillerie, il se prépara à faire le siège du fort St. Jean. La garnison de cette place consistoit en deux régimens qui avoient abondance de provisions, de munitions, & de canons. Des partis Américains étoient répandus dans les pays d'alentour où ils avoient été reçus à bras ouverts par les Canadiens, qui se joignirent à eux en grand nombre, & leur pro-

1775.

1775. curèrent tout le secours possible, soit en transportant leur artillerie, ou en leur fournissant les provisions dont ils avoient besoin.

Pendant que Montgomery assiégeoit le fort St. Jean, un aventurier nommé Ethan Allen, qui, sans avoir aucune commission du Congrès, avoit eu part à la prise de Ticonderoga & de *Crown-Point*, brûlant d'envie de se signaler, forma la résolution de surprendre la ville de Montréal : il partit donc à la tête d'un petit nombre de Colons & de Canadiens, sans en donner avis au Général en chef, & sans profiter de l'assistance qu'il auroit pu se procurer des partis détachés. L'évènement répondit à la témérité de l'entreprise ; car le 25 de Septembre, étant rencontré près de la ville par la milice & quelques troupes réglées, il fut battu & fait prisonnier avec quarante de ses compagnons ; le reste s'échappa dans les bois. Allen & les autres prisonniers furent mis aux fers par ordre du Général Carleton, & dans cet état envoyés en Angleterre à bord d'un vaisseau de guerre ; mais on les renvoya peu de tems après en Amérique.

Le manque de munitions retardoit cependant les progrès de Montgomery ; car de toutes les

opérations militaires, il n'y en a point qui demande une plus grande quantité de poudre & de boulets que le siège d'une place; mais un heureux évènement le tira de cet embarras. Il y avoit plus avant dans la campagne un petit fort appelé Chamblé, & qui paroissoit couvert par le fort Saint-Jean. Le Général s'en rendit facilement maître, & y trouva des provisions en abondance; mais l'article de la plus grande conséquence fut la poudre dont il avoit grand besoin. On en prit cent vingt barrils, & cela facilita le siège de Saint-Jean, qui avoit jusqu'ici languï faute de munitions. 1775.

Cinq cens hommes de troupes réglées, & deux cens Canadiens, formoient alors la garnison de Saint-Jean. Ils souffrirent les fatigues & les incommodités d'un long siège avec beaucoup de constance & de résolution. Pendant ce tems-là le Général Carleton fesoit tous ses efforts pour assembler une force suffisante, afin de secourir la place. Le Colonel Maclean, d'un autre côté, levoit un régiment de montagnards Ecoffais, qui avoient quitté leur patrie pour s'établir dans le nouveau monde, mais que les troubles avoient empêché d'accomplir leur dessein. Il étoit posté avec ces Ecoffais, & quelques Canadiens, près de l'endroit où la Sorel tombe dans

1775. le fleuve Saint-Laurent. M. Carleton étoit à Montréal, où, avec bien de la peine, il avoit assemblé environ mille hommes, la plupart Canadiens, & quelques Officiers Anglais. Son dessein étoit de joindre M. Maclean, & de marcher sur-le-champ au secours de Saint-Jean ; mais en voulant quitter l'île de Montréal, il fut attaqué à Longueuil par un parti d'Américains, qui repoussa les Canadiens, & mit fin à cette entreprise. Un autre parti avoit forcé le Colonel Maclean jusqu'à l'embouchure de la rivière Sorel, où les Canadiens ayant eu avis de la défaite du Général, l'abandonnèrent aussi-tôt, & il fut obligé de se sauver comme il put vers Quebec avec ses Ecoffais. En même tems Montgomery pouffoit le siège avec la plus grande vigueur ; il avoit avancé ses travaux jusqu'au corps de la forteresse, & il se préparoit à la prendre d'assaut. Les assiégés montroient de leur côté la plus grande ardeur à défendre la place ; & , quoique les provisions commençassent à leur manquer, ils fesoient paroître le même courage qu'au commencement du siège.

Sur ces entrefaites, la nouvelle de l'affaire de Longueuil, & les prisonniers qu'on y avoit faits, arrivèrent au camp. Aussi-tôt Montgomery chargea l'un d'entr'eux d'une lettre pour le

Major Preston, dans laquelle il lui disoit que, 1775.
n'ayant plus alors aucun espoir de secours, il ne devoit pas hésiter à rendre le fort, qu'une résistance obstinée feroit inutile, & ne serviroit qu'à augmenter l'effusion de sang. Le Major demanda un délai de quelques jours, dans l'espérance de recevoir du secours ; mais cela lui fut refusé à cause de la sévérité de la saison. Il s'efforça aussi d'obtenir que la garnison eût la liberté de s'en retourner en Angleterre ; mais il ne réussit pas mieux. Montgomery ne voulut leur accorder que les honneurs de la guerre, qu'ils méritoient, dit-il, à cause de leur bravoure, & ils furent obligés de se rendre prisonniers le 3 de Novembre. Il leur donna aussi la liberté d'emporter leur bagage & leurs effets, permit aux Officiers de garder leurs épées, & promit de leur faire rendre leurs autres armes à la fin de ces querelles.

Dans toutes ses transactions, ce Général se comporta toujours avec la plus grande politesse, & montra les plus grands égards, tant aux Officiers de Sa Majesté Britannique, qu'aux simples soldats. Les prisonniers furent envoyés dans la campagne dans des places de sûreté. On trouva dans le fort Saint-Jean un train

1775. d'artillerie considérable, avec beaucoup de provisions de guerre.

Après la retraite du Colonel Maclean, les troupes, qui l'avoient réduit à cette nécessité, élevèrent à la hâte des batteries à l'endroit où la rivière Sorel se joint au fleuve Saint-Laurent, pour empêcher le passage d'un grand nombre des vaisseaux que le Général Carleton avoit à Montréal. Ils construisirent aussi pour cet effet plusieurs radeaux, & quelques batteries flottantes. Ces mesures empêchèrent effectivement le passage de l'armement du Général, & ses bateaux furent plusieurs fois repoussés par les Américains, de sorte qu'après la prise de Saint-Jean, comme Montgomery s'avançoit vers Montréal, la situation de M. Carleton, soit dans cette ville ou à bord des vaisseaux, paroissoit également critique,

Le danger fut bientôt augmenté par l'arrivée de ce premier Général. Les principaux habitants de Montréal, tant Anglais que Français, offrirent de capituler ; mais Montgomery rejetta leur proposition, en disant, que la place n'étant pas en état de défense, ils n'avoient pas droit à une capitulation. Il leur envoya, néanmoins,

une lettre dans laquelle il déclaroit que, l'armée
Américaine dédaignant tout acte d'oppression & 1775.
de violence, & n'ayant pris les armes que pour
la cause de la liberté, il s'engageoit à mainte-
nir dans la possession paisible de leurs biens les
bourgeois de Montréal, ainsi que les Commu-
nautés religieuses. Il donna sa parole d'hon-
neur que les habitans ne feroient point du tout
gênés dans l'exercice de leur Religion, & dit,
qu'il espéroit qu'un Congrès Provincial régleroit
d'une manière durable les droits civils &
religieux des Canadiens. Il promit qu'on éta-
bliroit le plus tôt possible des Cours de Justice,
suivant la Constitution Britannique, & consentit
à plusieurs autres propositions autant qu'elles
lui parurent raisonnables, ou qu'il étoit en son
pouvoir de les accomplir. Après ces assurances
il prit possession de la ville le 13 de Novembre.

La perte du Canada paroïssoit, pour lors,
inévitabile. Il n'y avoit dans Quebec qu'une
poignée de troupes réglées ; & la prise du Gé-
néral Carleton sembloit assurée. La fortune en
ordonna pourtant autrement ; car dans le tems
où les vaisseaux armés n'avoient plus aucune
espérance de pouvoir pénétrer dans le fleuve
Saint-Laurent, & que Montgomery préparoit à
Montréal de l'artillerie & des bateaux pour les

1775.

attaquer de ce côté-là, & les forcer sur les batteries, M. Carleton trouva moyen de se rendre à Quebec.


Il s'embarqua dans une chaloupe, dont les rames étoient enveloppées de laine, afin d'éviter le bruit, & dans l'obscurité de la nuit passa, sans être apperçu, entre les gardes, & les batteries de l'ennemi. Comme il étoit impossible de sauver les vaisseaux, le Général Prescott, à qui M. Carleton en avoit laissé le commandement, fut obligé de capituler.

Par cette capitulation tout l'armement que les Anglais avoient sur la rivière, qui consistoit en onze bateaux armés, & ceux qui étoient à bord, tombèrent entre les mains des Américains. M. Prescott, plusieurs Officiers & volontaires Canadiens, & cent vingt soldats Anglais, furent faits prisonniers de guerre, outre les matelots.

A son arrivée à Quebec, le Gouverneur trouva que cette ville étoit menacée d'un autre côté: Pendant que Montgomery faisoit la guerre sur les lacs, M. Arnold avoit formé une entreprise que sa nouveauté, le courage, & la constance avec laquelle elle fut conduite, rendront à jamais digne de mémoire. Ce brave homme

pénétra dans le Canada par une route jusqu'alors inconnue, & que l'on avoit toujours regardée comme impraticable. Il partit du camp de Boston vers le milieu de Septembre à la tête d'environ onze cens hommes, & se rendit au port de Newbury, qui est situé à l'embouchure de la rivière Merrimac. On avoit là préparé des vaisseaux pour les conduire par mer à l'embouchure de la rivière Kennebec, dans le Comté de *New Hampshire*, voyage d'environ quarante lieues. 1775.

Le 22 du même mois, il embarqua ses trou-
pes & ses provisions à *Gardener's-Town* sur deux
cens bateaux, & remonta cette rivière avec
beaucoup de difficulté. La Kennebec a un cou-
rant rapide, & un lit plein de rochers &
d'écueils. Outre un grand nombre de chûtes
d'eau, que l'on trouve dans le cours de cette
rivière, il y a plusieurs endroits où elle s'en-
gloutit dans la terre, & un, entr'autres, où on
ne la revoit de quatre lieues. Dans ce passage
lés bateaux étoient souvent remplis d'eau, ou
renversés, & par conséquent ils perdirent une
partie de leurs armes, & de leurs provisions.
Aux places où la Kennebec se perd dans la terre,
les troupes étoient non-seulement obligées de
décharger & de recharger, mais même de por-

1775.⁷ ter les bateaux sur leurs épaules. Cette partie
 du détachement qui n'étoit point employée sur
la rivière marchoit le long de ses rives ; & les
troupes & les bateaux formant trois divisions,
chaque division se rassembloit tous les soirs,
& campoit ensemble. Leur marche par terre
n'étoit pas plus agréable. Outre qu'il falloit
qu'ils passassent par d'épaisses forêts, des pays
marécageux, des montagnes escarpées, & des
précipices , ils étoient quelquefois obligés de
couper leur chemin pendant plusieurs milles à
travers les buissons & les bruyères. Leur pro-
grès n'étoit, donc, pas fort rapide. Ils ne
fesoient pas plus de trois lieues par jour, &
souvent ils n'en pouvoient faire qu'une. La
fatigue, & le travail continuel, fit que plusieurs
d'entr'eux tombèrent malades, ce qui n'aug-
menta pas peu leurs difficultés. Enfin les pro-
visions devinrent si rares, qu'ils furent obligés
de manger les chiens qu'ils avoient emmenés
avec eux.

Arrivés à la source de la Kennebec, ils ren-
voyèrent leurs malades, & un Colonel saisit
cette occasion pour s'en retourner avec sa divi-
sion, sous prétexte du manque de vivres, sans
en donner avis au Commandant en chef. Par
cette désertion, & le nombre de malades, le
détachement

détachement d'Arnold fut réduit à environ un tiers de son premier nombre. Il continua, cependant, avec sa constance ordinaire ; & , après avoir traversé une chaîne de montagnes, qui s'étend le long de ce Continent, & du haut desquelles on voit les rivières à droite & à gauche tenir des courses entièrement opposées, il arriva enfin à la source de la rivière Chaudière. Cette rivière, après avoir traversé une partie du Canada, tombe dans le fleuve Saint-Laurent, près de Québec. Leurs difficultés commencèrent pour lors à diminuer, & le 3 de Novembre, l'avant-garde retourna avec des provisions. Ils découvrirent, peu de tems après, une maison qui étoit la seule qu'ils eussent vue depuis trente-un jours, ayant, pendant ce tems-là, passé à travers un désert affreux, sans rencontrer la moindre figure humaine.

Les Canadiens les reçurent ici avec la même bonne volonté qu'ils avoient reçu les troupes de Montgomery dans le voisinage de Montréal. Ils leur fournirent toutes sortes de provisions, & leur procurèrent tous les secours en leur pouvoir. M. Arnold publia aussi-tôt une adresse au peuple, signée du Général Washington, de la même nature que celle qui avoit été publiée

1775. par Schuyler & Montgomery. Les habitans du Canada étoient invités à se joindre aux autres Colonies, & à se ranger sous l'étendard de la liberté. Ils étoient informés que ces détachemens n'étoient pas envoyés dans leur pays pour piller ; mais pour les protéger, & les encourager. On les prioit de ne point abandonner leurs habitations, & de ne pas avoir peur de leurs meilleurs amis ; mais de leur donner toute l'assistance possible. Le Général promettoit aussi de faire bien payer les provisions qu'ils fourniroient.

Quebec étoit alors dans un état très-faible ; il n'y avoit d'autres troupes dans la ville que les Ecossais de M. Maclean, & ce n'étoient que des recrues. Les habitans Anglais, à qui l'acte de Quebec étoit odieux, n'étoient point d'accord avec la Noblesse Française, qui approuvoit les mesures du Gouvernement. Les roturiers Français étoient pour la plupart indécis, & désiroient probablement le succès des Colons. Telle étoit la situation de cette place, quand Arnold se présenta au Point-Levi. Heureusement pour la ville il y avoit la rivière à passer, & les bateaux étoient de l'autre côté, sans quoi peut-être que dans la première surprise il se seroit

rendu maître de cette capitale. Les Canadiens 1775. lui fournirent en peu de jours des canots en abondance ; &, malgré la vigilance des frégates & des vaisseaux de guerre qu'il y avoit dans la rivière, il la passa dans une nuit obscure, & débarqua sain & sauf avec sa petite armée ; mais le moment critique étoit passé. Les bourgeois, tant Anglais que Français, alarmés à la vue du danger, & craignant pour les richesses considérables qui étoient dans la ville, s'étoient alors réunis pour sa défense. Ils avoient demandé des armes, & on leur en avoit fourni. Les matelots avoient débarqué, & étoient aux batteries pour servir l'artillerie. Les assiégés étoient beaucoup plus nombreux que les assiégeans, & ces derniers n'avoient point d'artillerie. Le seul espoir d'Arnold étoit, donc, fondé sur la révolte des habitans ; &, frustré dans cette attente, il n'avoit plus d'autre parti à prendre que d'intercepter les provisions, & d'attendre l'arrivée de Montgomery. C'est pourquoi, après avoir paru pendant quelques jours sur les hauteurs auprès de la ville, & envoyé deux drapeaux pour sommer les habitans de se rendre, voyant que ces derniers tiroient sur ses messagers, & ne vouloient aucunement traiter avec

1775. lui, il se retira pour faire rafraîchir son détachement.

Le Général Montgomery ayant trouvé à Montréal une quantité considérable de drap & de marchandises de laine, étoit, pendant ce tems-là, occupé à faire rhabiller ses soldats, qui avoient beaucoup souffert de la sévérité du climat faute de ces denrées. Non-obstant l'apparence flatteuse de ses succès, sa situation n'étoit pas du tout plaisante; & il falloit un génie comme le sien pour surmonter les difficultés qui sembloient naître sous ses pas. Conduire & gouverner une armée de nouveaux soldats levés à la hâte est une chose qui demande les plus grands talens dans les pays même où la subordination est bien établie. Son armée étoit composée de gens qui, par leurs principes, leurs coutumes, & leurs mœurs, étoient ennemis de la subordination. Il falloit les mener à travers des déserts où ils devoient souffrir la faim, la soif, & toutes sortes de misères. Arrivés au théâtre de la guerre, il étoit nécessaire de réprimer leur licence, de peur d'irriter les Canadiens; & il ne pouvoit en même tems observer une discipline rigide, de peur de causer une révolte. Outre cela ils n'étoient en-

rôlés que pour un certain tems, fuivant la coutume des Colonies ; & comme ce tems étoit 1775.
alors près d'expirer, il n'y avoit que le nom de leur Général, l'amour de la liberté, & l'attachement qu'ils avoient pour fa personne, qui fuſſent capables de les rétenir.

Le Général Carleton arriva à Quebec à-peu-près dans le tems que M. Arnold venoit de quitter ſes environs, & il prit ſur-le-champ les meſures néceſſaires pour le mettre en état de déſenſe. Il fit d'abord fortir de la ville tous ceux qui refusèrent de prendre les armes, eux & leurs familles. La garniſon étoit de quinze cens hommes, y compris les habitans qui ſeſoient le ſervice ; nombre fort peu capable de déſendre des ouvrages auſſi étendus, en ſuppoſant même qu'il fut compoſé des meilleures troupes, ſi les aſſiégeans n'avoient pas été également faibles. Il n'y avoit de troupes réglées que les Ecoſſais du Colonel Maclean & une compagnie d'un autre régiment : le reſte étoit compoſé de milice Française & Anglaiſe, de quelques ſoldats de marine, & d'environ quatre cens cinquante matelots appartenant aux frégates, & aux navires marchands qui étoient dans le port. Ces derniers, accoutumés

1775. au ménagement de l'artillerie, formoient la principale force de la place.

Montgomery ayant laissé garnison à Montréal & dans les forts, & envoyé des détachemens dans différentes parties de la province pour encourager les Canadiens, & se procurer des provisions, s'avança avec le reste de ses troupes, & le canon qu'il put trouver, pour joindre Arnold. Malgré les mauvais chemins, & la sévérité du climat, il marcha, néanmoins, avec tant d'expédition qu'il arriva le 5 de Décembre devant Quebec.

A son arrivée, il écrivit une lettre au Gouverneur, dans laquelle il magnifioit le nombre de ses troupes, exposoit la faiblesse de la place, démontroit l'impossibilité d'obtenir du secours, & le sommoit de se rendre sans délai, pour éviter les conséquences funestes d'un assaut; ses soldats victorieux, disoit-il, étant irrités du mauvais traitement qu'ils avoient reçu de lui en plusieurs occasions. Quoique l'on tirât sur la personne qui devoit porter cette lettre, & sur tous ceux qui se présentèrent pour parler au Commandant, Montgomery trouva moyen de lui en faire parvenir une de la même nature;

mais ni les menaces, ni le danger, ne produisirent aucun effet sur la fermeté du Gouverneur. 1775.

Les forces du Général Américain n'étoient guère plus nombreuses, ni mieux disciplinées que celles qui étoient dans la ville. Il fondeoit, donc, son espoir de succès sur la parade de ses préparations, & sur la violence de ses attaques, ou il s'imaginoit, peut-être, fatiguer la garnison par des alarmes continuelles. Dans ce dessein il commença un bombardement avec cinq petits mortiers, qu'il continua pendant plusieurs jours, & qui mit d'abord la garnison en désordre ; mais l'intrépidité du Gouverneur, & le courage des principaux Officiers, l'activité des soldats de marine & des matelots, dissipèrent bientôt la crainte des habitans, & ils se comportèrent ensuite avec la plus grande bravoure. Ils souffrirent patiemment toutes les incommodités d'un siège, firent, sans murmurer, le service dur auquel leur petit nombre les obligeoit, & montrèrent en tout beaucoup de constance & de résolution.

Peu de jours après, Montgomery ouvrit une batterie de six pièces de canon à environ sept cents toises des murailles ; mais ses boulets

1775. étoient trop petits pour faire aucune impression.

Les fatigues & les misères que les Américains souffrirent dans cette occasion, tant à cause de la petitesse de leur armée, que de la rigueur du climat, sont incroyables. Il y avoit alors une grande quantité de neige sur la terre, & le tems étoit si froid, qu'il paroïssoit impossible à la nature humaine de pouvoir résister à la rigueur en pleine campagne. Il n'y avoit que leur ardeur pour la cause qu'ils défendoient, & l'estime qu'ils avoient pour leur Général, qui fussent capables de leur faire endurer toutes ces choses. Si, cependant, ces souffrances étoient de longue durée, il y avoit à craindre qu'ils ne perdissent à la fin patience. D'ailleurs le tems de l'engagement de plusieurs d'entr'eux étoit expiré, & ils pouvoient demander à s'en retourner, ce qui auroit entièrement ruiné la petite armée.

Dans ces circonstances, Montgomery jugea qu'il falloit faire quelque chose de décisif, ou que ses succès passés ne seroient d'aucun avantage à la cause qu'il avoit embrassée, ou du moins que sa réputation en souffriroit. Il savoit que les Américains regarderoient Québec comme pris dès qu'ils sauroient qu'il étoit de-

vant la ville. Leur espoir de succès étoit fondé 1775.
sur la haute opinion qu'ils avoient de son habileté & de son courage. C'est pourquoi il aimamieux tout risquer que de leur faire perdre cette opinion. Donner l'affaut à une place, dont la garnison étoit aussi nombreuse que l'armée des assiégeans, paroîtra, sans doute, une entreprise téméraire, sur-tout si l'on considère que la haute ville est une de ces forteresses que l'on appelle communément imprenables ; mais les grandes ames ne calculent ordinairement pas bien le danger ; &, pourvu que la gloire qu'il y a à acquérir soit grande, elles n'entrent pas dans un détail minutieux des difficultés qu'il y a à l'obtenir. Il est certain que les plus illustres exploits militaires ont dû leur succès à un noble mépris des formes ordinaires. La fortune en dépit de l'orgueil des hommes a toujours été, & sera toujours l'arbitre de la guerre. Montgomery se fiant, donc, plus à la fortune qu'à toute autre chose, se détermina à prendre la ville par escalade.

Pendant qu'il faisoit les préparations nécessaires, on dit que la garnison fut informée de son dessein par quelques déserteurs, & qu'il s'aperçut par ses mouvemens, qu'elle savoit non-

1775. seulement le plan général, mais même la manière dont il devoit être mis en exécution. Cela occasionna un changement total dans ses dispositions, & c'est, peut-être, à cette circonstance que l'on doit attribuer les évènements suivans.

Quoi qu'il en soit, il résolut de tenter cette dangereuse entreprise le dernier jour de l'année 1775, de grand matin. Il avoit disposé de sa petite armée en quatre divisions, dont deux devoient conduire de fausses attaques contre la haute ville, tandis que lui & Arnold en feroient de réelles sur la basse. Par ce moyen l'alarme étoit générale dans les deux villes, & étoit capable de décontenancer les soldats les plus expérimentés. Depuis le fleuve Saint Laurent jusqu'au bassin, tout paroissoit également en danger.

Environ sur les cinq heures, Montgomery, à la tête des troupes de la Nouvelle York, (la neige tombant à gros flocons) s'avança contre la basse ville à Anse de mer sous le Cape Diamant ; mais quelques difficultés, qui se trouvèrent sur son passage, donnèrent le tems à la garnison de s'appercevoir de son approche, &

l'alarme fut donnée. Il continua, cependant, 1775.
sa marche par une gorge étroite sous un rocher
suspendu en l'air, & ayant du côté du fleuve
un précipice. S'étant emparé de la première
barrière, il poussa hardiment vers la seconde
avec quelques-uns de ses plus braves Officiers,
& de ses soldats. Cette barricade étoit plus
forte que la première. Il y avoit plusieurs
canons pointés, chargés à grapes. Le feu de
cette artillerie, ainsi que de la mousqueterie,
mit fin aux succès de cet homme entreprenant,
& à la fortune de son parti dans le Canada. Le
Général lui-même, son Aide-de-camp, & tous
ceux qui étoient près de sa personne, furent
couchés par terre. Le commandement tomba
alors sur M. Campbell, qui fit sur-le-champ
battre la retraite. Les Américains l'accusèrent
d'avoir cédé trop aisément à la première im-
pression.

En même tems, M. Arnold, avec ces
soldats qui s'étoient signalés par leur marche
mémorable sous son commandement, soutenus
de quelques pièces d'artillerie, se présentèrent
devant cette partie de la ville appelée le *Saut-
au-Matelot*. Ayant pénétré jusqu'à Saint-
Roques, ils attaquèrent une petite batterie, qui

1775. étoit bien défendue, & l'emportèrent, après une action très-vive, qui dura plus d'une heure, & dans laquelle ils perdirent beaucoup de leurs gens. Arnold lui-même eut la jambe fracassée, & on fut obligé de le reporter au camp. Sa place fut, néanmoins, bien remplie par la bonté des Officiers, & la résolution de ses soldats, qui, ignorant le malheur de Montgomery, étoient si loin d'être découragés par leur propre perte, qu'ils s'avancèrent avec vigueur, & s'emparèrent d'une autre barrière.

La garnison revenue de sa première surprise, & débarassée des autres côtés, eut alors le tems d'examiner la situation de la division d'Arnold, & de s'appercevoir qu'il étoit facile d'empêcher sa retraite. En essayant de se retirer, ils étoient obligés de passer à environ cinquante pas des murailles de la ville, exposés, pendant longtemps, au feu de toute la garnison. Pour rendre leur perte plus certaine, un détachement considérable sortit, avec plusieurs pièces de campagne, par une porte qui commande ce passage, & les attaqua furieusement par derrière, tandis qu'ils n'étoient déjà que trop occupés à se défendre contre les ennemis qui fendoient alors sur eux de tous côtés. Dans ces circonstances dé-

fépérées, fans espoir de retraite, attaqués de toutes parts, malgré leur position défavantageuse, & le nombre de leurs adversaires, ils combattirent avec la plus grande intrépidité pendant trois heures ; mais ils furent à la fin obligés de se rendre prisonniers de guerre. 1775.

Le Général Carleton les traita avec beaucoup d'humanité ; conduite qui fut d'autant plus admirée, qu'il passoit pour un homme très-sévère. L'inimitié qu'il avoit contre Montgomery cessa après sa mort, & les vainqueurs honorèrent son corps de toutes sortes de marques de distinction. Il fut enterré à Quebec avec les honneurs militaires dûs à un brave soldat. Les Américains perdirent dans cette occasion, tant en tués qu'en blessés & prisonniers, plus de la moitié de leurs forces ; car, dans une lettre qu'Arnold écrivit, peu de tems après, au Congrès, il mande qu'il ne lui restoit pas plus de sept cens hommes.

Telle fut la fin de Richard Montgomery, qui périt à la fleur de son âge, en défendant la cause de la liberté. C'étoit un gentilhomme Irlandais de très-bonne famille. Ayant épousé une Américaine, & acheté une terre à la Nouvelle York,

1775. il se regardoit comme Américain, & se croyoit obligé de défendre les droits des Colonies. Il s'étoit fait honneur dans le service d'Angleterre contre les Français dans la guerre précédente, & il possédoit outre les talens militaires une infinité de belles qualités, qui lui avoient créé un grand nombre d'amis. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il fut également regretté des deux partis.

En Amérique on le regarda comme un martyr, qui avoit tombé en combattant pour les droits du genre humain ; en Angleterre, les Orateurs les plus éloquens le comblèrent de louanges en plein Parlement, & déplorèrent son triste sort. L'un d'entr'eux sur-tout, qui avoit avec lui partagé les dangers de la guerre de 1756, répandit abondance de larmes, en rappelant leur ancienne amitié. Le Ministre lui-même ne put s'empêcher d'admirer ses vertus, quoiqu'il condamnât la cause dans laquelle il étoit engagé.

Après cette défaite, les assiégeans quittèrent aussi-tôt leur camp, & se retirèrent à une lieue de la ville, où ils fortifièrent leurs quartiers du mieux qu'ils purent, appréhendant d'être pour-

suivis & attaqués par les assiégés. Mais le Gouverneur fit alors paroître autant de prudence & de modération, qu'il avoit montré de courage & d'intrépidité. Content d'avoir mis la ville en sûreté, il ne voulut point hasarder le sort de la province par aucune entreprise téméraire. Il attendit avec patience les secours de la Grande-Bretagne. 1775.

M. Arnold étoit alors Général en Chef de l'armée du Canada, & sa blessure ne lui permettoit guère de pouvoir remplir un emploi si difficile dans les circonstances où étoient ses troupes. La constance des soldats fut, cependant, étonnante. Ils avoient perdu leur Général, en qui, pour ainsi dire, ils mettoient toute leur confiance, leurs meilleurs Officiers, & les plus braves de leurs compagnons ; l'espérance de secours étoit fort éloignée ; les Canadiens, qui se rangent ordinairement du parti du plus fort, pouvoient les abandonner, & même se déclarer en faveur de leurs ennemis ; d'ailleurs ils n'étoient pas accoutumés aux froids rigoureux du Canada, & il y avoit alors quatre pieds de neige sur la terre ; toutes ces difficultés ne les rebutèrent point. Arnold, qui s'étoit déjà distingué par sa persévérance & son intrépidité

1775. dans une marche qui est assurément des plus extraordinaires, découvrit en cette occasion toute la vigueur d'un esprit déterminé, & un génie plein de ressources. Battu & blessé comme il étoit, il posta tellement ses troupes qu'il les rendit encore formidables.

Il dépêcha ensuite un messager à Montréal pour dire à M. Wooster d'amener du secours, & de venir prendre le commandement ; mais comme cela ne pouvoit être exécuté tout-d'un-coup, il supporta, en attendant, avec la plus grande fermeté, les difficultés dont il étoit environné. Ce Général infatigable se faisoit porter sur une litière dans les endroits où sa présence paroïssoit nécessaire, & sa blessure ne l'empêchoit pas de donner ses ordres avec le plus grand sang-froid. Depuis ce tems-là le siège fut, pendant quelques mois, changé en blocus, & M. Arnold trouva en effet moyen d'empêcher qu'il entrât des provisions dans la ville.

CHAPITRE

C H A P I T R E IV.

PENDANT que ces choses se passoient au ^{1775.} Canada, les habitans de la Virginie en vinrent aussi à une guerre ouverte avec leur Gouverneur. Les Virginiens, comme nous l'avons déjà dit, étoient aussi violens dans leurs procédés que les autres Colonies, & peut-être plus libres à déclarer ouvertement leurs sentimens.

Ils avoient été des premiers à envoyer des Députés au Congrès Général, & à approuver ses mesures. Néanmoins la plus grande tranquillité régnoit dans la province; &, quoique leur Assemblée eût été cassée, & qu'il ne leur fût plus permis de lever la milice, chose qui les mettoit dans le plus grand danger, puisque le nombre d'esclaves est dans ce pays-là fort considérable, ils avoient toujours eu toutes sortes d'égards pour le Comte de Dunmore leur Gouverneur.

Le danger où ils se trouvoient fit, cependant, qu'ils assemblèrent un Congrès Provincial au mois de Mars. Les Membres de cette Assemblée, sous prétexte d'une ancienne loi, prirent aussi-tôt des mesures pour équiper la milice, &

1775. } recommandèrent à chaque Comté de lever une
compagnie de volontaires, pour mettre le pays
en état de défense.

Ces transactions alarmèrent Milord Dunmore; & il donna ordre au Capitaine d'un vaisseau de guerre, qui étoit dans la rivière de *James*, de débarquer pendant la nuit avec un détachement de soldats de marine, pour saisir la poudre qui étoit dans le magasin de Williamsbourg, capitale de la province, & la transporter à bord de son navire.

Quelque secrète que fût cette expédition, les bourgeois s'en apperçurent le lendemain matin, & l'air mystérieux que l'on avoit affecté, augmenta la consternation & l'alarme. Chacun courut sur-le-champ aux armes, dans l'intention de se faire rendre la poudre. Le Maire & le Corps de ville empêchèrent, pourtant, qu'on en vînt aux extrémités, & présentèrent eux-mêmes une adresse au Gouverneur, dans laquelle ils redemandèrent la poudre comme matière de droit, puisqu'elle appartenoit à la province. Ils firent ensuite voir à quoi ils seroient exposés, s'il arrivoit un soulèvement parmi leurs esclaves, chose qu'on avoit alors lieu d'appréhender, puisqu'on leur ôtoit les moyens de se défendre.

Le Gouverneur avoua, que c'étoit par son ordre qu'on avoit saisi la poudre, & dit, qu'à cause d'une révolte qu'il y avoit dans une Colonie voisine, ne la croyant pas en sûreté dans le magasin, il l'avoit fait transporter ailleurs ; mais il donna sa parole d'honneur que, s'il y avoit un soulèvement, elle leur seroit aussi-tôt rendue. Il ajouta qu'on l'avoit transportée pendant la nuit, pour ne point causer d'alarme, parut fort surpris de ce que le peuple s'assembloit en armes, & représenta qu'il n'étoit pas alors prudent de mettre la poudre entre leurs mains. 1775.

Quelque effet qu'eût cette réponse sur l'esprit des Magistrats, ils firent en sorte de dissiper la populace, & il ne se passa rien de violent. Mais, sur le soir, le bruit s'étant répandu que plusieurs détachemens des vaisseaux de guerre s'avançoient vers la ville, les habitans s'assemblèrent, & passèrent toute la nuit sous les armes, comme s'ils avoient craint les attaques d'un ennemi. Depuis ce tems-là ils augmentèrent leurs patrouilles, & firent paroître une résolution déterminée à ne plus souffrir qu'on touchât au magasin. Ce qui augmenta encore leurs soupçons, c'est qu'ils s'aperçurent qu'on

1775. } avoit dépouillé la plupart des fusils, qui étoient dans l'arsenal, de leurs platines.

Cette mesure de Milord Dunmore, qui fut la cause de tant de troubles, étoit tout-à-fait inutile ; car il y avoit si peu de poudre dans le magasin, qu'elle ne pouvoit être d'un grand service aux Virginiens en cas de révolte. Il en avoit fait saisir quinze demi-barrils de cinquante livres chacun, & il en restoit encore six de la même espèce.

Le Gouverneur fut fort irrité de la conduite des bourgeois, qui paroissoient vouloir s'opposer à son autorité à main armée ; &, dans la colère, il laissa échapper des menaces qu'il auroit dû taire dans les circonstances où étoient les affaires. Il dit, qu'il planteroit l'étendard du Roi ; qu'il affranchiroit les nègres, & les armeroit contre leurs maîtres ; & bien d'autres choses de cette nature. De pareilles expressions répandirent non-seulement l'alarme par toute la Colonie ; mais excitèrent une espèce d'horreur pour le Gouvernement, & donnèrent de violens soupçons de ses desseins.

On peut voir que la précipitation & l'imprudence de la plupart des Gouverneurs contribuè-

rent à élargir la brèche entre la Grande-Bretagne & ses Colonies. En montrant envers les Américains un esprit de défiance, & en faififant leurs munitions, ils ne fefoient que les irriter, fans que cela pût être d'aucun fervice à la Grande-Bretagne ; au contraire, les perfonnes violentes, & qui fouhaitoient une révolution, prenoient avantage de ces mefures pour perfuader aux Colons qu'on avoit deffein de les affujettir, & qu'il étoit abfolument néceffaire de fe mettre en état de défenfe ; de forte qu'en les privant de trois ou quatre cens livres de poudre, on ne fefoit que les exciter à en faire venir une plus grande quantité, & à réfifter plus ouvertement à leurs Gouverneurs. La conduite de M. Gage avoit fait prendre les armes à toute la Nouvelle Angleterre, & celle de Milord Dunmore eut à-peu-près le même effet fur la Virginie. 1775.

Cependant plufieurs Affemblées fe tinrent dans différens Comtés, dans lesquelles les mefures du Gouverneur au fujet de la poudre, & fes menaces, furent univerfellement blâmées dans les termes les plus févères. Plufieurs perfonnes du Comté d'Hanovre, & de ceux des environs, ne fe contentèrent pas d'exprimer leur mécontentement par des paroles : ils s'affemblèrent en

1775. armes, & s'avancèrent vers la Capitale, sous la conduite de M. Henry, Membre du Congrès Général, dans le dessein d'obtenir non-seulement la restitution de la poudre; mais même de s'emparer du trésor public, & de le mettre en lieu de sûreté, dans la crainte qu'il n'eût le même sort que le magasin. Les Magistrats de Williamsbourgh entrèrent en négociation avec eux, quand ils furent à quelques milles de la ville. Le Receveur-Général de la Colonie se fit caution que la valeur de la poudre leur seroit rendue, & les bourgeois se chargèrent de garder le trésor public & le magasin. Là-dessus ils se retirèrent chez eux.

Le Gouverneur publia alors un édit, par lequel Henry & ses partisans furent accusés de rebellion, & les habitans de la province traités de mécontents, qui avoient envie de changer la forme de leur Gouvernement. Cette proclamation ne servit qu'à augmenter la haine & les animosités. Dans plusieurs Assemblées, la conduite d'Henry, & de ses partisans, fut fort applaudie, & il fut résolu de les dédommager au risque de ce qu'elles avoient de plus cher, des pertes, des souffrances, & injures qu'ils pourroient encourir, à cause de leur conduite passée.

Milord Dunmore avoit alors, à l'aide d'un détachement de soldats de marine, fait un fort de son palais, & l'avoit entouré d'artillerie. On peut juger que cette conduite n'étoit pas fort agréable aux bourgeois. Les soupçons s'accrurent de part & d'autre ; chaque démarche, chaque mesure, excitoit des jalousies. 1775.

Les choses étoient dans cette situation, quand le Gouverneur convoqua soudainement l'Assemblée le 1 de Juin. Il avoit pris cette résolution en conséquence des ordres qu'il avoit reçus d'Angleterre, pour proposer le plan conciliateur de Milord North, dont nous avons parlé. Il mit alors en usage toute son éloquence pour persuader aux Membres d'accepter les conditions qu'on leur offroit. C'est pourquoi, dans son discours, il s'étendit sur les dispositions favorables du Parlement Britannique envers les Colonies, sur la modération, l'équité, & la tendresse, qui lui fesoient faire ces avances, afin d'en venir à une heureuse réconciliation. Il insista, sur-tout, sur la justice, qu'elles contribuaient à la défense commune, & fussent chargées d'une partie des fardeaux publics.

Il observa que, comme la somme n'étoit pas spécifiée, elles avoient une occasion de mon-

1775. trer leur générosité, & que ce qu'elles donneroient seroit regardé comme un don gratuit dans toute l'étendue du terme; qu'elles montreroient par-là leur respect pour le Parlement, & témoigneroient leur fidélité & leur attachement au Souverain. Il prit aussi beaucoup de peine pour leur persuader que, si elles acceptoient les conditions offertes, elles obtiendroient indubitablement le soulagement des griefs dont elles se plaignoient.

Le premier acte de l'Assemblée fut d'élire des Commissaires pour examiner les causes des derniers troubles, & la condition du magasin, afin de prendre des mesures nécessaires pour le faire remplir. Quoique le magasin appartint à la Colonie, c'étoit, cependant, le Gouverneur qui y mettoit un garde, de sorte qu'il falloit s'adresser à lui pour pouvoir y entrer. Pendant qu'on argumentoit sur ce sujet, quelques personnes de la ville, & des environs, en enfoncèrent les portes, & emportèrent une partie des armes. Les Commissaires, après avoir fait leur visite, rapportèrent, que presque tout le reste de la poudre avoit été enfoui dans la cour du magasin, où elle avoit été fort endommagée par la pluie; que l'on avoit ôté les platines des mousquets, & que l'on avoit planté dans le

magasin des fusils à ressort, sans en donner 1775.
aucun avis. Cette dernière circonstance enflamma encore plus les esprits, & augmenta le désordre.

Milord Dunmore, sur ces entrefaites, avant même que l'Assemblée eût fait réponse à son discours, jugea à propos de se retirer, pendant la nuit du 8 de Juin, lui, sa femme, & toute sa famille, à bord d'un vaisseau de guerre, appelé le *Fowey*, qui étoit alors dans la rivière d'York. Il laissa un message au Corps de ville pour informer les bourgeois qu'il avoit cru devoir se mettre en lieu de sûreté, étant pleinement convaincu que lui & sa famille étoient continuellement en danger de devenir victimes de la fureur d'une populace aveugle; que, loin de vouloir interrompre leur séance, il espéroit qu'ils examineroient les affaires importantes, qui étoient alors devant eux; qu'il rendroit la communication entre lui & la Chambre aussi facile, & aussi commode, qu'il feroit possible; & qu'il pensoit qu'il leur feroit plus agréable d'envoyer quelques-uns de leurs Membres pour lui parler quand l'occasion le demanderoit, que de changer la place de l'Assemblée, afin d'être plus près de lui. Il les assura qu'il s'acquitteroit comme à l'ordinaire des devoirs de sa charge;

1775. & de la bonne disposition où il étoit, de rétablir l'harmonie entre la Grande-Bretagne & ses enfans.

Ce message du Gouverneur produisit une adresse du Conseil & du Corps de ville, dans laquelle ils déclarent qu'ils ne croient pas qu'il y ait dans la province aucune personne capable de commettre un crime aussi énorme. Ils témoignent le plus grand chagrin de ce que Sa Grandeur ne les a pas informés de ses craintes avant que de prendre cette mesure, puisqu'ils auroient pris les moyens nécessaires pour détruire la cause de son inquiétude. Ils disent qu'ils appréhendoient que son absence ne servît qu'à augmenter le mécontentement du peuple, qui malheureusement n'étoit déjà que trop grand. Ils l'assurent qu'ils adopteront de bon cœur toute mesure qu'il lui plaira de proposer pour la sûreté de sa famille; observant en même tems qu'il étoit impraticable de transiger les affaires publiques avec expédition, tant que Sa Grandeur résideroit si loin de l'Assemblée, & dans un endroit si peu commode. Ils concluent enfin en le suppliant de retourner au palais avec son épouse & sa famille, protestant que cela donnera beaucoup de satisfaction à toute la province, & que c'est le moyen le

plus probable de calmer les appréhensions du peuple. 1775.

Milord Dunmore leur envoya, le 10, une réponse écrite, dans laquelle il dit, que le soulèvement du peuple, & les menaces qu'il avoit faites, ne prouvoient que trop que la crainte qu'il témoignoit étoit bien fondée. Il se plaignit, outre cela, de la conduite du Corps de ville ; il accusa les Magistrats d'avoir autorisé les procédés violens de la populace, particulièrement dans l'affaire du magasin, qui avoit été forcé, & pillé en présence de quelques-uns d'entr'eux ; il dit, qu'au lieu de faire mettre en prison ceux qui avoient été coupables d'un pareil attentat, ils s'étoient contentés de faire restituer une partie des armes ; il ajouta que les Commissaires de l'Assemblée avoient fait une démarche dont les conséquences étoient des plus alarmantes, en nommant des gardes sans son approbation, ou son consentement, sous prétexte de protéger le magasin, & qu'ils montroient un dessein formé d'usurper le pouvoir exécutoire, & de renverser la Constitution.

Il déclara ensuite, que le seul moyen de lui procurer la sûreté qu'ils propofoient, c'étoit de le rétablir dans les pleins pouvoirs de sa com-

1775. mission, d'ouvrir les cours de justice, & de rétablir la force des lois, de désarmer les compagnies de volontaires, & toute autre personne qui agissoit contre l'autorité légitime ; de faire rendre sur le-champ les armes & les provisions du Roi ; &, ce qui n'étoit pas moins essentiel, de faire leurs efforts pour convaincre le peuple de son aveuglement, en lui donnant eux-mêmes l'exemple de la soumission, de bannir cette malice & cet esprit de parti, qui les fesoit persécuter ceux qui, par devoir ou affection pour leur Souverain & leur patrie, s'opposoient aux mesures des Assemblées, ou qui différoient de la multitude en opinions politiques. C'étoit-là, disoit-il, des mesures nécessaires pour la sûreté de tous les partis ; & pour accomplir ces fins, ainsi que pour terminer les affaires importantes de la session, s'ils vouloient se rendre à la ville d'York, il y viendroient aussi, & y resteroit jusqu'à ce que les affaires fussent achevées.

Il conclut en leur représentant, qu'à moins qu'ils n'eussent un désir sincère d'embrasser l'occasion que le Parlement leur offroit, d'établir la liberté de leur patrie sur un fondement solide & permanent, son retour à Williamsbourg seroit aussi inutile au peuple, que dangereux pour lui ; mais que, si leurs procédés démontroient cette

1775.

heureuse disposition, il retourneroit avec la plus grande satisfaction, & regarderoit cet événement comme le plus heureux de sa vie, s'ils lui fournissoient des moyens de contribuer à leur félicité, & d'être le médiateur d'une réconciliation entr'eux & l'autorité suprême.

Cette conclusion n'étoit guère capable de diminuer l'aigreur que les différentes accusations, contenues dans cette longue épître, avoient excitée. Le Corps de ville lui présenta aussi-tôt une adresse remplie d'amertume, dans laquelle les Magistrats s'efforcent de réfuter tous ses argumens. Ils représentent la tranquillité du peuple avant l'enlèvement de la poudre, & avant les menaces que Sa Grandeur avoit faites d'affranchir les esclaves. Ils disent que c'est à tort qu'on les taxe de mauvaise intention, & de déloyauté; rappellent la félicité dont ils jouissoient sous ses prédécesseurs, & l'union qui avoit toujours subsisté entre les Colons & leurs Gouverneurs.

Ils attribuent ce bonheur à ce que, dans ce tems-là, on ne donnoit aucun crédit aux fausses insinuations des vils flatteurs qui tâchent de gagner la faveur des Grands par les calomnies les plus grossières, & que l'on exposoit aux

1775. Ministres l'état véritable des affaires. Ces derniers mots avoient rapport à deux lettres que Milord Dunmore avoit envoyées au Comte de Darmouth, & qui, comme celles de M. Hutchinson, étoient, je ne fais comment, tombées entre les mains des Colons. Ces lettres, qui ne parloient pas du tout en leur faveur, furent déclarées injurieuses, injustes, fondées sur de fausses informations, & contenant des accusations dont on n'avoit aucune preuve.

Ils dirent, cependant, qu'ils étoient bien loin de vouloir insinuer que Sa Grandeur fut capable de faire à dessein de faux exposés ; mais qu'il étoit probable qu'elle avoit trop de confiance en des personnes mal intentionnées. Ils justifient ensuite leur conduite au sujet de la milice, des patrouilles établies pour garder le magasin, & des autres choses qui avoient donné lieu à ces querelles.

Le 14, ils présentèrent une autre requête au Gouverneur au sujet du bil conciliateur de Milord North, dans laquelle ils déclarèrent finalement que, comme ce bil ne fesoit que changer la mode d'oppression, ils ne pouvoient en accepter les conditions. Ils dirent, pourtant, qu'ils ne formoient qu'une partie de l'Empire,

& qu'ils en laissoient la décision au Congrès Général. A ce Congrès ils laissoient aussi le 1775.
soin d'exposer leurs griefs, auxquels Sa Grandeur avoit assuré qu'on feroit attention. Quant à eux, ils firent la déclaration suivante : nous sommes servis de tous les moyens imaginables afin d'obtenir satisfaction ; nous avons remontré au Parlement, & nos remontrances ont produit de nouvelles injures ; nous avons accablé notre Souverain de nos humbles requêtes, & il n'a pas daigné nous répondre ; nous en avons appelé à l'honneur & à la justice de la nation Britannique, & les efforts qu'elle a faits en notre faveur ont été jusqu'ici sans effet.

Dans cet état de méfiance & de mauvaise humeurs des deux côtés, il y avoit tous les jours quelque nouvelle querelle ; chaque incident offroit un nouveau sujet d'altercation, de sorte qu'il y avoit une correspondance continuelle entre le Corps de ville & le vaisseau de guerre le *Fowey*. C'étoit une chose singulière que de vouloir gouverner une province, sans oser y mettre les pieds.

A la fin les bils nécessaires étant prêts, & la saison fort avancée, le Conseil & les bourgeois prièrent Milord Dunmore de venir les signer,

1775. & mettre fin à la session. Ils observèrent que son absence du siège du Gouvernement avoit beaucoup retardé les affaires, & que, quoiqu'ils se fussent soumis à l'incommodité d'envoyer souvent leurs Membres à quatre lieues pour conférer avec Son Excellence à bord d'un vaisseau de guerre, ils pensoient qu'il étoit tout-à-fait incompatible à la Constitution de l'Empire, & contraire aux usages établis, de lui présenter les bils dans tout autre lieu que la Capitale.

Milord Dunmore leur répondit avec hauteur, insista sur le droit qu'il avoit de les convoquer en tout endroit quelconque de la province, où les circonstances rendoient leur présence nécessaire; il observa ensuite que, comme il n'étoit pas informé de tous les procédés de leur Assemblée, quand bien même il seroit enclin de risquer encore une fois sa personne parmi eux, il ignoroit qu'ils eussent aucun bil d'importance à lui présenter, & que, s'ils en avoient de tels, il ne savoit pas s'il pourroit y donner son consentement.

Pour obvier à ces objections, l'Assemblée lui envoya les bils à bord du *Fowey*, afin qu'il les examinât. Le Gouverneur approuva la plupart des bils, & désapprouva celui qui imposoit

un droit sur l'entrée des esclaves, droit qui 1775.
devoit servir au payement des troupes employées
contre les Indiens.

Sur cette objection, le Corps de ville lui présenta une autre adresse, qui finit par les prières les plus pressantes, afin qu'il retournât à Williamsbourg. Les Magistrats dirent qu'ils espéroient qu'il ne craignoit plus rien au sujet de sa personne ; mais que, s'il étoit possible qu'il eût encore de pareilles appréhensions, ils engageoient leur honneur, & tout ce qu'il y a de plus sacré, pour sa sûreté. Ils ajoutent, cependant, que, s'il persistoit toujours dans la même résolution de ne point débarquer, ils feroient bien-aisés qu'il accordât une commission pour signer les bils qu'il approuvoit.

Milord Dunmore continua dans les mêmes sentimens par rapport au bil, & répondit, au sujet de sa personne, qu'il avoit plus de raisons que jamais de se croire en danger dans la ville de Williamsbourg. C'est pourquoi il les avertit qu'il seroit prêt à recevoir l'Assemblée le lundi suivant à sa résidence, pour signer les actes qu'il approuveroit.

Cette réponse mit fin à toute correspondance entre le Gouverneur & la Colonie. Il étoit

1775. ridicule de vouloir faire venir à bord d'un vaisseau de guerre les Représentans d'une grande Province. D'ailleurs ils auroient eu autant à craindre dans ce navire que Son Excellence à terre.

Les Membres, sur cette réponse, déclarèrent que la requête de Milord Dunmore étoit dérogatoire à leurs droits & privilèges ; que les délais qu'il avoit mis à leurs procédés, & les réponses ambiguës qu'il avoit faites à leurs adresses, ne marquoient que trop qu'il méditoit quelque attaque dangereuse contre les habitans de la Virginie. C'est pourquoi ils les avertissent de se préparer à défendre leurs droits & leur liberté. Protestant ensuite la plus grande fidélité au Roi, & le plus grand attachement pour la Grande-Bretagne, ils mirent fin à la session. Telle fut la terminaison du pouvoir Anglican dans la Virginie, qui arriva le 18 de Juillet.

Des Commissaires furent aussi-tôt choisis pour suppléer à la place de l'Assemblée, & le peuple ayant une entière confiance en eux, ils avoient conséquemment un pouvoir sans bornes dans les affaires publiques. Ceux-ci prirent sur-le-champ des mesures pour lever des troupes, &

mettre la Colonie en état de défense. Pendant ^{1775.} qu'ils fesoient ces démarches dangereuses, ils publièrent un manifeste pour justifier leur conduite, dans lequel ils démontrèrent la nécessité qu'il y avoit de lever une armée pour mettre leur vie, leur liberté, & leurs biens, en sûreté. Ils conclurent en disant que, comme ils étoient résolus de défendre leurs privilèges à tout hasard, ils maintiendroient ces troupes tant qu'elles paroîtroient nécessaires à leur conservation ; mais qu'ils les reformeroient aussi-tôt que l'Amérique seroit rétablie à son état de tranquillité.

Soit que le Gouverneur comptât sur le soulèvement des esclaves, soit qu'il crût que les partisans du Ministère étoient plus considérables qu'ils n'étoient effectivement, il se détermina à ne point perdre de vue le pays qu'il avoit cessé de gouverner. Ayant donc été joint par ceux des amis du Ministère, qui, s'étant rendus odieux au peuple, ne pouvoient plus demeurer dans leur patrie, & par plusieurs nègres fugitifs ; soutenu, d'ailleurs, par les frégates qui étoient sur ces côtes, il s'efforça d'établir une force maritime, capable de tenir toujours le pays en alarme par le moyen des belles rivières dont cette riche province est arrosée. Dans cette intention il arma plusieurs vaisseaux de différentes

1775. grandeurs, dans l'un desquels il fit sa résidence; ne débarquant jamais que comme ennemi. Cette force n'étoit cependant capable que de désoler les côtes, sans rendre aucun service essentiel. Il est vrai qu'ils étoient, d'une façon, forcés de piller; car, comme les Colons ne vouloient pas fournir de vivres à ceux qui étoient à bord, il falloit qu'ils s'en procurassent par force, ou qu'ils mourussent de faim. Les Virginiens prétendent que, tant qu'ils ne prirent que les choses nécessaires à la vie, le respect qu'ils avoient pour le rang & la qualité de leur Gouverneur ne leur permit pas de lui résister; mais ils commencèrent bientôt une guerre ouverte. Les personnes suspectes furent saisies, & menées à bord des vaisseaux, les plantations détruites, les nègres enlevés, & les maisons brûlées. Dans une de ces expéditions, Milord Dunmore détruisit, & enleva un grand nombre de canons de fer qui, à ce qu'il prétendoit, étoient là pour servir à la rebellion: les Colons assurent au contraire, que c'étoient des canons de vaisseaux. Cela fit qu'ils envoyèrent quelques détachemens de leurs nouvelles troupes pour protéger les côtes; & depuis il s'ensuivit une petite guerre de pillage, incapable d'être d'aucune utilité, ou de faire le moindre honneur, dans laquelle à la fin chaque goutte d'eau étoit achetée au péril de la vie.

1775.

Le Gouverneur s'étant procuré quelques soldats de différens côtés, s'efforça, le 25 d'Octobre, de brûler la ville d'Hampton, dont la situation est fort importante. Il paroît que les habitans soupçonnoient son dessein ; car ils avoient coulé plusieurs bateaux à l'entrée du port, & s'étoient tellement préparés, que les vaisseaux ne purent approcher, & qu'il fut conséquemment impossible de débarquer le jour que l'attaque commença. Les matelots se firent cependant un passage à travers les bateaux pendant la nuit, & commencèrent une furieuse canonnade le lendemain matin ; mais dans ce moment critique les Hamptoniens furent délivrés de leurs appréhensions & de leur danger par l'arrivée d'un détachement de *Minute-men* de Williamsbourg, qui avoient marché toute la nuit pour venir à leur secours. Ceux-ci, joints aux habitans, attaquèrent si vivement les vaisseaux avec leur mousqueterie, qu'ils furent obligés de quitter leur poste avec précipitation, ayant plusieurs hommes de tués, & un allège de pris.

Quelque tems après cette affaire (le 7 de Novembre), il publia un édit, daté à bord du vaisseau le Guillaume, à la hauteur de Norfolk, déclarant que, comme les lois civiles étoient

1775. alors insuffisantes pour prévenir & punir la trahison, les lois militaires feroient désormais mises en usage par toute la Colonie. Par cet édit il est ordonné à toute personne capable de porter les armes, de joindre l'étendard de Sa Majesté sous peine d'être regardée comme traître : les esclaves, blancs ou noirs, appartenant aux rebelles qui joindront les troupes du Roi, sont déclarés libres.

Comme les Virginiens s'attendoient à cette mesure, l'affranchissement des nègres excita moins de surprise, & eut probablement moins d'effet que si on n'en avoit rien dit auparavant. La nouvelle de cette déclaration excita, cependant, la plus grande horreur dans toutes les Colonies, & cette mesure fut même condamnée dans plusieurs royaumes de l'Europe. On dit que c'étoit dissoudre les liens de la société, & encourager les plus barbares de l'espèce humaine à commettre les crimes les plus horribles, & les cruautés les plus atroces ; que c'étoit confondre l'innocent avec le coupable, le sujet loyal avec le rebelle, & donner un exemple très-dangereux au nouveau monde. Il est vrai qu'armer les nègres d'Afrique, & les autoriser à combattre contre les blancs fut un pied égal, étoit une action qui pouvoit avoir des suites funestes : car, quoique la différence

de couleur, considérée par les yeux de la raison & de la philosophie, ne donne droit à aucun privilège ; tant que le commerce, le luxe, & l'avarice rendront l'esclavage un des objets principaux du système de toutes les Puissances de l'Europe, qui possèdent des colonies en Amérique, il est certain que l'idée de prééminence doit toujours être considérée comme une politique nécessaire. 1775.

Cet édit, & la présence de Milord Dunmore, eurent, néanmoins, un bon effet dans la ville de Norfolk, & dans les pays d'alentour, où plusieurs des habitans étoient attachés au Gouvernement. Quelques centaines de blancs & de noirs joignirent le Gouverneur, & d'autres qui refusèrent de prendre les armes, abjurèrent publiquement le Congrès, & tous ses actes. Cette bonne disposition lui donna, sans doute, l'espoir de pouvoir lever une force considérable, & d'être capable, sans aucune autre assistance, de soumettre une partie de la province par l'autre. Mais cette espérance flatteuse ne fut pas de longue durée. Il reçut bientôt intelligence qu'un détachement de Virginiens s'avançoit vers lui avec beaucoup de diligence. Afin de protéger les amis du Gouvernement, il prit posses-

1775. sion d'un poste appelé le Grand-Pont (*the Great-Bridge*), qui est à quelques milles de Norfolk, & qui étoit de la dernière importance, puisque c'est le seul passage par où l'on puisse venir à la ville. Il construisit un fort en-deçà du pont, qu'il munit d'artillerie, & rendit aussi formidable que le tems le permettoit. Nonobstant la loyauté des habitans de ce pays-la, qui composoient deux petits Comtés, ses forces n'étoient pas considérables. Il n'avoit que deux cens hommes de troupes réglées, y compris quelques grenadiers, & un corps de volontaires de Norfolk. Le reste étoit une rapsodie de blancs & de noirs, qui n'avoient aucune discipline. Les ennemis, sous le commandement du Cononel Woodford, se fortifièrent à une portée de canon du camp du Gouverneur. Ils avoient en front une chaussée étroite qu'il falloit nécessairement passer pour parvenir à leurs ouvrages, de sorte que les deux partis sembloient n'avoir rien à craindre d'une surprise.

Les deux armées restèrent dans cet état durant quelques jours ; mais il fut à la fin résolu de surprendre les Colons dans leurs retranchemens. Le 9 de Décembre, avant le jour, le Capitaine Fordyce à la tête des grena-

diers, qui étoient au nombre de soixante, com- 1775.
mença l'attaque. Les troupes passèrent hardi-
ment la chauffée ; & avec un sang-froid, & une
intrépidité, qui excita d'abord l'étonnement de
leurs ennemis, marchèrent courageusement jus-
qu'aux rétranchemens, la baïonnette au fusil.
Elles étoient exposées non-seulement au feu
qu'elles avoient en front ; mais, outre cela,
elles étoient enfilées par une autre partie des
fortifications. Le Capitaine Fordyce, & plu-
sieurs de ses soldats, tombèrent morts ; le Lieu-
tenant, & quelques autres, furent faits prison-
niers. Les grenadiers qui échappèrent, prison-
niers ou autres, furent tous blessés. Le feu
de l'artillerie du fort donna le tems au reste des
troupes de se retirer, & d'emporter même plu-
sieurs de leurs morts. Le Capitaine Fordyce
fut enterré par les vainqueurs avec les hon-
neurs militaires, & les prisonniers Anglais fu-
rent traités avec beaucoup d'égards ; mais les
Américains qui avoient joint Milord Dunmore,
n'eurent pas lieu d'être contens de la réception
qu'on leur fit.

Les Royalistes, la nuit suivante, abandonnè-
rent leur poste au Grand-Pont, laissant derrière
eux quelques pièces de canons, & un peu de
provisions,

1775. Milord Dunmore, voyant qu'il n'y avoit plus d'espérance de ce côté-là, s'embarqua avec toute sa suite, qui étoit alors fort augmentée, & laissa Norfolk à la merci de ses ennemis. Plusieurs de ceux qui étoient attachés au Gouvernement se réfugièrent aussi sur les vaisseaux, où ils portèrent ce qu'ils purent de leurs effets ; de sorte qu'il avoit alors une flotte considérable, quant au nombre des bâtimens & du monde qui étoit à bord ; mais c'étoit des navires sans force, remplis de gens plus propres à causer de l'embarras qu'à rendre service. Les Colons prirent aussi-tôt possession de la ville, & la flotte s'éloigna de cet endroit.

Pendant ce tems-là, il y avoit un plan en agitation pour lever une armée sur le derrière des Colonies, & principalement de la Virginie, & des deux Carolines, où l'on croyoit trouver grand nombre de Royalistes. On espéroit aussi que quelques races d'Indiens se joindroient à ces derniers, & que par ce moyen ils pourroient non-seulement causer beaucoup de trouble aux Américains, mais même former une jonction avec le Gouverneur. L'auteur de ce projet étoit un nommé Conelly, de la province de Pensylvanie, homme actif & entreprenant, & qui sembloit fait pour une pareille entreprise.

Son deſſein étant approuvé de Milord Dunmore, ^{1775.} il entra en négociation avec les Indiens de l'Ohio, & avec ſes amis ſur le derrière de la Virginie. Cette négociation fut accompagnée de beaucoup de difficultés & de dangers ; mais elle réuſſit à ſa ſatisfaction. Là-deſſus il retourna vers le Gouverneur, qui l'envoya à Boſton avec des lettres de créances. Le Général Gage lui donna une commiſſion de Colonel-Commandant, & promit de lui procurer du ſecours au tems marqué. On avoit deſſein de faire ſervir à l'exécution de ce projet les garniſons que les Anglais ont à *Detroit*, & dans les autres forts ſur les derrièreſ des Colonies, avec leur artillerie & les munitions. Notre aventurier eſpéroit auſſi tirer quelques ſecours du Canada; au moins en Officiers, & en volontaires. Il avoit pouvoir de donner toutes les commiſſions, devoit avoir la direction entière de la nouvelle armée, & auſſi-tôt qu'elle ſeroit en état, il avoit ordre de marcher par la Virginie, de manière à joindre Milord Dunmore, au mois d'Avril, dans le voiſinage d'Alexandrie, ſur la rivière Potowmac, où Son Excellence devoit amener une force maritime ſuffiſante, & les autres choſes néceſſaires. L'intention de Conelly étoit auſſi de couper la communication entre les Colonies Méridionales & les Septentrionales.

1775. Jusqu'ici cet homme entreprenant n'avoit pas mal réussi. Il avoit les plus belles apparences du monde que son plan auroit une heureuse fin ; mais en passant par Maryland, & lorsqu'il étoit prêt à atteindre le théâtre sur lequel il devoit agir, la vigilance, ou plutôt l'esprit méfiant de quelques Commissaires, frustra tout-d'un-coup toutes ses espérances. Il fut arrêté, lui, & deux de ses compagnons qui voyageoient avec lui, sur des soupçons. Ses papiers découvrirent tout le complot. Le plan général du dessein, une lettre du Gouverneur à un des Chefs des Indiens, & d'autres preuves authentiques qu'il avoit sur lui, ne laissèrent pas le moindre doute au sujet de ses intentions. Les papiers furent publiés dans les gazettes par le Congrès, & les trois aventuriers envoyés en prison.

Les Américains se trouvant alors maîtres de la ville de Norfolk, & du pays des environs, commencèrent, sous prétexte de rétaliation, à persécuter les Royalistes qui étoient restés dans le pays. Il paroît, à la vérité, que, lorsque ces derniers avoient été les plus forts, ils n'en avoient pas trop bien usé envers ceux qui différoient avec eux en opinion politiques : malheur attaché à presque toutes les guerres civiles, dans lesquelles les inimitiés sont beaucoup plus gran-

dés entre les deux partis, qu'entre deux nations étrangères, qui combattent pour la gloire. 1775.

Ceux qui étoient à bord des vaisseaux commencèrent, en même tems, à souffrir les incommodités de la faim, ne pouvant plus recevoir aucun secours des pays d'alentour. Sur ces entrefaites, la frégate *Liverpool* arriva d'Angleterre, sur quoi le Gouverneur envoya demander aux Colons, s'ils vouloient fournir des provisions aux vaisseaux de Sa Majesté. Ces derniers ayant répondu que non, & les bateaux ayant beaucoup à souffrir de la partie de la ville, qui est près du port d'où les Américains faisoient un feu continuel, il fut déterminé de la détruire.

Milord Dunmore fit avertir les habitans de se retirer avec leurs effets, & l'attaque commença le premier jour de l'année 1776. Une furieuse canonnade de la frégate la *Liverpool*, & de trois autres vaisseaux armés, secondée de quelques détachemens de matelots, & de soldats de marine, qui débarquèrent pour mettre le feu aux maisons les plus proches du rivage, réduisit bientôt cette belle ville en cendres. Dans cette occasion il y eut plusieurs personnes de tués & de blessés de part & d'autre. Tel

1775. fut le sort de la malheureuse ville de Norfolk, la plus considérable de toute cette Colonie pour le commerce, & qui étoit si florissante avant ces troubles, qu'en deux ans de tems, les rentes des maisons étoient augmentées d'un quart. On fait monter à 7,000,000 tournois la perte effuyée dans la ruine de cette place. Quelque nécessaire que paroisse cette mesure, ce devoit être un emploi bien désagréable à un Gouverneur de brûler une des plus belles villes de son Gouvernement. Après cette transaction, les Colons détruisirent toutes les plantations qui étoient à portée des vaisseaux, dans le dessein de les priver des moyens de subsister, & obligèrent le peuple à se retirer, avec leur bétail & leurs effets, plus avant dans la campagne.

La situation des autres Gouverneurs en Amérique n'étoit pas beaucoup plus agréable que celle de Milord Dunmore. Dans la Caroline Méridionale, Milord Guillaume Campbell ayant, dit-on, entré en négociation avec les Indiens, & ayant excité les habitans des derrières de cette Colonie, qu'on appelle Régulateurs, à prendre parti pour le Gouvernement Britannique, eut le malheur d'être découvert avant que son projet pût être exécuté. Cette découverte excita tellement la colère du peuple, qu'il fut

obligé d'abandonner *Charles-Town*, & de se retirer à bord d'un vaisseau de guerre qui étoit dans la rivière, & ne retourna pas d'avantage au siège de son Gouvernement. 1775.

En même tems M. Drayton, Juge de la Cour supérieure, & l'un des Chefs de l'opposition, marcha avec des troupes contre les Régulateurs, & conclut un traité avec leurs Chefs, par lequel ils s'engageoient à ne donner aucun secours aux Anglais, & à demeurer neutres durant la guerre.

Un Conseil de treize personnes fut ensuite élu pour le Gouvernement de la province, & un Comité de quatre-vingt-dix-neuf pour assister le Conseil, lorsque l'occasion le demanderoit. Comme ils reçurent alors avis qu'on préparoit en Angleterre un armement contre cette Colonie, ils mirent tout en usage pour la mettre en état de défense, pour discipliner les troupes, se procurer des armes & de la poudre, & sur-tout pour fortifier *Charles-Town*.

M. Martin, Gouverneur de la Caroline Septentrionale, suivoit les mêmes mesures que M^lord Campbell; mais il étoit beaucoup plus actif & plus violent. Il n'eut, cependant, pas.

1775. plus de succès. On l'accusa de fomenter une guerre civile, & de vouloir exciter un soulèvement parmi les nègres, sur quoi il fut déclaré ennemi de l'Amérique par le Congrès Provincial, & il fut défendu à toute personne de correspondre avec lui. Il répondit à ce procédé par une proclamation d'une longueur extraordinaire ; mais le Congrès déclara que c'étoit un libelle séditieux, rempli de malice, de scandale, & d'impertinence, & la condamna à être brûlée par la main du bourreau.

Comme le Gouverneur espéroit être capable de lever une force considérable, tant parmi les Régulateurs que parmi les habitans de la province, dont plusieurs étoient Ecoffais, il commença à fortifier son palais à *Newbern*, afin qu'il servît tout-à-la-fois de garnison & de magasin. Mais comme il fesoit amener des canons pour accomplir son dessein, cette mesure excita un tel soulèvement parmi le peuple, qu'il fut obligé d'abandonner son palais, & de se sauver à bord d'un navire, qui étoit dans la rivière du *Cape Fear*.

Les habitans découvrirent alors de la poudre, des boulets, des balles, & d'autres provisions de guerre, enfouies dans le jardin, & dans la
cour

cour du palais, ce que servit à augmenter leur rage, chacun regardant cela comme un complot contre sa propre vie. 1775.

Cette province avoit déjà adopté les mêmes mesures que la Caroline Méridionale, tant pour le Gouvernement de la Colonie que pour lever une armée, se procurer des armes & des munitions. Le Congrès Provincial envoya une adresse au peuple de la Grande-Bretagne & d'Irlande, à-peu-près de la même nature que celles que nous avons déjà vues, faisant toujours les plus grandes protestations de loyauté, & témoignant le désir le plus ardent d'en venir à une heureuse réconciliation.

M. Gage, Généralissime des troupes Britanniques dans le nouveau-monde, étant retourné en Angleterre au commencement d'Octobre, le commandement fut laissé au Chevalier Howe, qui publia bientôt après un édit, par lequel ceux qui tâcheroient de quitter la ville de Boston sans permission, devoient être punis comme défecteurs; &, au cas qu'ils parvinssent à s'échapper, condamnés comme traîtres, & leurs biens confisqués. Par un autre, qui parut peu après, il fut permis aux habitans de sortir à condition

1775. qu'ils n'emporteroient qu'une certaine somme d'argent. Ceux qui aimèrent mieux rester, furent obligés de signer une association par laquelle ils s'offroient à défendre la ville, & le Général arma ceux qu'il jugea à propos, leur fit apprendre l'exercice, & les soumit à la discipline militaire. Les autres payèrent leur part en argent.

Comme le tems de l'enrôlement des foldats qui assiégeoient Boston étoit près d'expirer, des Commissaires du Congrès Général furent envoyés au camp, afin de prendre avec le Général Washington les mesures nécessaires pour les empêcher de s'en retourner chez eux. Ils n'eurent pas beaucoup de peine à s'acquitter de leur commission ; car toute l'armée se rengagea volontiers pour un an. De toutes les difficultés que les Américains eurent à combattre dans leur établissement d'une force militaire, rien ne leur causa tant d'embarras que le manque de poudre. Car quoiqu'ils s'appliquassent avec la plus grande diligence à se procurer du nitre, & les autres matériaux nécessaires pour la composition de cet article, il est visible que les progrès de leur industrie devoient être lents, & ses effets fort éloignés. Ils n'avoient pas encore com-

mencé de commerce avec les Puissances de l'Eu- 1775.
rope, ni pris les mesures qui leur ont, depuis, }
procuré des provisions de guerre en abondance.
La disette de poudre étoit si grande, qu'on dit
qu'à l'affaire de *Bunker's-Hill*, les soldats n'a-
voient plus un seul coup à tirer. L'armée qui
étoit devant Boston fut aussi, pendant un certain
tems, dans un si grand besoin de cet article,
que rien n'étoit capable d'empêcher qu'elle ne
fût dispersée que l'ignorance où étoient les An-
glais de leur condition. Ils mirent, pourtant,
en usage tous les moyens imaginables pour sup-
pléer à ce besoin, & entr'autres expédiens, ils
firent acheter sous main, & sans qu'on en eût
le moindre soupçon, toute la poudre qu'il y
avoit sur la côte d'Afrique, dans les navires qui
font le commerce de nègres. Ils pillèrent aussi
un magasin dans l'isle de Bermude, d'où ils
en prirent cent barrils, en quoi ils furent secrè-
tement favorisés par les habitans, qui préten-
dirent, néanmoins, n'en avoir eu aucune con-
noissance.

La ville de Falmouth, située dans la partie
septentrionale de la province de Massachusset,
ayant excité l'indignation de l'Amiral au sujet
d'un mât de navire que ses habitans refusèrent

1775. de laisser embarquer, fut condamnée à être réduite en cendres. L'Officier qui commandoit les vaisseaux en cette occasion, donna deux heures aux bourgeois pour pourvoir à leur salut ; mais, sous prétexte d'une négociation, par laquelle ils promettoient de délivrer leur artillerie, & leur mousqueterie, à condition que la ville fût épargnée, ils obtinrent jusqu'au lendemain matin. Cette promesse n'étoit, pourtant, que pour gagner du tems. Ils transportèrent pendant la nuit autant de leurs effets qu'il leur fut possible, & refusèrent ensuite de la tenir.

Le 18 d'Octobre, à neuf heures du matin, les vaisseaux commencèrent une furieuse canonnade, qui dura pendant tout le jour. On tira dans la ville plus de trois mille boulets, sans compter les bombes & les carcasses. Les matelots débarquèrent pour achever la ruine de la place ; mais ils furent repoussés avec perte. La principale partie de la ville qui étoit le long du rivage, composée d'environ cent trente maisons, deux cens soixante-dix-huit magasins, une église nouvellement bâtie, l'hôtel-de-ville, & la bibliothèque publique, furent toutes réduites en cendre. Environ cent des plus mauvaises maisons échappèrent à l'incendie à la faveur de

leur distance du port ; mais elles furent fort endommagées. 1775.

Le fort de Falmouth accéléra probablement la résolution hardie de l'Assemblée de la province de Massachusset. Le 13 de Novembre, elle passa un acte pour accorder des lettres de marque & de représailles, & pour établir des cours d'Amirauté, afin de juger les vaisseaux Anglais qui tomberoient entre leurs mains. Dans cet acte il est déclaré que l'intention des Américains est uniquement de protéger leurs côtes & leur navigation ; & le pouvoir de faire des prises, ne s'étend qu'aux vaisseaux employés à fournir des provisions aux armées qui les attaquent.

Pendant l'été le Congrès Général avoit été occupé à dresser un plan pour former une confédération, & une union perpétuelle entre les Colonies qui étoient déjà associées, avec la liberté d'y admettre celles de Quebec, de Saint-Jean, de la Nouvelle Ecosse, des deux Florides, & de Bermude. Ce plan contenoit des règles pour leur Gouvernement, tant en tems de paix que de guerre, par rapport aux Puissances étrangères, & à chaque Colonie en particulier. II

1775. } devoit être soumis à l'inspection de toutes les
Assemblée, &, si les articles qu'il contenoit en
étoient approuvés, elles devoient donner pou-
voir à leurs Délégués de les ratifier au Congrès
suivant. En ce cas leur confédération devoit
rester ferme & immuable jusqu'à ce qu'elles
fussent soulagées de leurs griefs, jusqu'à ce que
les habitans de Boston & de *Charles-Town* fus-
sent dédommagés de leurs pertes, qu'elles fus-
sent remboursées des frais de la guerre, & que
les troupes Anglaises fussent rappelées de l'A-
mérique. Quand ces évènements auroient lieu,
les Colonies renoueroient leur ancienne amitié
avec la Grande-Bretagne, faute de quoi la con-
fédération devoit être perpétuelle.

Les Membres du Congrès déclarèrent aussi
que, comme la récolte de l'Amérique étoit
cette année fort abondante, & beaucoup plus
que suffisante pour la consommation de ses habi-
tans, si les actes du Parlement, au sujet de leur
commerce, n'étoient pas révoqués dans l'espace
de six mois, à dater du 20 de Juillet, les doua-
nes seroient fermées, & les ports des Colonies
ouverts à toutes les nations qui voudroient pro-
téger leur commerce, francs de tous droits
pour toutes sortes de marchandises, excepté du

thé, ou celles qui viendroient de la Grande-Bretagne, & de ses dominations. Pour encourager davantage les étrangers à commencer un commerce avec les Colons, ils promirent de maintenir & de supporter, autant qu'il seroit en leur pouvoir, la liberté de ce commerce pendant deux ans, quoi qu'il pût arriver, soit qu'ils se réconciliaissent avec les Anglais, ou non, & autrement, tant que les nouvelles lois existeroient. 1775.

Ils suspendirent, outre cela, sans plus tarder, la résolution qu'ils avoient prise, de ne point recevoir de marchandises de l'Europe, en faveur des vaisseaux qui apporteroient de la poudre, du nitre, du soufre, de bons fusils avec des baïonnettes, ou des canons de fonte. Ces vaisseaux devoient recevoir la valeur de leur cargaison en marchandises,

Le 6 de Décembre, le Congrès Général publia une déclaration en réponse à l'édit du Roi pour supprimer la sédition & la rebellion qui avoit paru à *Saint-James* au mois d'Août. Dans cet écrit, les Membres nient que les Colons soient coupables de trahison & de rebellion, crimes dont ils étoient accusés : ils font

1775. ensuite plusieurs remarques critiques sur une clause de cet édit, qui défend au peuple Anglois, sous les peines les plus sévères, d'avoir aucune correspondance avec les Américains, & de leur donner aucun secours. Non contents, cependant, de ces observations critiques, ils protestent, au nom des habitans des Colonies-Unies, que quelque punition que leurs ennemis infligent sur les personnes qui sont en leur pouvoir, pour favoriser, aider, & protéger la cause de la liberté de l'Amérique, la pareille sera rendue à ceux qui favoriseront, aideront, ou protégeront le système tyrannique du Ministère, & qui tomberont entre leurs mains.



C H A P I T R E V,

QU I T T O N S pour un tems le Continent du 1775.
nouveau-monde, & transportons-nous dans cette
isle fortunée, où il est permis au Philosophe de
déclarer librement ses pensées, au Politique de
découvrir les crimes des Ministres, & au peu-
ple de s'opposer aux tyrans. Heureux Bretons,
si vous connoissiez le prix de ce que vous pos-
sédez, & si, toujours animés de l'amour de la
patrie, vous aviez le courage de résister en tous
tems aux appas séducteurs que l'on offre à votre
intégrité.

Le Ministère Anglais qui, comme nous l'a-
vons dit plus haut, avoit à sa dévotion la ma-
jorité du Parlement, pouffoit avec vigueur son
plan favori de soumettre l'Amérique. Argent,
vaisseaux, foldats, provisions, il n'avoit qu'à
parler, ses demandes étoient autant de lois aux-
quelles les supposés Représentans du peuple
obéissoient avec le plus grand zèle.

Les Membres de l'Opposition n'épargnoient
rien de leur côté pour s'opposer à ses mesures ;
&, pour faire voir au Roi que la majorité du
Parlement ne composoit pas la majorité de la

1775. Nation, ils engagèrent les principales villes du

Royaume à présenter des requêtes à Sa Majesté pour la prier de discontinuer les hostilités. Le Trône se trouva bientôt accablé de requêtes ; mais celle de la ville de Londres fit sur-tout beaucoup d'éclat, & pensa avoir des suites funestes. C'étoit la coutume que le Roi fût assis sur le Trône pour recevoir les pétitions des citoyens de cette Métropole, & le Chambellan les ayant averti que Sa Majesté ne recevroit plus désormais de leur part aucune requête sur le Trône, à moins qu'elle ne fût celle de tout le Corps de ville, cette conduite causa la plus grande fermentation. Les Magistrats formèrent là-dessus un grand nombre de résolutions, & entr'autres il fut déclaré que quiconque donnoit de pareils avis au Roi étoit ennemi des droits du sujet, parce qu'ils tendoient à empêcher les plaintes du peuple de parvenir jusqu'au Souverain, à prévenir le soulagement de leurs maux, & à aliéner l'affection des Anglais de la Famille de Brunswick.

Ils travaillèrent ensuite à une autre requête, qui fut conçue en des termes beaucoup plus violens que celles qu'ils avoient déjà présentées, dans laquelle, entr'autres choses, ils prient Sa Majesté de considérer la triste situation de ses

peuples, puisqu'ils n'ont plus rien à attendre de l'Amérique que des gazettes pleines de sang, & des listes affreuses de leurs frères égorgés. Ils accusent aussi le Grand Conseil & les Ministres, & finissent en demandant la dissolution du Parlement, & un changement total dans le Ministère. Il fut ensuite résolu que cette requête ne seroit présentée que sur le Trône ; après quoi les Chérifs allèrent demander à Sa Majesté quand il lui plairoit de la recevoir. On leur fit réponse que le Roi la recevrait le lendemain à son lever, sur quoi l'un des Chérifs répliqua que c'étoit la résolution du *Lord* Maire, & des autres Magistrats, que leur pétition ne fût présentée que sur le Trône. Le Roi leur fit dire sur-le-champ, qu'il étoit toujours prêt à recevoir les requêtes de ses sujets ; mais qu'il étoit meilleur juge que personne de l'endroit où il devoit le faire.

Les Magistrats ordonnèrent que cette réponse fût mise dans les archives de la cité, après quoi ils firent les déclarations suivantes : “ Que le
“ Roi est obligé d'écouter les plaintes de son
“ peuple, & qu'en cela il ne lui fait aucune
“ grace, puisque c'est un droit qu'il ne sauroit
“ lui disputer ; que la réponse de Sa Majesté
“ étoit un refus évident de vouloir leur accor-

1775. “ der ce droit ; qu’un pareil refus rend inutile
“ le droit de présenter des requêtes au Trône,
“ reconnu & établi au tems de la Révolution ;
“ & que le conseiller, directe ou indirecte, de
“ ce refus, étoit ennemi de la félicité & de la
“ sûreté du Souverain, ainsi que de la paix &
“ de la liberté du peuple.”

Ils firent ensuite imprimer leur pétition, & ordonnèrent aux Chérifs d’en donner une copie au Roi en mains propres, signée du Greffier. Cela fut exécuté ; mais ils n’eurent aucune réponse.

Le Ministre, pour contre-balancer ces adresses, tâcha aussi d’en procurer en faveur de ses mesures dans les villes où il avoit du crédit ; mais il ne put en obtenir que de quelques petites places, & même dans ces endroits elles n’étoient signées que de la lie du peuple. La ville de Manchester est la plus considérable qui ait approuvé la guerre de l’Amérique. Ce n’étoit par-tout que cabales ; les papiers de nouvelles étoient remplis d’argumens pour & contre, & la foule d’écrivains aux gages de la Cour tâchoient, si-non de réfuter leurs adversaires par des raisons solides, au moins d’éblouir les yeux de la populace par des phrases pompeuses.

M. Penn, ci-devant Gouverneur de la Pensylvanie, & l'un des descendans de ce fameux Penn 1775.
premier fondateur de cette colonie & de la secte
appelée *Quakers* ou Trembleurs, arriva à-peu-
près dans ce tems-là à Londres avec une requête
signée de tous les Membres du Congrès, qu'il
donna à Milord Dartmouth pour être présentée
au Roi. Cette requête étoit couchée dans les
termes les plus soumis, & représentoit les Co-
lons comme ayant un désir sincère de se récon-
cilier avec la Grande-Bretagne. Les gens pa-
cifiques espéroient alors voir bientôt terminer
ces malheureuses dissensions si préjudiciables à
la félicité de l'empire ; mais toutes leurs espé-
rances s'évanouirent, en apprenant que le Mi-
nistre pour le département de l'Amérique avoit
dit à M. Penn, qu'on ne feroit aucune réponse
à la pétition du Congrès.

Il n'étoit pas à croire que l'ame du Conseil,
& un Ecoffais sur-tout, peuple qui pousse ordi-
nairement la persévérance à l'excès, eût aban-
donné son système dans un tems où il avoit
surmonté les plus grandes difficultés, & s'étoit
procuré les moyens les plus probables de le
mettre en exécution. Après avoir inutilement
tenté d'obtenir 20,000 Russes de la Sémiramis
du Nord, & la brigade Ecoffaïse qui est au ser-

1775. vice de la Hollande, le Ministre avoit enfin réussi dans ses négociations avec quelques petits Princes Allemands, despotes qui sont toujours prêts à donner leurs soldats au plus offrant, & qui n'ont d'autre ressource pour supporter le faîte de leurs cours ridicules que la vente du sang de leurs sujets. Le Landgrave, & le Prince Héréditaire d'Hesse-Cassel, avec le Duc de Brunswick, avoient promis de lui fournir environ 17,000 hommes, à des conditions, pourtant, qui marquoient bien le besoin des Anglais. Ces derniers devoient payer sept louis par homme, & outre cela fournir des subsides considérables à ces petits Souverains. Les troupes entroient à la solde d'Angleterre immédiatement après le traité, & les subsides devoient continuer deux ans après qu'elles seroient retournées dans leur pays. Quelque exorbitantes que paroissent ces conditions, elles furent néanmoins acceptées avec joie.

Vers la fin de la saison le Gouvernement avoit fait une dépense immense pour envoyer des provisions de toute espèce à l'armée qui étoit bloquée dans Boston. Comme le manque de fraîches provisions étoit un des plus grands maux que les soldats eussent à souffrir, ce fut un des premiers objets du Ministre d'y porter

remède : il fit donc embarquer tout vivans 1775.
5000 bœufs, 14,000 moutons, & un nombre
prodigieux de cochons. Il fit outre cela acheter
un nombre incroyable de légumes, qui furent ac-
commodés pour le voyage, & 10,000 tonneaux
de forte bierre. On envoya aussi 180,000 boîs-
seaux de charbon, outre beaucoup de fagots.
Les difficultés qu'il y avoit d'envoyer des pro-
visions des Isles Britanniques à une armée qui
étoit à plus de mille lieues, les dangers qu'il
falloit courir en traversant un océan immense,
outre le risque d'être pris par les corsaires Amé-
ricains, les frais de transport joints aux dépenses
de toutes les denrées nécessaires, paroissoient des
raisons plus que suffisantes pour engager la Cour
de Londres à céder aux demandes des Colonies;
mais, comme je l'ai déjà avancé, l'opiniâtreté
est un des plus grands défauts des Ecoffais, &
malheureusement pour la Grande-Bretagne c'é-
toit un homme de cette nation qui tenoit le
gouvernail de l'empire. Outre les sommes
considérables qu'exigeoient les provisions ci-
dessus mentionnées, il falloit encore de la fleur,
du grain, & des viandes salées. L'on fit aussi
passer pour les besoins contingens des troupes
près de 12,000,000 de livres tournois en espèces
d'Espagne & de Portugal.

1775.

Il sembloit qu'avec de pareils secours l'armée seroit amplement pourvue, & que l'on n'entendrait plus les plaintes importunes des militaires au sujet de la mauvaïseté des provisions ; mais il n'arriva point la moitié de ces rafraîchissemens dans Boston. Soit par la négligence des Ministres, ou par des accidens qu'on n'avoit pu prévoir, les vaisseaux de transport ne furent prêts à faire voile, que lorsque l'année étoit si fort avancée que leur passage étoit pour ainsi dire impraticable. Cela fit qu'ils furent retenus par les vents contraires sur les côtes d'Angleterre, & tellement tourmentés par des tempêtes que la plupart de leurs cochons & de leurs moutons moururent, de sorte qu'on ne voyoit dans la Manche que les carcasses flottantes de ces animaux : une grande partie des légumes fut aussi gâtée. Leur condition ne fut pas plus agréable quand ils s'approchèrent du nouveau-monde ; car les vents périodiques, ayant alors commencé à souffler, les empêchèrent de gagner les côtes du Continent, & les jetèrent dans les isles où plusieurs arrivèrent dans un triste état : d'autres, qui avoient gagné les côtes avec beaucoup de difficulté, furent pris ou par les corsaires Américains, ou dans les ports & criques où ils s'étoient mis à l'abri du mauvais tems. Le petit nombre qui arriva à Boston avoit battu

les

les mers pendant trois ou quatre mois, & conséquemment leur cargaison étoit fort endommagée. 1775.

Le Ministère, après avoir fait déclarer les Américains rebelles, avoit une autre ressource pour décourager les Membres de l'Opposition. Il faisoit remplir les papiers de nouvelles, par ses écrivains, de prétendus complots, de conspirations formées, de trahison, & de mille autres choses de cette nature. Les uns disoient qu'on avoit intercepté plusieurs lettres de quelques-unes des principales personnes du royaume, écrites aux Membres du Congrès; d'autres, que la Tour seroit bientôt remplie de ces promoteurs de la Rebellion. On alloit même jusqu'à décrire quelques Sénateurs qui, à ce que l'on prétendoit, n'oseroient plus paroître au Parlement. La Cour ne s'en tint pas à ces insinuations; & il fut un jour annoncé dans la gazette qu'un appelé M. Sayre, Américain de naissance, & alors banquier à Londres, avoit été envoyé à la Tour par le Secrétaire d'État, pour crime de lèse-majesté. On croyoit d'abord que le crime dont M. Sayre étoit accusé, c'étoit d'avoir fait des remises d'argent en Amérique, ou d'avoir correspondu avec les rebelles; mais on ne fut pas peu surpris quand on fut la nature de l'offense dont il étoit accusé. Un Officier

1775. des gardes que ce Monsieur recevoit chez lui avec beaucoup de bonté, & à qui il avoit donné plusieurs fois à dîner, déclara au Comte de Rochford que M. Sayre avoit formé le dessein de se saisir de la personne du Roi dans son passage à la Chambre des Pairs, de le mener ensuite à la Tour, & de renverser toute la forme du Gouvernement. Les moyens dont il devoit se servir pour exécuter ce projet, étoient de distribuer une somme d'argent à quelques serjeants des gardes afin de les corrompre ; & ceux ci devoient à leur tour corrompre une partie de leurs soldats, avec lesquels, en présence de plus de 20,000 personnes qui sont toujours assemblées ce jour-là, ils auroient conduit le Roi à la Tour. Les gardes de la Tour, suivant le rapport de l'accusateur, seroient corrompus de la même manière. Quelque absurde que fût un pareil dessein, le Secrétaire d'État affecta d'y ajouter foi, & fit saisir le Banquier & tous ses papiers, & après l'avoir confronté avec l'Officier, l'envoya sur-le-champ à la Tour. Une pareille accusation en France se seroit terminée par la mort de l'accusateur, ou de l'accusé ; mais ce qu'il y a de singulier, c'est que ni l'un ni l'autre ne fut puni. M. Sayre fut peu de tems après reconnu innocent, & le Secrétaire d'État condamné à lui payer la somme

de 20,000 livres tournois, & on n'entendit plus parler de l'Officier; preuve évidente que ceci n'étoit qu'un tour du Ministre afin d'inspirer de la terreur. 1775.

A l'ouverture du Parlement qui se fit le 25 d'Octobre, le Roi vint comme à l'ordinaire débiter une courte harangue à cette assemblée, dont le but est toujours qu'il lui faut de l'argent pour fournir aux dépenses de l'État. Il se plaignit de l'esprit de rebellion qui régnoit dans les Colonies, exposa ses intentions de forcer les rebelles à rentrer dans le devoir, déclarant pourtant qu'il étoit prêt à leur pardonner dès qu'ils reconnoîtroient leur erreur, parla des Hanovriens qu'il avoit envoyés dans les garnisons de Gibraltar & de Mahon afin de se servir des troupes Anglaises dans le nouveau-monde, & finit en disant que, suivant les apparences des affaires de l'Europe, & les assurances qu'il avoit reçues des différentes Puissances de cette partie du monde, les mesures qui seroient adoptées par le Parlement ne seroient interrompues par aucune Puissance étrangère.

Cette harangue ne fut pas du tout du goût du parti de l'Opposition. Il y eut des débats terribles dans les deux Chambres, au sujet de

1775. la réponse qu'on y devoit faire. La mesure
fur-tout d'envoyer des troupes étrangères dans
une partie des dominations de la Grande-Bre-
tagne, fans le consentement du Parlement, fut
déclarée contraire aux lois de l'empire; mais
toutes ces disputes ne servirent qu'à faire voir
dans la Chambre des Pairs l'éloquence du Duc
de Richmond, du Marquis de Rockingham, &
de plusieurs autres Seigneurs respectables; &
dans la Chambre des Communes, celle de
M. Burke & de M. Fox. Le parti de ces
Messieurs étoit trop petit pour s'opposer à celui
du Ministère, qui dans une division avoit tou-
jours deux voix contre une. Finalement la
harangue du Roi fut approuvée, & on lui fit
la réponse la plus gracieuse. Les Communes
dirent qu'elles étoient prêtes à sacrifier leur vie
& leurs fortunes pour le service de Sa Majesté,
& pour l'aider à soumettre ses sujets rebelles.

Dix-neuf Pairs protestèrent cependant contre
cette réponse, & assignèrent les raisons suivantes
comme les causes de leur protestation: parce que la
guerre est injuste, contraire à la saine politique;
que l'exécution en est très-dangereuse, & les
conséquences funestes. Ils condamnent dans les
termes les plus forts la conduite du Ministère,
pour avoir rejeté les requêtes des Colonies, &

fait semblant de douter de leur loyauté. Ils 1775.
disent qu'il est de la plus grande absurdité de ne
point croire leurs propres sujets, & d'ajouter foi
aux ennemis naturels de l'Empire, voulant dire
les Français ; que ces derniers regardoient avec
plaisir les forces de la Grande-Bretagne, capa-
bles, étant réunies, de porter la terreur au milieu
de leurs dominations, s'entre-détruire ; que cha-
que évènement étoit une victoire pour eux ; que
les hôpitaux mêmes remplis de blessés étoient
pour eux des triomphes journaliers, & d'autant
plus grands qu'ils ne risquoient ni hommes, ni
argent.

Ils censurent la mesure d'employer des trou-
pes étrangères dans le service Britannique
comme disgracieuse & dangereuse, & finirent
par ces mots : *c'est pourquoi nous ne pouvons
donner notre consentement à une réponse capable de
tromper Sa Majesté, & de faire croire au Public
que cette Chambre a une confiance entière en des
Ministres qui ont induit le Parlement en erreur,
désbonoré la Nation, perdu les Colonies, & qui
nous ont plongés dans une guerre civile tout-à-fait
contraire à nos intérêts les plus chers, & sur les
principes les plus injustes, répandant inutilement
le sang de milliers de nos compatriotes.*

1775. Ce projet n'empêcha pas le Ministre de déclarer, quelque tems après, au Parlement, qu'il auroit besoin pour l'année prochaine de vingt-huit mille matelots, & de cinquante-cinq mille hommes pour le service de terre, & que la dépense de ces derniers monteroit à plus de 44,000,000 liv. tournois. Il y eut là-dessus encore de furieux débats ; mais quand on en vint à la division des voix, le Ministre l'emporta par une majorité de plus de deux contre une.

Il se fit alors un changement dans plusieurs départemens du Ministère ; &, entr'autres, Milord George Germaine , depuis Vicomte Sackville, fut fait Secrétaire d'Etat pour les Colonies, au lieu du Comte de Dartmouth, qui fut nommé Garde des Sceaux.

Quoique le parti de l'Opposition fût presque toujours fût d'être accablé par la grande majorité qui étoit du côté du Gouvernement, & qu'il n'eût encore obtenu aucune de ses demandes, le Duc de Richmond proposa dans la Chambre des Pairs, qu'il étoit convenable d'examiner M. Penn. Les raisons que ce Seigneur & ses amis avancèrent pour soutenir cette proposition, parurent si justes que le parti adverse, mal-

gré sa répugnance à une pareille mesure, fut, 1775.
après quelques mauvais argumens, obligé de
céder à l'évidence ; & conformément M. Penn
parut dans la Chambre haute pour y subir un
examen. Ce gentilhomme étoit, peut-être, la
personne la plus capable de donner toutes les
informations nécessaires au sujet de l'état & de
la disposition des Colonies. Il connoissoit pres-
que tous les Membres du Congrès, avoit été
Gouverneur de la Pensylvanie, résidoit dans la
ville où se tenoit cette Assemblée, & avoit eu
toutes les occasions du monde, par le moyen de
ses amis & de ses connoissances, de savoir la
façon de penser des Colons. C'étoit d'ailleurs
un homme de beaucoup de jugement, & inca-
pable de vouloir favoriser l'indépendance des
Colonies, puisqu'un pareil évènement n'auroit
fait que diminuer sa fortune, & les privilèges
de sa famille.

Nous mettrons ici devant les yeux de nos
Lecteurs la partie la plus intéressante de cet
examen, qui se fit par demandes, & par répon-
ses. M. Penn nia absolument que le Congrès
eût formé aucun dessein d'indépendance. Il
déclara que les Membres de cette Assemblée
avoient été élus d'une manière légitime ; que
c'étoit des gens respectables, capables de décou-

1775. } vrir les sentimens des Colons, & qu'ils avoient en effet découvert les sentimens de leurs Constituans ; que chaque province vouloit être gouvernée par ses propres décisions ; que les Américains ne fesoient la guerre que pour la défense de ce qu'ils croyoient leur liberté ; que l'esprit de résistance étoit général, & qu'ils s'imaginoient être capables de maintenir leurs droits contre les armes de la Grande-Bretagne ; que la Pensylvanie seule contenoit environ soixante mille hommes en état de porter les armes ; que vingt mille d'entr'eux s'étoient déjà engagés de servir sans paie, & qu'ils avoient été armés & incorporés avant son départ.

Lorsqu'on lui demanda quelle sorte de gens étoient ces volontaires, il répondit, qu'ils étoient les personnes les plus riches de l'endroit. Il ajouta qu'on avoit levé depuis quatre mille cinq cens *Minute-men* dans la province, qui devoient recevoir la paie aussi-tôt qu'on auroit besoin de leurs services ; que les Colons avoient des moyens & des matériaux en abondance pour jetter des canons de fer ; qu'on jettoit des canons de fonte à Philadelphie, & qu'on y fesoit d'autres armes en perfection ; que les Colonies étoient fort mécontentes de l'accueil qu'avoient eu leurs requêtes précédentes ; mais qu'elles

comptoient beaucoup sur celle qu'il avoit apportée ; qu'on la regardoit comme le symbole de la paix, & que ses amis l'avoient félicité de ce qu'il en étoit le porteur ; qu'il étoit à craindre qu'elles ne fissent des alliances avec des Puissances étrangères, & qu'une fois ces alliances formées, il seroit, après cela, difficile de les rompre. On lui demanda encore, si les habitants des différentes provinces étoient alors dans un état de liberté ? Il répondit qu'ils croyoient l'être. Si les plus opulens d'entre le peuple ne préféreroient pas un état de liberté sous le Gouvernement Britannique à celle dont ils jouissoient alors ? Il dit qu'ils préféreroient le Gouvernement Anglais à tout autre, pourvu que leurs droits demeuraient entiers, & que, nonobstant leur résolution de supporter les mesures du Congrès, ils désiroient se réconcilier avec la Grande-Bretagne. Il ajouta que, si la requête qu'il apportoit étoit rejetée, les gens les plus sages de Philadelphie étoient d'avis qu'il n'y avoit plus aucun moyen de réconciliation. Le reste de l'examen roule sur l'acte du timbre, & d'autres actes du Parlement ci-devant mentionnés. Il ne faut pas oublier, pourtant, qu'un des Ministres lui demanda le degré de subordination que les Colonies vouloient reconnoître ; à quoi il répondit, qu'il croyoit qu'elles recon-

1775.

1775. noïtroient l'autorité impériale de la Grande-Bretagne, mais non point en fait de taxes.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que, depuis l'arrivée de M. Penn, aucun des Secrétaires d'Etat n'avoit daigné s'informer de la situation des affaires en Amérique, & que, sans le Duc de Richmond, il seroit probablement retourné sans avoir eu audience. Cela prouve bien que les Ministres apparens avoient un plan tracé qu'ils étoient obligés de suivre aveuglément. C'est ce qui leur fut reproché dans les termes les plus sévères par les *Whigs*, qui dirent, qu'ils agissoient comme des machines, sans avoir la liberté d'examiner la justice, la propriété, & les conséquences des mesures qu'ils suivoient.

Après l'examen, le Duc de Richmond donna son avis à la Chambre, & dit, que la requête du Congrès pouvoit servir de fondement à la conciliation des malheureuses querelles qui subsistoient entre la Grande-Bretagne & l'Amérique. Cette proposition fut admirablement bien soutenue par ce Seigneur & ses amis. Ils démontrèrent la nécessité d'une réconciliation à tous égards, soit par rapport à la situation même de l'Angleterre, à celle des Colonies, ou des Puissances étrangères : ils dirent qu'il n'y avoit

rien à espérer de cette guerre que carnage, dé-
folation, une augmentation de dépense, une 1775.
diminution de revenu, & toutes les calamités
ordinaires des guerres civiles : ils représentèrent
les difficultés insurmontables que l'on trouve-
roit, si l'on avoit dessein de faire absolument
la conquête de l'Amérique ; la force naturelle
d'un pays qui est rempli de forêts épaisses, de
marais fangeux, & par-tout entrecoupé de lar-
ges rivières ; l'impossibilité de fournir des pro-
visions de la Grande-Bretagne à une armée ca-
pable d'effectuer un pareil dessein, & le peu
d'espoir qu'il y avoit de trouver des vivres sur
les lieux, au cas que les Colons persistassent
dans la même résolution ; les avantages que ces
derniers retireroient d'être dans leur patrie, où
ils auroient tous les secours nécessaires, & la
connoissance du pays, dont chaque gorge &
défilé leur fourniroit autant de forteresses, &
chaque forêt une retraite assurée : ils ajoutèrent
que parcourir une province, saisir, piller, ou
détruire quelques-unes de leurs villes, ne seroit
d'aucune utilité à l'Angleterre, quoique cela
fût désavantageux aux Américains ; que la do-
mination des Bretons ne continueroit que tant
qu'ils auroient des troupes dans les pays con-
quis ; qu'aussi-tôt qu'ils quitteroient une Colo-
nie pour en assujettir une autre, la première se

1775. révolteroit encore, & qu'ainfi il n'y auroit jamais de fin.

A un tableau frappant des dangers qu'il y avoit à courir, & des difficultés qu'il y avoit à furmonter dans la poursuite de cette guerre, ils comparèrent les avantages de la paix, & firent voir que la requête des Colonies offroit une occasion favorable d'éviter les maux ci-dessus mentionnés. Ils dirent que, cette occasion une fois perdue, on ne la retrouveroit peut-être jamais; que la providence sembloit mettre au pouvoir des Ministres les moyens de sauver leur patrie de la ruine qui la menaçoit, sans choquer ouvertement leurs passions & leurs préjugés, puisqu'ils pouvoient alors, sans déshonneur, & sans bleffer leur orgueil, abandonner ces idées d'autorité, & de dignité, qui les avoient jusqu'ici aveuglés.

Ils observèrent ensuite que, comme, suivant le discours des courtisans, il ne s'agissoit plus à présent de lever un revenu en Amérique, la question de réconciliation devenoit moins compliquée; que le grand objet en discussion étoit de connoître les prétentions de la Grande-Bretagne, & ce que l'Amérique vouloit accorder; qu'il paroissoit que les prétentions de la première étoient la suprématie & un pouvoir législatif au

fujet du Gouvernement extérieur des Colonies, 1775. & des réglemens pour leur commerce ; que ces droits étoient suffisamment établis par les lois passées avant l'année 1763, & par l'acte de la navigation ; que, comme les Américains étoient prêts à retourner dans le même état où ils étoient avant 1763, le seul objet de contention qui restoit, étoit au sujet des lois qui avoient été faites depuis ce tems-là.

Là-dessus ils soutinrent que la requête du Congrès offroit une belle occasion de se réconcilier ; ensuite ils déclarèrent expressement qu'ils ne désiroient point qu'on fît aucune concession dérogatoire à l'honneur de la Grande-Bretagne. Les Représentans du peuple de l'Amérique, disent-ils, supplient Sa Majesté de rappeler ses troupes, ce qui doit être considéré comme une prière pour une suspension d'armes. Ce qu'ils veulent comme préliminaires, c'est la révocation de quelques actes, par lesquels il faut entendre ceux qui les privent de leur pêche, de leur commerce, & de leurs chartres. Ils ne font pas mention de la révocation des lois passées avant 1763, & il est probable qu'ils n'auroient jamais exigé pareille chose. Il seroit, cependant, juste & nécessaire de réviser ces lois, & de révoquer celles qui ne sont point équita-

1775. bles. Les Colons, poursuivent-ils, comme bien d'autres en pareilles circonstances, font dans la chaleur de la dispute monter leurs prétentions plus haut qu'ils ne l'auroient fait de sang-froid, & dans une position plus heureuse. Montrons-nous enclins à soulager les maux dont ils sont accablés, & on les verra faire des concessions eux-mêmes avec plus de promptitude qu'il n'est possible de se l'imaginer. Allons au-devant de la réconciliation qu'ils proposent aujourd'hui, & nous pourrons ensuite les engager à faire tout ce que nous voudrons.

Le parti de la Cour prétendit qu'il étoit impossible de reconnoître la requête du Congrès, sans abandonner la souveraineté du Parlement Britannique ; que traiter avec une Assemblée illégitime, qui étoit alors en armes, c'étoit autoriser leurs procédés, & les reconnoître comme les Représentans légitimes d'un Etat indépendant. S'ils étoient sujets, ils ne pouvoient s'assembler & délibérer que d'une manière conforme à la Constitution ; & s'ils ne l'étoient pas, il seroit ridicule de traiter avec eux, puisqu'ils prétendoient l'être.

Les Avocats du Ministère nièrent ensuite qu'on eût entièrement abandonné le dessein de

lever un revenu en Amérique ; mais, en suppo-
sant, continuent-ils, qu'on ait fait cette con-
cession, on ne doit pas conclure que, parce que
la Grande-Bretagne a abandonné l'exercice de
son autorité dans un certain cas, elle l'ait aussi
abandonné en tout. Les Américains nient le
droit de suprématie de ce royaume de la ma-
nière la plus positive ; car ils s'y opposent dans
toutes les occasions où il ne s'accorde point
avec leurs vues traîtresses, & leurs desseins sédi-
tieux. Ils refusent d'obéir à toutes les lois qui
ne leur plaisent pas, & ont ensuite l'effron-
terie de nous dire qu'ils reconnoissent l'auto-
rité législative de la Grande-Bretagne, ne lui
permettant pas, en même tems, d'exercer cette
autorité.

1775.

Quelques Seigneurs des plus violens soutin-
rent que la requête étoit une entreprise infi-
dieuse & traîtresse pour en imposer au Roi &
au Parlement ; que, tandis que les Membres
du Congrès tenoient un langage respectueux,
& fesoient de belles protestations dans leurs
adresses au peuple de la Grande-Bretagne &
d'Irlande, ils insultoient le Parlement, nioient
son autorité, & s'efforçoient d'exciter une rebel-
lion dans l'Empire, en invitant les sujets de
ces royaumes à se joindre à eux pour s'op-

1775. poser aux lois & au Gouvernement. Ils ajoutèrent qu'il n'y avoit point d'autre parti à prendre avec ces indignes rebelles que d'adopter les mesures les plus promptes pour les subjuguier, & les punir de leurs crimes.

Il y en eut aussi quelques-uns, quoique le nombre fût petit, qui s'efforcèrent de prouver que le témoignage de M. Penn étoit partial. A la fin les voix étant recueillies entre dix & onze heures du soir, il s'en trouva trente-trois pour la proposition du Duc de Richmond, & quatre-vingt-six pour le parti du Ministre.

Malgré les efforts des Patriotes pour la paix, le Parlement passa encore plusieurs actes, qui annonçoient qu'il étoit absolument déterminé dans le cabinet de continuer la guerre avec plus de vigueur, entr'autres un acte pour autoriser le Roi à lever la milice, & un autre, pour interdire tout commerce avec les Colonies. Par ce dernier il est aussi déclaré que tous les vaisseaux Américains pris sur la haute mer, ou dans les ports, seront au profit des preneurs, pourvu que ceux-ci soient au service de Sa Majesté. Cet acte annulle, outre cela, les lois au sujet du port de Boston, & de la pêche sur le Banc de Terre-Neuve, parce qu'elles devenoient pour lors insuffisantes,

suffisantes, & même inutiles ; il donne pouvoir 1775.
au Roi de nommer des Commissionnaires non-
seulement pour accorder des pardons à ceux qui
voudront rentrer dans le devoir, mais encore
pour s'informer des griefs dont les Colonies se
plaignent, & laisse à la discrétion de ces Com-
missionnaires le droit de déclarer, si telle ou
telle province est rebelle, ou sous la protection
de la Grande-Bretagne.

A-peu-près dans ce tems-là M. Burke pro-
posa dans la Chambre des Communes qu'on
examinât M. Delancey, Gentilhomme de con-
sédération à *New-York*, & qui avoit été obligé
de passer en Angleterre parce qu'il désapprou-
voit les mesures du Congrès ; mais cette propo-
sition fut rejetée : sur quoi les patriotes, pour
se moquer de cette opiniâtreté à refuser toute
information, proposèrent qu'il falloit en venir
à la résolution suivante : “ qu'il est inutile à
“ cette Chambre d'être informée de l'état actuel
“ des Colonies, de la disposition de leurs habi-
“ tans, & des effets probables de l'acte prêt à
“ passer, cette Chambre étant déjà suffisam-
“ ment instruite de toutes ces choses.” Je ne
vois pas ce qui pouvoit donner lieu à ce refus
de la part du Ministère, si non qu'il ne vouloit
pas qu'on fût la vérité : car M. Delancey étant

1775. d'un parti contraire à celui du Congrès, n'auroit certainement rien dit en faveur de cette Assemblée que ce qui étoit véritable.

Tout homme impartial pouvoit aisément voir que les vues du Ministre étoient d'étendre les prérogatives de la Couronne au dépens de la liberté du sujet. Ce qui se passa en Irlande ne laisse aucun doute sur ce que je viens d'avancer. Le Vice-Roi de ce royaume envoya à la Chambre des Communes un message signé de sa main, pour la prier au nom du Roi d'accorder quatre mille hommes au Gouvernement pour le service de l'Amérique, disant en même tems aux Membres de cette Assemblée que, pendant l'absence de ces troupes, ils cesseroient de pourvoir à leur dépense, & que, comme l'Irlande se trouveroit, par ce moyen, fort affaiblie, s'ils le jugeoient à-propos, Sa Majesté remplaceroit ces soldats avec un nombre égal de troupes étrangères protestantes, qui ne feroient point non plus à la charge des Irlandais. Il n'y a rien de plus clair que le but de cette proposition étoit de sapper les fondemens de la Constitution, en introduisant dans ce royaume des étrangers, sans consulter le Parlement de la Grande-Bretagne; car quoi de plus absurde que de payer pour huit mille hommes, tandis qu'on en a que qua-

tre ? Ne pouvoit-on pas aussi bien envoyer les troupes étrangères en Amérique, & laisser les Irlandais chez eux ? Quelque grande que fût l'influence du Ministre, cette tentative ne lui réussit, cependant, pas ; les Communes d'Irlande accordèrent les quatre mille hommes qu'on leur demandoit, mais refusèrent de recevoir des soldats étrangers. Elle lui causa aussi beaucoup d'embarras dans le Parlement de la Grande-Bretagne ; car, le 15 de Février 1776, M. Townshend se plaignit de la conduite du Vice-Roi, dans la Chambre des Communes, en ces termes : il dit, “ que le Comte d'Harcourt, “ Vice-Roi d'Irlande, en violation des privilèges, & en dérogation de l'honneur & de l'autorité de cette Chambre, avoit envoyé, le 23 de Novembre, à la Chambre des Communes d'Irlande, un message signé de sa main à cet effet.” Il en lut ensuite le contenu ; après quoi il proposa qu'on choisît des Commissaires pour examiner cette affaire, & en faire ensuite leur rapport à la Chambre. Cette proposition, quoique fort bien soutenue par les Membres de l'Opposition, eut le même sort que celles qui l'avoient précédée, c'est-à-dire, qu'elle fut rejetée par une grande majorité.

1776. Malgré toutes ces rebuffades, Messieurs de la minorité ne se rebutoient pas. A-peine avoient-ils perdu un poste qu'ils en attaquoient un autre avec une nouvelle ardeur. Quelques jours après, M. Fox, avec son éloquence ordinaire, proposa qu'il étoit nécessaire d'élire un Comité pour examiner les causes du mauvais succès des armes de Sa Majesté en Amérique, & de la défection des Canadiens. Il dit, qu'il n'avoit pas dessein de faire une récapitulation des causes de la malheureuse guerre de l'Amérique; qu'il ne vouloit pas remonter à la source d'où ces mesures tiroient leur origine; qu'il éviteroit de faire aucune réflexion sur un système dont le but étoit évidemment de renverser la forme du Gouvernement libre de l'Empire Britannique, parce que ces assertions pouvoient être disputées; mais qu'il exposeroit à l'attention de la Chambre des faits connus & indisputables. Il ajouta, qu'il ne parleroit pas de la justice, ou de l'injustice des mesures du Ministère; qu'au contraire, il vouloit bien accorder pour le moment qu'elles fussent parfaitement justes; mais après avoir fait toutes ces concessions en faveur des Ministres, il déclara que c'étoit son intention d'examiner les moyens qu'ils avoient employés pour rendre efficaces les résolutions

qu'ils avoient prises. Il dit, qu'il avoit dessein de faire son examen depuis l'année 1774, tems où les mesures coercitives avoient commencé. Il fonda la propriété de sa proposition sur les assurances répétées, & la certitude qu'il y avoit quelque part, de la mauvaise conduite, de l'incapacité, ou de la négligence; & qu'il falloit que les fautes dont on se plaignoit, & leurs conséquences fussent attribuées aux Ministres en Angleterre, ou aux Commandans des forces de Sa Majesté. 1776.

Il démontra qu'il n'y avoit point d'alternative; que les premiers, ou avoient formé des projets qui n'étoient point praticables, ou, s'ils étoient praticables, n'avoient point fourni les moyens de les mettre en exécution; ou que les derniers avoient fait de grandes fautes, & étoient conséquemment incapables de s'acquitter de leur devoir. Dans l'un ou l'autre de ces positions, continua-t-il, il est à-propos de savoir qui est coupable, ou, s'ils le sont tous, il est absolument nécessaire avant qu'il soit trop tard, & que la nation devienne la victime de leur mauvaise conduite, & de leur incapacité, que cette Chambre soit entièrement informée de ce dont il s'agit, afin de trouver les moyens de remédier au mal, quand elle saura, que les uns

1776. étoient aussi peu capables de former des plans d'opérations, que les autres de les exécuter.

Il ajouta, que, comme il avoit abandonné tout autre sujet de dispute pour simplifier la question présente, il espéroit que tout Membre indépendant feroit de son avis, & soutiendrait sa proposition.

Il ne voyoit pas, poursuivit-il, quelle raison on pouvoit alléguer pour refuser de donner son approbation à cette mesure : car, si les Ministres n'étoient pas des plus coupables, ils embrasseroient avec le plus grand plaisir une occasion de justifier leur conduite, & de faire voir au Public que les disgrâces & les malheurs de la Nation, & le mauvais ménagement des sommes immenses qu'elle avoit généreusement fournies, n'étoient point le résultat de leur ignorance, ni de leur incapacité, ou de leur manque d'intégrité. Il soutint que la justice publique exigeoit un pareil examen ; que ceux qui avoient été accusés avoient droit d'être entendus, & de défendre leur cause ; que, tenir cachées les informations nécessaires à leur justification, c'étoit faire une insulte à la Nation, & commettre un acte d'injustice envers des particuliers ; qu'il n'y avoit que les coupables qui pussent désirer

d'éviter cet examen, & qu'aucun des Officiers de Sa Majesté, tant sur terre que sur mer, n'étoit assuré de conserver son honneur, un seul moment, si sa réputation étoit ainsi sacrifiée pour cacher, protéger, ou pallier l'ignorance, les bévues, & l'incapacité des autres. 1776.

M. Fox entra ensuite dans le détail des mesures que l'on avoit suivies pour forcer les Américains à se soumettre à l'autorité de la Grande-Bretagne ; il peignit avec les couleurs les plus frappantes, & mit sous le point de vue le plus clair, pour me servir de ses propres expressions, *la folie du Cabinet, & l'ignorance des Gens en place*. Il fit voir que les plans d'opérations avoient été formés avec incapacité, & exécutés avec peu de conduite ; & finit en reprochant à la majorité des Membres cet acquiescement honteux & servile aux volontés des Ministres, acquiescement, ajoute-t-il, qui n'avoit jamais auparavant déshonoré les Conseils de la Grande-Bretagne, ni peut-être d'aucune autre nation.

Le parti de la Cour se trouva fort embarrassé dans ce débat. Les Ministres & leurs Avocats n'étoient pas d'accord entr'eux dans leur défense. Les uns se rejettoient sur les Officiers inférieurs ; d'autres avouoient fran-

1776. chement qu'il étoit vrai qu'on avoit fait peu de chose, qu'on avoit soutenu de grandes pertes, & qu'on avoit commis des fautes considérables ; mais tout cela devoit être attribué aux Américains, & non pas aux Ministres. Un jour viendrait où les Rebelles payeroient pour leur opiniâtreté. Cette mode de défense est réellement risible. D'autres, avec plus de vraisemblance, disoient, que les Colons avoient abusé de la clémence de la Grande-Bretagne, & du désir que cette dernière avoit d'en venir à une réconciliation ; que, tandis qu'elle retenoit la rigueur de ses châtimens, & qu'elle s'efforçoit de rétablir l'harmonie, la rebellion avoit acquis plus de force, & les Rebelles s'étoient préparés à la guerre ; que, par ce moyen, on avoit perdu une année en négociations inutiles ; mais que cela feroit toujours honneur à la Nation Britannique, en convaincant l'univers de la douceur, de la patience, & de la justice de son Gouvernement, tandis que, d'un autre côté, les Rebelles incorrigibles, qui s'y opposoient, seroient à jamais couverts d'infamie.

D'autres prétendirent que ce n'étoit pas alors le tems de faire un pareil examen ; qu'il falloit attendre jusqu'à la fin de la guerre ; que plusieurs des Officiers, que l'on vouloit examiner,

étoient alors hors du royaume, & s'efforçoient 1776.
par leur conduite de remédier aux maux dont
on se plaignoit, & de faire oublier les fautes
qu'ils avoient pu commettre. D'autres furent
tout-à-fait du sentiment des Membres de l'Op-
position, & blâmèrent fortement les mesures
que l'on avoit jusqu'ici suivies ; mais parurent
fort satisfaits de ce qu'on avoit changé de sys-
tème, & se promirent les conséquences les plus
heureuses de la vigueur avec laquelle on avoit
résolu d'agir contre l'Amérique.

La dispute continua avec chaleur, jusqu'à
près de trois heures du matin, après quoi on
recueillit les voix, & il s'en trouva cent quatre
pour la proposition de M. Fox, & deux cens
quarante pour le parti contraire.

Il y eut encore d'autres débats par rapport
aux traités avec les Princes Allemands, qui
s'étoient engagés à fournir des troupes ; mais la
majorité se trouva toujours pour la Cour.

Le Ministre pour le département de la
guerre avertit la Chambre à-peu-près dans ce
tems-là, qu'il demanderoit bientôt une somme
de 20,000,000 tournois, pour defrayer les dé-
penses extraordinaires des forces de terre, depuis

1776. le 9 de Mars 1775, jusqu'au 31 de Janvier
1776. Une somme si considérable, dépensée en si peu de tems, parut effectivement extraordinaire aux Membres de l'Opposition. Ils attaquèrent de nouveau les Ministres avec la plus grande furie, sans leur donner le tems de respirer, & parurent pour un tems les accabler sous la solidité de leurs argumens. Ils examinèrent les Journaux, & firent voir que ni la glorieuse campagne de 1704, qui avoit sauvé l'Empire d'Allemagne, ni celle de 1760, qui avoit acquis à l'Angleterre le vaste Continent de l'Amérique Septentrionale, n'avoit pas tant coûté que la honteuse campagne de Boston en 1775. Ils s'efforcèrent de prouver par différens calculs que le maintien d'une misérable armée de huit mille cinq cens hommes, enfermés dans Boston, & qui mouroient presque de faim, avoit, en moins d'un an, coûté à la Nation au taux de 2,200 liv. tournois par homme. Ils demandèrent, comment il seroit possible de faire subsister une armée de cinquante mille hommes en Amérique au même taux, sans compter la dépense qu'exigeoit la marine.

Toutes les figures de rhétorique furent mises en usage pour peindre avec les plus vives couleurs le règne glorieux de la Reine Anne, les

viictoires du grand Marlborough, & les succès de la guerre précédente. Les murs de la chambre retentirent des noms fameux des Godolphins & des Pitts, tandis que toute la force du ridicule, & les ironies les plus piquantes étoient employées pour faire le contraste de ce qui étoit arrivé du tems de ces grands hommes, avec ce qui se passoit alors. Blenheim & Schellenbourg furent mis en comparaison avec *Lexington & Bunker's-Hill*, & la rivière Mystic avec le Danube. 1776.

Les Ministres, voyant que les mauvaises raisons qu'ils alléguoient ne fesoient qu'augmenter la force du torrent, au lieu de la diminuer, se rejetèrent à la fin sur la sanction du Parlement. Ils dirent qu'ils avoient agi, depuis le commencement de cette dispute, non-seulement avec la concurrence, mais même avec l'approbation du Parlement ; qu'ils ne l'avoient pas cherchée, mais qu'ils l'avoient trouvée ; que c'étoit un legs de leurs prédécesseurs, & dont le Parlement étoit déjà en possession quand ils furent appelés au Ministère ; que, quand il plairoit à cette Assemblée de changer de conduite & d'opinion, ou d'abandonner les mesures qu'elle avoit jusqu'ici suivies, ils étoient prêts à acquiescer à tout ce qu'elle jugeroit à-propos ; mais que tant

1776. qu'ils auroient la confiance & l'approbation de la majorité de cette Assemblée, ils n'abandonneroient jamais le dépôt qui leur avoit été confié, & continueroient de faire leur devoir à tout hasard ; qu'il n'y avoit que deux choses à demander, savoir, si l'argent avoit été employé d'une manière convenable, & si les mesures qui en avoient occasionné la dépense étoient nécessaires ? qu'on répondroit à la première en tems & lieu, & que le Parlement avoit déjà donné son approbation à la seconde ; que, quant à la mauvaise apparence de la campagne, cela provenoit de la même origine que les autres malheurs de la Nation, une trop bonne opinion des Américains ; qu'on n'auroit jamais pu croire qu'ils fussent assez méchans pour se joindre à la rebellion des habitans de la province de Massachusset, ni conséquemment pour bloquer les troupes du Roi dans Boston, & empêcher qu'elles reçussent des provisions dont il y a abondance dans la province ; qu'à-présent les mesures vigoureuses qu'on avoit adoptées ouvroient un chemin à l'abondance, & qu'on ne seroit plus obligé d'envoyer toutes les provisions de l'Europe ; qu'aujourd'hui, à la vérité, il n'étoit que trop vrai que cela fût nécessaire, & que quelle que fût la dépense, ils ne pouvoient pas laisser l'armée mourir de faim, & renoncer

à la cause ; & que la générosité avec laquelle ils avoient été assistés cette session les mettroit en état d'agir d'économie dans la suivante. Enfin la détermination fut qu'on accordât l'argent demandé, & les Patriotes n'eurent que le plaisir de ridiculiser leurs adversaires. 1776.

Cette grande majorité qui avoit jusqu'ici tout emporté devant elle, ne fut pas capable d'empêcher le Duc de Grafton de faire un nouvel effort pour une réconciliation. Il proposa, donc, que, pour prévenir une plus grande effusion de sang, & pour montrer le désir que le Roi & le Parlement avoient de rétablir la paix dans toutes les dominations de l'Empire, on publiât un édit, déclarant, que, si les Colonies, dans un certain tems avant, ou après l'arrivée des troupes destinées pour l'Amérique, présentent une requête au Général en Chef, ou aux Commissionnaires, faisant mention des droits auxquels elles prétendent, & des griefs dont elles se plaignent, Sa Majesté, en pareil cas, consentiroit à une suspension d'armes, & que son Parlement l'avoit autorisée à les assurer que leur requête seroit reçue, examinée, & qu'on y feroit réponse. Les principaux motifs de cette proposition de la part du Duc étoient, à ce

1776. qu'il dit lui-même, que le Ministre pour le département des Colonies avoit déclaré que le système du Gouvernement étoit de forcer les Colons à se soumettre sans condition, & qu'il avoit lui-même reçu intelligence, que deux Messieurs Français avoient été en conférence avec le Général Washington dans son camp, & qu'il les avoit envoyés au Congrès. Après de longs débats, cette proposition fut rejetée. Le Ministre eut par-tout le dessus, excepté dans l'établissement d'une milice Ecossoise, qu'il vouloit faire, & qui excita beaucoup de jalousie parmi les Anglais. Peu de jours après, le Roi mit fin à la Session le 23 de Mai, en remerciant ses fidelles Communes de la libéralité avec laquelle elles avoient fourni aux dépenses de la guerre, & en les assurant qu'il n'y avoit aucun changement dans le système politique des différentes Puissances de l'Europe.



C H A P I T R E VI.

LE délai des transports, & les autres accidens 1776. qui leur étoient arrivés, comme on a pu voir dans le Chapitre IV, avoient réduit les troupes dans Boston à la plus grande nécessité. Pour comble de malheur, elles avoient quelquefois la mortification de voir prendre à l'entrée du port des navires chargés de provisions qui venoient à leur secours, tandis que les courans, les vents, ou d'autres circonstances empêchoient les vaisseaux de guerre de leur donner aucune assistance. La perte de ceux qui étoient chargés de charbon fut sur-tout sévèrement sentie dans un pays où les froids sont rigoureux, & dans une place où les provisions d'hiver étoient alors fort rares. Si la condition des soldats étoit misérable, celle des habitans étoit réellement digne de pitié. Retenus contre leur volonté, & n'ayant plus aucune correspondance avec leurs amis, ils avoient à souffrir, outre la misère & le besoin, les injures & le mauvais traitement du militaire.

Les provisions de guerre commençoient aussi à diminuer dans Boston, & les viandes salées devinrent à la fin fort rares.

1776. Les troupes campées à *Bunker's-Hill*, obligées de coucher, pendant l'hiver, dans des tentes, avoient souffert considérablement de la neige, & des vents piquans qui dominent dans ces pays-là durant cette saison. Le voisinage de l'ennemi rendoit d'ailleurs le service très-fatigant, tant pour les Officiers que pour les simples soldats. Pour procurer du feu à l'armée, le Général avoit fait abattre plusieurs maisons que les bourgeois avoient abandonnées ; mais il ne favoit comment faire pour obtenir des vivres. Il envoya quelques vaisseaux à la Barbade, où, avec le secours du Gouverneur, ils eurent une cargaison de provisions. Cela déplut, cependant, si fort aux habitans de cette isle, qu'ils présentèrent une adresse au Roi, dans laquelle ils firent un détail de leur situation, & se plaignirent amèrement de la conduite de leur Commandant.

Leurs plaintes n'étoient pas, à la vérité, mal fondées ; car, ayant à nourrir quatre-vingt mille nègres, & environ vingt mille blancs, & se trouvant alors privés des secours qu'ils recevoient ordinairement de l'Amérique, ils étoient exposés eux-mêmes à une famine. Il avoit aussi essayé de tirer des vivres de la Georgie, & pour cet effet avoit envoyé un vaisseau armé, & plusieurs


plusieurs bateaux de transport, & un détachement de soldats de marine, pour obtenir du ris & d'autres provisions, de force, ou de bonne volonté ; mais la milice prit aussi-tôt les armes, & ne voulut pas permettre aux soldats de débarquer, ni aux vaisseaux d'avoir aucune correspondance à terre. Pendant les disputes qui s'élevèrent à ce sujet, plusieurs Officiers Américains furent retenus à bord, & on refusa même de les relâcher ; sur quoi les Georgiens élevèrent à la hâte plusieurs batteries sur les rives de la rivière, & commencèrent à canonner les vaisseaux Anglais, qui, de leur côté, firent feu sur les batteries. Dans cet engagement il y eut plusieurs personnes de tuées de part & d'autre ; & six navires, chargés de provisions, dont les Royalistes s'étoient emparés, furent brûlés, de sorte que cette expédition n'eut aucun succès.

Tandis que les assiégés souffroient toutes ces misères, les assiégeans, au contraire, avoient tout en abondance dans leur camp. Ils attendoient avec impatience la gelée, qui commence ordinairement dans ce pays-là au mois de Janvier, & qui couvre de glace toute la surface des rivières. Ils espéroient beaucoup de cette circonstance, & s'imaginoient par-là être non-seu-

1776. lement capables de prendre la ville, mais même de détruire toute la flotte. Ils furent, cependant, frustrés dans leur attente; l'hiver fut cette année-là extrêmement doux, & ne produisit aucun des effets qu'ils désiroient.

L'arrivée de la harangue du Roi à son Parlement, & la nouvelle de l'accueil que l'on avoit fait à la requête du Congrès, excitèrent en même tems la plus grande fureur, & on dit même que la harangue fut publiquement brûlée dans le camp. Les Colons changèrent à cette occasion leurs drapeaux rouges, & en prirent d'autres avec treize raies, comme une marque du nombre & de l'union des Colonies.

Les corsaires Américains, quoique petits & méprisables, devenoient, cependant, plus nombreux de jour en jour, & n'avoient pas mal réussi contre les vaisseaux de transport & de provisions. Entre autres prises ils en firent une qui fut de la dernière importance pour leurs opérations militaires. Ce fut un bateau de transport qui s'étoit écarté de la flotte, dans lequel il y avoit, outre un grand mortier d'une nouvelle construction, plusieurs pièces de canons de fonte, un nombre prodigieux d'armes & de munitions, avec toutes sortes d'outils, & de machines nécessaires à un camp.

L'inaction dans laquelle les deux armées 1776.  avoient resté pendant quelque mois fut interrompue au commencement de Mars. Le Congrès ayant reçu intelligence de ce qui se passoit en Angleterre, & des troupes Allemandes prises à la solde de la Grande-Bretagne, donna des instructions au Général Washington de faire de vigoureux efforts pour s'emparer de la ville de Boston, afin d'être en liberté de s'opposer aux nouveaux dangers qui menaçoient les Colonies. En conséquence, la nuit du 2 au 3, les Américains ouvrirent une batterie à un endroit appelé *Phipp's-Farm*, d'où ils commencèrent à canonner & à bombarder la ville; ce qu'ils continuèrent plusieurs nuits de suite. Pendant que l'attention de la garnison étoit occupée de ce côté-là, on ne fut pas peu surpris de voir paroître, le 5 au matin, des ouvrages considérables de l'autre côté sur la hauteur de Dorchester. Ces ouvrages avoient été faits la nuit du 4, & on y ouvrit bientôt une batterie de canons de vingt-quatre, & une batterie à bombes. Plusieurs Officiers Anglais ont avoué que la promptitude avec laquelle les Colons travailloient étoit extraordinaire, & que l'apparence soudaine & inattendue de leurs travaux avoit quelque ressemblance à l'enchantement, & à

1776. ces actions merveilleuses qui abondent dans les romans Orientaux.

La situation de l'armée devint alors fort critique. Les nouveaux ouvrages, & ceux qui feroient indubitablement élevés sur les collines voisines, commanderoient entièrement la ville, une partie du port & du rivage, rendroient une retraite dangereuse, & la communication entre les troupes postées sur l'isthme de Boston & le corps de l'armée extrêmement difficile.

Dans ces circonstances il n'y avoit point d'autre parti à prendre que d'abandonner la ville, ou de déloger les ennemis de leurs retranchemens, & de détruire leurs ouvrages. Le Général Howe adopta la dernière résolution, & prit les mesures nécessaires pour faire embarquer le même soir cinq régimens, avec les troupes légères & les grenadiers. Une terrible tempête, qui s'éleva sur le soir, l'empêcha, cependant, d'accomplir son dessein, & prévint probablement la perte d'une partie de son armée.

Il n'étoit pas surprenant que le Chevalier Howe voulût hasarder beaucoup, avant que de se soumettre à l'indignité d'abandonner la ville.

L'honneur de la Nation, & le sien propre, y étoient intéressés. Il commandoit une force que l'on avoit déclarée en plein Parlement capable de parcourir toute l'Amérique : bien plus, une certaine personne avoit eu la vanité d'affurer qu'un bonnet de grenadiers étoit suffisant pour mettre en fuite une armée Américaine ; les troupes de Boston étoient les meilleures troupes d'Angleterre, & elles avoient une artillerie formidable. Il étoit, donc, fort humiliant d'abandonner une ville, qui avoit été la cause de la guerre, à une milice peu disciplinée, & que les soldats avoient toujours méprisée. Quoi qu'il en fût, ces braves gens étoient tellement environnés que leur courage ne pouvoit être ici d'aucune utilité, & n'auroit peut-être servi qu'à avancer leur ruine. 1776.

Le Général étoit néanmoins résolu, & le jour d'après la tempête, on se prépara pour la même expédition ; mais on s'aperçut que les Américains avoient élevé de nouveaux ouvrages encore plus forts que les premiers, & les avoient si bien fortifiés, qu'il étoit impossible de les forcer. Le seul parti qu'il y avoit à prendre étoit donc d'abandonner la ville, & de faire embarquer les troupes, l'artillerie, & les provisions. Cette ressource n'étoit pas même sans

1776. danger & sans difficultés. Ce qu'il y a de singulier, c'est que les Américains continuèrent fort tranquilles dans leurs retranchemens, & ne firent pas le moindre mouvement pour empêcher l'embarquement, ni même pour harasser l'arrière-garde. Il est à croire qu'il y avoit quelque convention secrète entre les deux Généraux, & que M. Washington s'offrit de ne pas molester les Anglois, à condition que ces derniers ne détruiroient point la ville. Les Ministres défavouèrent, cependant, dans les deux Chambres, qu'il y eut eu aucun traité avec les rebelles ; mais on attribue ce désaveu à leur orgueil : car on avoit mis dans les maisons des matières combustibles, afin d'y mettre le feu au cas de besoin, & l'on assure que les élus eurent permission de sortir & de conférer avec M. Washington sur ce sujet.

Malgré cette convention, l'embarquement ne put se faire sans désordre & sans perte, quoique l'on employât dix jours pour cela. Quinze mille familles attachées au Gouvernement, & qui, par leur conduite passée, avoient encouru la disgrâce de leurs compatriotes, ne servirent qu'à embarrasser les bateaux de transport. Les Officiers, qui s'imaginoient passer l'hiver à Boston, avoient acheté beaucoup d'effets pour

rendre leur situation moins désagréable : ils ne purent trouver à s'en défaire ; & le Général souffrit qu'ils les emportassent avec eux, pensant qu'il auroit été cruel de les leur faire abandonner. 1776.

Les soldats étoient continuellement de service, & les voitures de la ville étoient la plupart employées par les habitans qui vouloient la quitter. Tout le monde avoit ses embarras particuliers ; les malades, les blessés, & les femmes augmentoient le trouble & la confusion ; en un mot, c'étoit une scène pitoyable. Le Chevalier Howe fit paroître dans cette situation malheureuse beaucoup de force & de patience. Il y eut bien des murmures. Le manque de provisions, & les mauvais succès, engendrent toujours du mécontentement dans une armée. Le mécontentement se communique aisément, & devient, en peu de tems, général. Il y avoit des jalousies entre les matelots & les soldats, les uns attribuant leurs souffrances aux autres.

Le voyage d'Halifax qu'ils entreprenoient étoit alors des plus critiques. Cette côte, en tout tems dangereuse, l'étoit encore plus dans cette saison tempestueuse, & le nombre de navires, qui montoient à cent cinquante, augmentoit

1776. les difficultés. Il étoit auffi à craindre que les grands vents de Nord-Eft, qui prévalent dans ce tems de l'année, ne les jettaffent dans les ifles; & ils n'avoient pas affez de provifions pour un pareil paffage. Pour comble de maux, le pays où ils alloient étoit ftérile, & peu capable de leur fournir ces rafraîchiffemens dont ils avoient fi grand befoin. Il étoit, d'ailleurs, fort défagréable aux foldats de penfer, qu'après ce long voyage, quelque heureux qu'il fût, ils étoient fort éloignés de la place de leur deftination. Ils alloient à l'extrémité feptentrionale du Continent, & l'endroit où ils avoient befoin étoit à la méréidionale, ou au moins entre les deux. La néceffité n'a point de loi, les regrets furent inutiles.

Comme l'arrière-garde s'embarquoit, le Général Washington entra dans la ville tambour battant; &, dans tout le triomphe de la victoire, il fut reçu par les habitans qui reftoient, & ceux qui avoient abandonné la ville du tems du Général Howe, avec toutes les démonftrations de joie imaginables, & avec toutes les marques de reconnoiffance qu'il eft poffible de témoigner à un libérateur. L'Affemblée de la province lui fit auffi des remerciemens. Sa réponfe fut modérée & convenable à fon état.

Les Royalistes avoient été obligés de laisser derrière eux une artillerie considérable, & beaucoup de provisions. Le canon, qui étoit à *Bunker's-Hill*, & sur l'isthme de Boston, n'avoit pu être emporté. Le tems ne leur avoit pas permis de le détruire. Ils en jettèrent, à la vérité, quelques pièces dans la rivière, ainsi que quelques mortiers ; mais les bourgeois les repêchèrent peu de tems après.

Telle fut la fin du siège de Boston. La Colonie de Massachusset se trouva par ce moyen délivrée des horreurs de la guerre, & en liberté d'adopter toutes les mesures qu'il lui plairoit pour sa propre sûreté.

La flotte parut encore sur l'horison pendant plus de huit jours ; mais en revanche leur passage d'Halifax fut plus court & plus fortuné qu'on avoit lieu de l'espérer. L'Amiral laissa plusieurs vaisseaux de guerre pour protéger les navires qui arriveroient d'Angleterre ; mais, malgré cette précaution, la grande étendue de la baie, & le nombre de petites isles & de criques, qui offroient un asyle aux corsaires Américains, firent que ces derniers eurent une ample récolte, & prirent plusieurs bâtimens qui

1776. étoient encore dans l'ignorance que la ville eût changé de maîtres.

Comme plusieurs mouvemens des Américains, & particulièrement les postes qu'ils occupoient dans les isles voisines du château Guillaume, démontroient un dessein d'attaquer cette forteresse, & que, par ce moyen, ils auroient été capables de bloquer tous les vaisseaux de guerre dans le port, & d'empêcher d'ailleurs que la ville ne fût attaquée par mer, le Général Howe jugea à-propos de faire sauter les fortifications qu'il y avoit dans l'isle avant son départ.

Le jour même que le Général Washington prit possession de la Capitale de Massachusset, il avoit détaché plusieurs régimens pour la Nouvelle York, craignant que les ennemis n'eussent quelque dessein sur cette Colonie. Les troupes du Roi n'étoient, néanmoins, guère en état de former aucune entreprise. L'armée du Chevalier Howe n'étoit pas de plus de neuf mille hommes, capables de s'acquitter du service, &, outre cela, elle n'avoit point de provisions. Les effets des Bostoniens, qui l'avoient accompagné à Halifax, y furent vendus, & l'argent

employé pour le service public. Les bourgeois suspects, qui avoient mieux aimé rester 1776.
que de s'exposer à perdre leurs biens, ou peut-être la vie sur une mer orageuse, furent examinés, & ceux que l'on trouva coupables furent condamnés comme traîtres à la patrie, & leurs biens furent confisqués. On procéda de même envers les absens.

Rien, cependant, n'occupa plus les habitans de Boston, & ceux de la province en général, que le désir de mettre cette ville en état de défense, & d'empêcher, s'il étoit possible, une répétition de ces maux qu'ils avoient soufferts. Pour cet effet ils travaillèrent avec beaucoup de diligence à fortifier la ville & le port. Ils firent venir des Ingénieurs pour ordonner les ouvrages, & chaque habitant dédia deux jours par semaine au travail.

Pendant que ces choses se passoient dans la Nouvelle Angleterre, Arnold continuoit le blocus de Quebec avec beaucoup de difficulté. Les renforts n'arrivoient que lentement, & les Canadiens, qui sont fort inconstans, étoient découragés, & commençoient à l'abandonner. Il paroît que le Congrès n'avoit pas encore assez de ressources pour ménager tant d'affaires en

1776. même tems. Les Américains qui joignirent le Général eurent beaucoup à souffrir dans leur marche ; mais ils endurèrent toutes ces souffrances avec leur constance accoutumée.

M. Carleton, de son côté, tâchoit de frustrer tous les efforts des Colons. La vigilance avec laquelle il feisoit garder la ville ne lui laissoit rien à appréhender d'une surprise, & il étoit préparé contre la force. Les habitans étant privés de l'assistance de la campagne, éprouvoient, pourtant, bien des maux.

Comme la saison s'approchoit où les secours d'Angleterre devoient arriver, les Américains devinrent plus actifs dans leurs opérations, & renouvelèrent le siège. Ils ouvrirent des batteries, & envoyèrent plusieurs brûlots pour détruire les navires qui étoient dans le port ; mais toutes ces entreprises n'eurent aucun effet, quoiqu'elles fussent conduites avec beaucoup d'habileté. Ils avoient dessein de prendre la ville par escalade pendant que l'attention de la garnison seroit attirée du côté du feu. Les échelles furent toutes prêtes, & les soldats sous les armes pendant plusieurs jours, pour profiter du moment favorable au cas de la réussite des brûlots. Quoiqu'ils n'eussent pas tout le succès

désiré, ils brûlèrent néanmoins une partie des faux-bourgs ; mais il paroît que cette circonstance fut avantageuse aux assiégés : car les maisons que l'on fut obligé d'abattre pour arrêter la fureur du feu, leur fournirent du chauffage, chose dont ils avoient un extrême besoin. Sur ces entrefaites, M. Beaujeu, qui avoit levé un parti de Canadiens pour faire lever le siège, fut défait dans sa marche par un détachement de Républicains. 1776.

Ce petit succès n'étoit, cependant, pas capable de soutenir leur courage. Après avoir inutilement essayé de mettre le feu à la ville par le moyen de brûlots, en y jettant des bombes, & en la canonnant à boulets rouges, ils commencèrent à désespérer de pouvoir la prendre d'affaut, ou la réduire par un siège régulier. Leur artillerie n'étoit pas, à la vérité, suffisante pour le service : d'ailleurs ils n'avoient point d'Ingénieurs expérimentés dans la conduite d'un siège. Plusieurs corps, qu'on avoit envoyés à leur assistance, avoient été arrêtés dans leur marche par le mauvais tems, les mauvais chemins, & le manque des choses nécessaires à une armée. Dans cet état de découragement, la petite vérole, ce fléau du nouveau-monde, & qui fait tant de dégât parmi ses habitans, parut

1776. dans le camp. Cette maladie, que les Américains regardent comme la peste, produisit les plus mauvais effets, & il fut presque impossible de maintenir la discipline.

Dans cette situation ils se préparèrent à lever le siège, & M. Wooster, qui étoit alors Général en chef, & quelques-uns des principaux Officiers étoient allés à Montréal pour faire les préparations nécessaires pour cela. Cette résolution ne fut, pourtant, pas assez tôt mise en exécution pour empêcher qu'ils ne fussent attaqués par les assiégés. Le zèle du vaisseau de guerre l'*Isis*, & de deux frégates, qui avec la plus grande résolution pénétrèrent à travers les glaces, & arrivèrent à Québec avant que le passage parût praticable, mit M. Carleton en état d'agir sur l'offensive. L'aspect inattendu des navires jeta les assiégeans dans la plus grande consternation, & ce n'étoit réellement pas sans raison ; car la communication étoit alors coupée entre leurs différens corps, qui étoient sur les rives opposées de la rivière.

M. Carleton profita aussi-tôt de leur confusion ; &, s'étant mis à la tête de quelques troupes qui étoient arrivées dans les vaisseaux, & d'un détachement de soldats de marine, il mar-

chia avec la garnison pour attaquer le camp des Colons. Tout y étoit dans le plus grand désordre; ils n'avoient pas même de retranchemens, & ils avoient déjà commencé une retraite. A l'apparence des ennemis ils prirent la fuite avec précipitation, abandonnant leur artillerie, leur bagage, leurs échelles, & tout ce qui pouvoit les embarrasser. Le Général Carleton voyant qu'il ne pouvoit les joindre, cessa pour quelque tems la poursuite. Plusieurs malades furent faits prisonniers. 1776.

En même tems les plus petits vaisseaux Anglais remontèrent la rivière avec tant de promptitude, qu'ils prirent plusieurs bateaux armés, appartenant aux Américains, & reprirent un bâtiment dont ces derniers s'étoient emparés au commencement de l'hiver précédent. Le Canada fut, par ce moyen, délivré des Républicains; &, depuis ce tems-là, ils n'eurent que des pertes de ce côté.

Le Gouverneur, après cette poursuite, donna des ordres qui feront toujours honneur à son humanité. Un grand nombre de malades & de blessés étoient dispersés dans les bois, & dans les villages voisins, où ils se tenoient cachés, & étoient expo-

1776. fés à mourir de faim, de peur, ou de leurs maladies. Pour prévenir ces conséquences, il fit publier une proclamation; commandant aux Officiers requis de chercher ces malheureux, & de leur donner tous les secours nécessaires aux dépens du trésor public. Pour donner plus d'effet à cette proclamation, il promit qu'on leur permettroit de retourner chez eux aussi-tôt qu'ils feroient guéris.

Vers la fin de Mai, plusieurs régimens des Isles Britanniques, un autre envoyé par le Chevalier Howe; & les troupes de Brunswick, arrivèrent successivement au Canada; de sorte qu'il y avoit alors dans ce pays une armée de treize millé hommes. Le rendez-vous général étoit à *Trois-Rivières*, qui est situé entre Quebec & Montréal, & à environ trente lieues de ces deux villes. Cette place est au Nord du Saint-Laurent; & prend son nom de trois branches de rivières, qui se déchargent dans ce grand fleuve.

Les Colons continuèrent leur retraite jusqu'à ce qu'ils arrivèrent sur les bords de la rivière Sorel, qui tombe dans le fleuve Saint-Laurent à environ cinquante lieues de Quebec, où ils furent joints par les renforts, qui n'avoient pu
marcher

marcher à leur secours ; mais ils étoient alors
découragés ; & , pour comble de maux, la pe- 1776.
tite vérole fesoit rage dans leur armée.

Ces circonstances fâcheuses n'eurent aucune influence sur le courage & sur l'intrépidité de leurs Commandans. Ils formèrent la résolution hardie de surprendre les Royalistes à *Trois-Rivières*. Les troupes Anglaises, & celles de Brunswick étoient alors séparées. Il y en avoit un corps à *Trois-Rivières*, sous le commandement du Brigadier-Général Frazer, & un autre à bord des transports, sous celui du Brigadier-Général Nesbit, à quelque distance du premier. Mais le gros de l'armée étoit en plusieurs divisions dans la route de Québec, les uns à terre, les autres sur l'eau, sous le commandement des Généraux Carleton, Burgoyne, Philips, & Reidesel. La distance de la Sorel à *Trois-Rivières* est d'environ seize lieues, & il falloit passer plusieurs vaisseaux armés, & des bateaux de transport, pleins de soldats, qui étoient au-dessus de cette dernière place.


Malgré toutes ces difficultés, un corps d'environ deux mille hommes, sous le commandement du Major-Général Thompson, s'embarquèrent à Sorel sur cinquante bateaux ;

1776. &, rasant la côte méridionale du lac Saint-Pierre, où le fleuve Saint-Laurent est extrêmement large, arrivèrent à Nicolette, d'où ils descendirent dans le fleuve pendant la nuit, & passèrent de l'autre côté, dans l'intention de surprendre les troupes de M. Frazer. *Trois-Rivières* doit plutôt être considéré comme un long bourg que comme une ville régulière. Le dessein des Américains étoit de l'attaquer avant le jour aux deux extrémités en même tems ; &, s'ils avoient réussi, de détruire tous les vaisseaux qui étoient auprès du rivage.

Il falloit trop de circonstances réunies pour la réussite de ce projet. C'étoit une de ces entreprises hardies, qui sont dans le cas d'être fort utiles, mais que rien ne sauroit justifier que des affaires désespérées. Ils arrivèrent une heure trop tard ; &, quoiqu'ils passassent les vaisseaux armés sans être aperçus, ils furent néanmoins découverts en débarquant, & l'alarme fut donnée. Le terrain où ils prirent terre étoit, outre cela, fort mauvais, ce qui, joint à d'autres difficultés, les mit bientôt en désordre. D'ailleurs M. Frazer étoit prêt à les recevoir ; il avoit fait débarquer plusieurs canons de six, qui firent beaucoup d'exécution parmi eux.

Pendant qu'ils étoient ainſi attaqués en front, 1776.
M. Nesbit, qui étoit plus haut ſur la rivière, débarqua ſes troupes, & les prit par derrière. Dans cette poſition une retraite paroïſſoit même impoſſible. Les troupes du Brigadier Nesbit gardoient la rivière pour les empêcher de regagner leurs bateaux, tandis que celles de Frazer les pourſuivoient avec leur artillerie. Entre ces deux feux ils marchèrent pendant pluſieurs milles à travers un marais fangeux avec la plus grande difficulté, & dans la plus grande détrefſe. A la fin les Anglais furent fatigués de les pourſuivre, & les bois leur offrirent un abri. Les deux principaux Officiers, & deux cens hommes de leur détachement furent faits priſonniers. La perte des Royaliſtes ne fut pas conſidérable.

Les Américains, après cette défaite, ne reparurent plus en force dans le Canada. Toute l'armée étant arrivée à *Trois-Rivières*, les troupes s'avancèrent avec la plus grande diligence par terre & par eau. Quand la flotte arriva à Sorel, elle trouva que les Américains avoient abandonné la place quelques heures auparavant, démantelé les batteries, & emporté leur artillerie & les proviſions. Un détachement conſidérable débarqua ici ſous le commandement du

1776. Lieutenant-Général Burgoyne, & eut ordre de  marcher le long de la rivière Sorel jusqu'à Saint-Jean, tandis que la flotte, avec le reste de l'armée, remonta la rivière jusqu'à Longueuil, place de passage de l'île de Montréal à la prairie sur le Continent. On découvrit ici que la ville de Montréal, & toute l'île, étoient abandonnées. Les Colons les avoient évacuées la veille. L'armée fut aussi-tôt débarquée sur le Continent, & marchant par la prairie, traversa la presqu'île formée par le fleuve Saint-Laurent & la rivière Sorel, afin de joindre Burgoyne au fort Saint-Jean, où on croyoit que les Américains auroient fait une forte résistance.

Cet Officier, après avoir suivi sa marche le long de la Sorel, arriva devant Saint-Jean le 18 de Juin au soir, où il trouva les bâtimens en flammes, & tout ce que les Colons n'avoient pu emporter, détruit. Ils en avoient fait de même à Chamblée, & avoient brûlé tous les vaisseaux qu'ils n'avoient pu traîner jusqu'au lac Champlain, où ils s'embarquèrent sur-le-champ pour *Crown-Point*. Quoique leur fuite fût précipitée, ils n'essuyèrent, cependant, aucune perte, & le Général Sullivan, qui commandoit la retraite, reçut ensuite des remercimens du Congrès, pour avoir sauvé l'armée dans un

tems, dit-il, où la plupart des foldats étoient 1776.
affligés de la petite vérole.

Telle fut la fin de l'expédition du Canada. Les Anglais emportèrent tout devant eux jusqu'à ce qu'ils arrivèrent au lac Champlain; mais là leur armée victorieuse fut obligée de s'arrêter: car, comme les Américains étoient maîtres de ce lac, il étoit impossible qu'elle s'avancât vers le midi, à moins que d'avoir un nombre de vaisseaux fuffisant pour faire tête à ceux des ennemis. Cette opération demandoit du tems & du travail: car, quoiqu'on eût envoyé six vaisseaux armés de la Grande-Bretagne pour cet effet, les chutes de Chamblée rendoient les moyens de les conduire au lac Champlain extrêmement difficiles. Il falloit d'ailleurs faire construire un grand nombre d'autres bateaux, tant pour servir de transports que de convoi.

Laiſſons-les, donc, construire leurs vaisseaux, & transportons-nous, pendant ce tems-là, dans la rivière du *Cape Fear*, où nous avons laiffé M. Martin, Gouverneur de la Caroline Septentrionale.

Quoique ce Gouverneur eût été obligé de quitter le fiège de son Gouvernement, il avoit toujours le même zèle pour le service, & fesoit

1776. les mêmes efforts pour soumettre la Caroline. Il avoit d'autant plus d'espoir de succès, qu'il favoit qu'une escadre de vaisseaux de guerre, sous la conduite du Chevalier Parker, avec sept régimens, commandés par Milord Cornwallis, devoit être parti d'Irlande au commencement de l'année, & que la Caroline Septentrionale seroit le premier objet de cet armement. Il étoit informé d'ailleurs que le Général Clinton, avec un autre détachement, étoit en marche pour les joindre au Cape Fear. Mais, outre toutes ces espérances, il s'étoit lié avec une bande de brigands, qu'on appelle Régulateurs, gens ennemis de tout gouvernement, & de toute subordination, qui habitent les derrières des Colonies. Il avoit aussi armé les Ecoffais nouvellement arrivés dans la Colonie pour y trouver des établissemens, & avec cette force il se croyoit en état de réduire les Rebelles, sans avoir besoin d'autre secours de la Grande-Bretagne. Les Ecoffais ne manquent pas de bravoure; & les Régulateurs, par leur manière de vivre, qui ressemble un peu à celle des Sauvages leurs voisins, paroissoient capables d'endurer les fatigues de la guerre.

Le Gouverneur fit distribuer plusieurs commissions parmi eux, & nomma M. Macdonald

leur Général. Il fit aussi publier un édit, com-
mandant à toute personne bien affectonnée de
joindre l'étendard du Roi, que le Général
Macdonald avoit planté environ au milieu de
Février. 1776.

Aussi-tôt que le Brigadier-Général Moore
apprit qu'ils commençoient à s'assembler à une
place appelée *Cross-Creek*, il se mit à la tête
des régimens de Provinciaux qu'il commandoit,
& de la milice qu'il pût trouver, & marcha à
la hâte avec quelques pièces de canon pour aller
à leur rencontre. Quand il fut à quelques
milles d'eux, voyant qu'ils étoient beaucoup
supérieurs en nombre, il prit possession d'un
poste avantageux appelé *Rockfish-Bridge*, y fit
des retranchemens, & le mit en état de dé-
fense. Après avoir été quelques jours dans
cette position, où il recevoit continuellement
des renforts, il apprit que Macdonald s'appro-
choit à la tête de son armée. Celui-ci envoya
une lettre à Moore, contenant l'édit du Gouver-
neur, dans laquelle il lui recommanda de join-
dre l'étendard du Roi, lui & ses troupes, le
lendemain à une heure marquée, ou qu'il
seroit dans la nécessité de les regarder comme
ennemis.

1776. Comme le Brigadier-Général favoit que les miliciens étoient en marche de tous côtés pour venir à son secours, il traîna la négociation en longueur, dans l'espérance d'entourer Macdonald : mais dans sa dernière réponse il dit ; que lui & ses Officiers se croyoient engagés dans la cause la plus glorieuse & la plus honorable de l'univers, la défense de la liberté du genre humain. Il accusa les Ecoffais d'ingratitude, & les fit souvenir de la tendresse avec laquelle ils avoient été reçus des Colons. Il reprocha au Général Macdonald, & à quelques-uns de ses Officiers leur manque de foi, puisqu'ils avoient fait serment qu'ils n'étoient venus dans le pays que pour voir leurs amis, sans avoir dessein de se mêler des affaires publiques. Il leur envoya ensuite, pour contrecarrer l'édit de M. Martin, un acte du Congrès, & leur dit que, s'ils vouloient le signer, ils seroient reçus comme amis ; mais qu'ils pouvoient s'attendre au contraire, s'ils refusoient de le faire.

Macdonald s'aperçut alors du danger où il étoit d'être entouré ; &, quittant soudainement son poste, il s'efforça avec beaucoup d'habileté, par des marches forcées, & en passant plusieurs rivières, de se retirer de ce mauvais pas. Les

Américains le poursuivirent néanmoins de si près, & s'emparèrent des passages avec tant de promptitude, qu'il se trouva à la fin dans la nécessité d'en venir aux mains avec le Colonel Caswell, qui, avec un corps de milice & de *minute-men* d'environ mille hommes, avoit pris possession d'une place appelée *Moore's-Creek-Bridge*, où il s'étoit retranché. Les Royalistes étoient beaucoup supérieurs en nombre, ayant une armée d'environ deux mille combattans. Les Ecoffais commencèrent l'attaque avec leur impétuosité ordinaire ; mais Macleod, leur second Commandant, & quelques-uns des plus braves Officiers ayant été tués à la première décharge, ils furent tout d'un coup découragés, & prirent la fuite avec précipitation, abandonnant leur Général, & leurs principaux Officiers, qui furent tous faits prisonniers.

Cette victoire ne donna pas peu de vanité aux Caroliniens. Ils venoient de montrer que leur Colonie n'étoit pas si faible qu'on se l'imaginoit, puisqu'en moins de dix jours, ils avoient été capables de lever plus de dix mille hommes ; mais ce qui augmentoit leur contentement, c'est qu'ils avoient défait des Européens, qui avoient pour eux un souverain mépris, avec une force inférieure. Si ces gens-là

1776. n'avoient pas pris les armes avant l'arrivée des troupes d'Irlande, il est plus que probable qu'un pareil soulèvement auroit pu réduire cette Colonie ; mais alors entièrement découragés, leurs Chefs envoyés dans différentes prisons, & eux-mêmes dépouillés de leurs armes, & veillés de près, ils ne purent par la fuite être d'aucun service.

Le Congrès envoya, au mois de Mars, une escadre de cinq frégates, sous la conduite de M. Hopkins, aux îles de Bahama, où il enleva l'artillerie & les provisions de la guerre de la Providence, la plus considérable de ces îles. Il ne trouva, pourtant, point de poudre, parce que le Gouverneur l'avoit fait transporter à bord d'un petit vaisseau la veille de son débarquement. Il emmena le Gouverneur & plusieurs autres Officiers prisonniers. Il fit aussi plusieurs prises dans son retour, & rencontra une frégate Anglaise avec un allège qu'il attaqua. La frégate s'échappa avec peine, après un long combat ; mais l'allège fut pris.

Pendant ce tems-là, Milord Dunmore étoit toujours sur les côtes de la Virginie, où il resta une grande partie de l'année avec ses fugitifs, Cette Colonie étant alors bien gardée, les mal-

heureux, qui s'étoient mis sous sa protection, 1776. mouraient presque de faim, & souffroient d'ailleurs toutes sortes de misères. La chaleur du climat, le manque de bonne eau, la saleté, & la mauvaise odeur de ces petits vaisseaux, dans lesquels ils étoient entassés, occasionnèrent des fièvres putrides, qui en emportèrent un grand nombre. Les nègres sur-tout souffrirent considérablement de cette maladie. Après diverses aventures, après avoir été chassés de place en place, & d'une isle à une autre, par les Virginiens, plusieurs de leurs vaisseaux furent jettés à la côte dans une tempête, & les fugitifs devinrent prisonniers dans leur propre patrie. Le reste ne pouvant obtenir ni eau, ni provisions, même au péril de la vie, le Gouverneur se déterminâ enfin à faire brûler les plus petits navires, & les autres, au nombre de cinquante, firent voile pour la Floride, Bermude, & les isles où ils débarquèrent les Royalistes. Ainsi finit le projet de soumettre la Virginie par le soulèvement des nègres ; mesure qui fut plus préjudiciable qu'utile au Gouvernement Britannique, en inspirant aux habitans une haine implacable contre leur Gouverneur. On dit que de tous les esclaves qui s'engagèrent dans cette affaire, il n'en échappa pas un seul. Ils périrent, ou par l'épée, ou par les maladies.

1776. Le mauvais tems, les vents contraires, & mille autres accidens qui étoient arrivés aux navires envoyés d'Angleterre, avoient donné le tems aux Colons de défaire leurs ennemis avant qu'ils ne reçussent aucun secours; & c'est, peut-être, à ces circonstances qu'ils sont redevables de leurs succès. La plupart des transports, comme nous l'avons déjà dit, avoient été trois ou quatre mois à gagner le Continent de l'Amérique, tandis qu'il est possible de faire ce voyage en six semaines. L'escadre du Chevalier Parker, qui fit voile de Portsmouth vers la fin de l'année 1775, n'arriva au *Cape Fear* qu'au commencement de Mai 1776, où elle fut retenue jusqu'à la fin du même mois. Le Chevalier trouva dans cet endroit le Général Clinton, qui avoit déjà été à la Nouvelle York, & de-là à la Virginie, où il avoit parlé à Milord Dunmore; & voyant que sa petite armée n'étoit pas capable d'effectuer aucun service, étoit retourné au *Cape Fear* pour l'attendre.

La saison de l'année n'étoit pas des plus favorables pour l'opération des troupes dans ces Colonies. La chaleur excessive avoit déjà rendu un grand nombre de soldats malades, même au *Cape Fear*, où ils avoient toutes sortes de rafraîchissemens, & presque rien à faire. Il falloit,

cependant, entreprendre quelque chose ; & les instructions du Chevalier Parker, & de Milord Cornwallis, étoient d'attaquer *Charles - Town*, capitale de la Caroline Méridionale ; ils connoissoient fort peu la situation du Général Howe, & tout ce que M. Clinton savoit de l'évacuation de Boston, il ne l'avoit appris que dans les gazettes Américaines. 1776.

Au commencement de Juin, la flotte vint mouiller à la hauteur de la barre de *Charles-Town*. Elle étoit composée de deux navires de cinquante canons, de cinq frégates de vingt-huit, d'une de vingt-deux, & d'une autre de vingt, outre deux petits vaisseaux armés, & une galiote à bombes.

Le Général Clinton, Milord Cornwallis, & le Brigadier-Général Vaughan, commandoient les forces de terre. Il est à remarquer que, lorsque M. Clinton fit voile de Boston, le Général Lee partit, à la tête d'un gros détachement de l'armée qui étoit devant cette place, pour défendre la Nouvelle York des attaques qu'on supposoit qu'il pourroit faire sur cette province. Ayant réussi dans cet objet, le Général Clinton fut des plus surpris à son arrivée à la Virginie de trouver Lee dans le même état

1776. de défense qu'il l'avoit laissé à la Nouvelle York. Lorsqu'il partit pour le *Cape Fear*, Lee traversa le Continent avec la plus grande diligence, pour venir au secours de la Caroline Septentrionale, & enfin, lorsque la flotte s'avança vers le midi, cet homme infatigable se rendit avec la plus grande promptitude à *Charles-Town*.

Le premier objet des Anglais, après avoir passé la barre, fut d'attaquer un fort nouvellement bâti au Sud-Ouest de l'île Sullivan, qu'ils appellent *Sullivan's-Island*. Ce fort commandoit le passage de *Charles-Town*, qui est situé plus à l'Occident à environ deux lieues, & étoit regardé comme la clef du port de cette ville.

Le Chevalier Clinton, qui étoit alors Général en chef des forces de terre qui devoient coopérer à l'attaque de l'île Sullivan, fit débarquer ses troupes à *Long-Island*, (Longue-île) place qui est située à l'Est de *Sullivan's-Island*, & qui n'en est séparée que par une crique, que l'on disoit guéable à basse marée, puisqu'on n'y comptoit que dix-huit pouces d'eau. Aussi-tôt que le Chevalier eut pris poste dans *Long-Island*, son premier soin fut de faire sonder la crique, & de la sonder lui-même; mais à son grand étonnement, on trouva par-tout sept pieds

d'eau. Pour la passer, il falloit alors des ba- 1776.
teaux, & le Général n'en avoit que pour embar-
quer fix cens hommes à la fois ; d'ailleurs, les
Caroliniens avoient posté des troupes, avec du
canon, au Nord-Est de l'isle Sullivan, où ils
avoient construit des ouvrages pour s'opposer
aux Royalistes.

M. Lee étoit campé sur le Continent, der-
rière l'isle, avec laquelle il avoit communica-
tion par le moyen d'un pont de bateaux, de
forte qu'il étoit toujours à portée d'envoyer des
renforts aux troupes qui étoient sur l'isle.

Le Chevalier informa sur-le-champ le Chef
d'escadre de toutes ces particularités, & lui fit
dire qu'il ne croyoit pas que les troupes fussent
capables de lui donner le secours dont il s'étoit
d'abord flatté ; mais que, s'il jugeoit à-propos
de faire l'attaque, il feroit toute diversion pos-
sible en sa faveur, & lui enverroit même deux
bataillons de son côté, sous les ordres du Briga-
dier-Général Vaughan, pour coopérer avec lui,
au cas que cet Officier fût d'avis qu'on pût les
débarquer avec sûreté.

Le Chevalier Parker fit réponse, qu'il atten-
doit du Général tout le secours qu'il feroit capa-

1776. ble de lui donner, & ne répondit rien au sujet des troupes qui lui étoient offertes. Il paroît que le Chef d'escadre s'imaginait être seul capable de prendre le fort ; & la lettre qu'il écrivit à M. Clinton, le 25 du mois de Juin, confirme cette opinion ; car il lui mande que, s'il étoit capable de faire taire les batteries, il avoit dessein de débarquer des matelots, & des soldats de marine, qu'il avoit exercés à cela, sous les canons, & de les faire entrer par les embrasures. Il ajoute ensuite que, s'ils réussissent, ils seront en état de garder le fort jusqu'à ce que le Général envoie autant de troupes qu'il jugera à-propos, & qui pourront entrer de la même manière ; il lui envoie même les signaux dont il se servira au cas qu'il en prenne possession. *Voyez à la fin de ce Volume.*

Malgré les difficultés qu'il y avoit de débarquer les troupes sur l'île de Sullivan, le Général Clinton, qui étoit très-zélé pour le service, & qui avoit d'autant plus de raison de l'être qu'il ne devoit son appointment qu'au choix du Roi, sans la participation des Ministres, avoit résolu de ne point demeurer spectateur oisif de l'attaque de la flotte ; & le 24, il s'étoit disposé à déloger les Américains de leurs retranchemens sur la pointe de l'île ; mais l'escadre

ne pouvant point attaquer ce jour-là à cause du mauvais tems, ceux-ci quittèrent leur premier poste, & se retranchèrent cinq cens pas plus loin dans un terrain fort avantageux, ayant une batterie sur leur droite, & un marais sur leur gauche. Ils rasèrent aussi leurs premiers ouvrages, & en firent une esplanade, ou une espèce de glais. Tenter de débarquer en face d'un ennemi si bien posté, ç'auroit été mener les troupes à la boucherie, d'autant plus qu'il n'y avoit pas de canons pour les soutenir. 1776.

Il ne restoit plus alors au Chevalier Clinton qu'une seule ressource, c'étoit d'attaquer la batterie qui étoit sur la pointe d'Haddrel, en débarquant à trois milles delà : c'est pourquoi il demanda au Chef-d'escadre quelques frégates pour favoriser cette attaque, en coupant la communication entre cette batterie & le corps de l'armée ennemie ; mais elles échouèrent toutes, en voulant se rendre à leurs différens postes, de sorte que ce dernier moyen devint aussi impraticable.

Le 28, néanmoins, M. Parker ordonna l'attaque, & la galiote commença dès le matin à jeter des bombes dans le fort, tandis que le


1776. reste de l'escadre s'approchoit. Environ sur les onze heures les vaisseaux de guerre le Bristol & l'Expériment, les frégates l'Active & la Solebay, se placèrent vis-à-vis du fort, & commencèrent une furieuse canonnade : la Sphynx, l'Actéon & la Syrène, eurent ordre de prendre poste entre le bout de l'isle & *Charles-Town*, en partie pour enfler les ouvrages du fort; en partie pour couper la communication entre l'isle & le continent, ce qui auroit conséquemment empêché la retraite de la garnison, & le passage du secours qu'on auroit pu lui envoyer; en partie pour que les vaisseaux employés à l'attaque ne fussent nullement interrompus, soit par des brûlots ou autrement; & en partie pour favoriser l'attaque du Chevalier Clinton sur la batterie d'Haddrel. Ce dessein ne réussit cependant pas, par la mal-adresse des pilotes, qui firent échouer les frégates sur les bancs qu'il y a dans la rivière. Il est vrai que la Sphynx & la Syrène se dégagèrent avec beaucoup de difficulté; mais il étoit alors trop tard, & elles étoient d'ailleurs si fort endommagées qu'elles ne purent être d'aucun service. L'Actéon, ne pouvant se débarrasser, fût brûlé le lendemain par l'équipage, de peur que les provisions qui étoient à bord, ne tombassent entre les mains des ennemis.

Le feu roulant de deux navires de cinquante 1776.
canons, & de deux frégates de vingt-huit, étoit capable d'ébranler la fermeté de l'ennemi le plus brave, & d'intimider les soldats les plus aguerris. On dit, pourtant, que la garnison du fort se comporta avec beaucoup de courage, & répondit à ce feu continuél par un feu qui n'étoit pas moins terrible. Les matelots Anglais, de la bravoure desquels on ne sauroit disputer, & qui portent même le courage jusqu'à la témérité, ne furent nullement épouvantés de ce rugissement d'artillerie qui les foudroyoit. Ils restèrent fermes à leurs canons, & firent feu avec autant de sang-froid que s'il n'y avoit pas eu de danger dans le service. En conséquence le carnage fut épouvantable, & les navires furent, pour ainsi dire, écrasés. Les cables du vaisseau du Chevalier Parker ayant été coupés par les boulets, il demeura durant quelque tems exposé à tout le feu de l'ennemi, de sorte qu'il fut presque mis en pièces. On dit même que le tillac étoit une fois si bien balayé qu'il ne restoit plus que le Chef-d'escadre tout seul, les autres étant ou tués, ou emportés dans la cale, pour y faire penser leurs blessures. Le Capitaine, dont le nom mérite d'être transmis à la postérité à cause de son courage, M. Morris, après avoir reçu plusieurs blessures, refusa de

1776. quitter son poste jusqu'à ce qu'il eut le bras emporté; ce brave homme mourut quelque tems après. Le Capitaine de l'*Expériment* perdit aussi un bras, & fut d'ailleurs si fort blessé qu'on désespéroit d'abord de sa vie.

Les fortifications du fort étant très-basses, & faites de terre & de palmetto, ou palmier nain, l'artillerie Anglaise ne fit pas autant d'impression qu'elle auroit dû faire. D'ailleurs on croit que les navires de guerre étoient mouillés à une trop grande distance de la place pour pouvoir faire l'effet désiré. On dit pourtant, que le feu cessa une fois pendant un tems considérable, de sorte qu'on croyoit que le fort étoit abandonné; mais les Américains disent de leur côté, qu'il ne fut jamais abandonné, & que la cause du silence de leurs batteries c'est qu'ils n'avoient plus de poudre, & qu'ils furent obligés d'attendre qu'il leur en vînt du continent. Cette relation paroît véritable, & le feu des navires retarda encore davantage l'arrivée de cet article.

L'action continua jusqu'au soir; &, à dix heures, le Chevalier voyant qu'il n'y avoit point d'espoir de succès, retira ses vaisseaux, après un engagement d'environ neuf heures. Le *Bristol* eut cent onze hommes de tués & de blessés, &

l'Expériment foixante-dix-neuf. Les frégates 1776.
souffrirent moins , parce que les Américains 
s'attachoient aux gros vaisseaux.

Le Colonel Moultrie, qui commandoit dans le fort, ainsi que toute la garnison, reçurent beaucoup de louanges du Général Lee, & de leurs compatriotes, à cause de leur courage ; & il y eut un Sergent à qui le Président de la Colonie fit présent d'une épée, pour quelque service important qu'il avoit rendu dans cette action.

Fin du Tome I.

*EXTRAIT d'une lettre du Chevalier Parker
au Lieutenant - Général Clinton, en date du
25 Juin 1776.*

JAI dessein, au cas que je fasse taire les batteries, & qu'elles soient fermées (de sorte qu'elles puissent être défendues au dedans), de débarquer des matelots & des soldats de marine, que j'ai exercé à cela, sous les canons, & de les faire entrer par les embrasures. Si cela arrivoit, nous serons capables de garder le fort, jusqu'à ce que vous envoyiez autant de troupes que vous jugerez à-propos, qui pourront entrer de la même manière. Si nous sommes assez heureux pour prendre le fort, je ferai mettre le pavillon d'union. Vous trouverez ci-inclus quelques signaux touchant la manière de débarquer mes matelots & les soldats de marine, afin que vous sachiez à quoi j'en suis. Je ferai ces signaux quand j'aurai fait taire les batteries, quand bien même je ne serois pas disposé à débarquer.

T A B L E

DES MATIÈRES

DE L'HISTOIRE

DES TROUBLES DE L'AMÉRIQUE

ANGLAISE.

INTRODUCTION.

Page

<i>EXPLICATION du Gouvernement Bri-</i>	
<i>tannique</i>	1
<i>Whigs & Tories</i>	9
<i>Milord Bute à la tête des affaires depuis</i>	
<i>l'avènement de George III</i>	11
<i>Cause de l'affaiblissement du parti des Whigs</i>	14
<i>Vues du Ministre</i>	16

CHAPITRE I.

<i>Acte du timbre</i>	17
<i>Revocation de cet acte</i>	18
<i>Autres actes odieux aux Colonies</i>	ibid.

	Page
<i>Résolutions de l'Assemblée de Massachusset</i>	19
<i>Ce qu'étoient les Assemblées des Colonies</i>	20
<i>Lettre circulaire des Bostoniens</i>	ibid.
<i>Lettre circulaire du Secrétaire d'Etat</i>	23
<i>Tumulte de Boston au sujet de la saisie d'un navire</i>	27
<i>Alarme des Bostoniens au sujet des troupes Anglaises</i>	29
<i>Recommandation de faire provision d'armes</i>	30
<i>Effet des résolutions des Colonies</i>	32
<i>Trois bourgeois de tués par les troupes</i>	36
<i>Conséquences de cette affaire</i>	38

C H A P I T R E II.

<i>Mauvaise politique du Ministère</i>	43
<i>Thé envoyé à Boston</i>	44
<i>Conséquences de cette mesure</i>	ibid.
<i>Résolution des Virginiens</i>	49
<i>Leur Assemblée cassée</i>	50
<i>Assemblée de Philadelphie</i>	ibid.
<i>Le Général Gage envoyé à Boston</i>	52
<i>Siège de l'Assemblée de Massachusset changé</i>	53
<i>Résolutions de l'Assemblée de cette province</i>	54
<i>Sa cassation</i>	56
<i>Requête des habitans de Salem</i>	ibid.

DES MATIERES. 329

Page

<i>Souscription pour les Bostoniens</i>	61
<i>Ligue & alliance solennelle</i>	62
<i>Edit du Général Gage contre la ligue</i>	64
<i>Effet de cet édit</i>	ibid.
<i>Assemblée de Philadelphie sans le consentement du Gouverneur</i>	66
<i>Résolutions de cette Assemblée</i>	ibid.
<i>Assemblée de Williamsbourg</i>	68
<i>Générosité des habitans de Marblehead</i>	72
<i>Habitans du Comté de Worcester en armes</i>	73
<i>Explication des Furies</i>	76
<i>Nouveaux Juges poursuivis par la populace</i>	79
<i>Etat d'Anarchie des Colonies</i>	80
<i>Fortifications sur l'isthme de Boston</i>	81
<i>Saisie des munitions à Cambridge, &c.</i>	ibid.
<i>Habitans de Connecticut en armes</i>	83
<i>Cadets du Gouverneur quittent le service</i>	ibid.
<i>Assemblée des Députés du Comté de Suffolk & leurs résolutions</i>	84
<i>Aête de Quebec</i>	86
<i>Assemblée de la province de Massachusset malgré le Gouverneur</i>	91
<i>Casernes</i>	93
<i>Canons encloués</i>	95

C H A P I T R E III.

	Page
<i>Congrès Général</i>	96
<i>Actes du Congrès</i>	97
<i>Requête au Roi</i>	108
<i>Mémoire au peuple de la Grande-Bretagne</i>	112
<i>Adresse aux Canadiens</i>	117
<i>Lettre circulaire aux Colonies</i>	122
<i>Nouveau Parlement en Angleterre</i>	127
<i>Milord Chatham</i>	128
<i>Mesures du Ministère pour réduire les Colonies</i>	129
<i>Requête du Congrès rejetée</i>	129
<i>Mesures des Colonies pour se procurer des munitions</i>	132
<i>Rhode-Island</i>	135
<i>New Hampshire</i>	136
<i>Assemblée de la Nouvelle York</i>	137
<i>Congrès Provincial à Massachusetts</i>	138
<i>Affaires de Concord & de Lexington</i>	144
<i>Blocus de Boston</i>	151
<i>Banque de billets</i>	152
<i>M. Gage déclaré incapable de servir la Colonie de Massachusetts</i>	153
<i>Préparations des Colonies</i>	154
<i>Capitulation du Chevalier Gage avec les Bostoniens</i>	155

DES MATIERES. 331

	Page
<i>Toutes les mains inutiles quittent New-York</i>	159
<i>Prise de Crown-Point & de Ticonderoga</i>	ibid.
<i>Arrivée des Généraux Howe, Burgoyne & Clinton</i>	160
<i>Etablissement d'un nouveau Gouvernement dans la province de Massachusset</i>	162
<i>Américains déclarés rebelles</i>	163
<i>Affaire de Bunker's-Hill</i>	165
<i>Effets de l'acte de Quebec</i>	175
<i>Manifeste du Congrès</i>	177
<i>Officiers, M. Washington déclaré Général en chef</i>	179
<i>Situation de Boston</i>	180
<i>Expédition de Schuyler & de Montgomery</i>	182
<i>Défaite de Carleton & de Maclean</i>	186
<i>Prise du fort Saint-Jean</i>	187
<i>Prise de Montréal</i>	188
<i>Expédition d'Arnold</i>	190
<i>Siège de Quebec</i>	199
<i>Tentative de prendre Quebec par escalade</i>	202
<i>Montgomery tué</i>	203
<i>Arnold bleé</i>	204
<i>Siège de Quebec changé en blocus</i>	207

C H A P I T R E IV.

	Page
<i>Troubles de la Virginie</i>	209
<i>Milord Dunmore se retire à bord d'un vais- seau de guerre</i>	217
<i>Transactions entre lui & l'Assemblée</i>	218
<i>Refus du Gouverneur de retourner à Wil- liamsbourg</i>	225
<i>Refus de l'Assemblée d'aller à bord</i>	226
<i>Fin de la Session</i>	ibid.
<i>Milord Dunmore repoussé en voulant dé- truire la ville d'Hampton</i>	229
<i>Lois militaires</i>	230
<i>Nègres affranchis</i>	ibid.
<i>Bataille du Grand-Pont</i>	232
<i>Plan de Conelly</i>	234
<i>La ville de Norfolk réduite en cendres</i>	237
<i>Affaires des deux Carolines</i>	239
<i>Le Général Gage quitte Boston</i>	241
<i>Le Chevalier Howe Général en chef</i>	ibid.
<i>L'armée devant Boston fait un nouvel enga- gement</i>	242
<i>Ville de Falmouth presque détruite</i>	244
<i>Lettres de marque & de représailles</i>	245
<i>Confédération proposée par le Congrès Général</i>	246
<i>Résolutions pour le commerce</i>	ibid.
<i>Réponse à l'édit du Roi</i>	247

CHAPITRE V.

	Page
<i>Transactions du Ministère de la Grande-Bretagne</i>	249
<i>Requête de la ville de Londres</i>	250
<i>Résolutions des Magistrats</i>	251
<i>M. Penn arrive en Angleterre avec une requête du Congrès Général</i>	253
<i>Négociations pour des troupes</i>	254
<i>Provisions achetées pour l'armée de Boston</i>	255
<i>Mauvais succès de l'envoi de ces provisions</i>	256
<i>Bruits de complots de trahison</i>	257
<i>M. Sayre envoyé à la Tour</i>	258
<i>Protêt de dix-neuf Pairs</i>	260
<i>Troupes & matelots demandés par le Ministère</i>	262
<i>Changemens dans plusieurs départemens</i>	ibid.
<i>Examen de M. Penn dans la Chambre haute</i>	263
<i>Proposition du Duc de Richmond</i>	266
<i>Acte pour interdire tout commerce avec les Colonies</i>	272
<i>Proposition d'examiner M. Delancey</i>	273
<i>Manœuvres du Vice-Roi d'Irlande</i>	274
<i>M. Fox propose d'examiner les causes du mauvais succès des armes du Roi</i>	276

	Page
<i>Débats au sujet des sommes demandées par le Ministre</i>	282
<i>Proposition du Duc de Grafton</i>	285

C H A P I T R E VI.

<i>Etat des troupes dans Boston</i>	287
<i>Tentative du Général pour obtenir des provisions</i>	288
<i>Corfaires Américains</i>	290
<i>Attaque de Boston</i>	291
<i>Evacuation de Boston</i>	294
<i>Voyage d'Halifax</i>	295
<i>Quebec</i>	299
<i>Arrivée des troupes d'Angleterre</i>	302
<i>Fuite des Colons</i>	303
<i>Conduite du Général Carleton</i>	304
<i>Tentative de surprendre les Royalistes à Trois-Rivières</i>	305
<i>Mauvais succès</i>	ibid.
<i>Colons continuent la retraite</i>	308
<i>Lac Champlain</i>	309
<i>Caroline Septentrionale</i>	310
<i>Macdonald</i>	311
<i>Défaite de ce dernier par Moore</i>	313
<i>Escadre d'Hopkins</i>	314

DES MATIERES. 335

Page

Mauvais succès du Milord Dunmore 315

Arrivée du Chevalier Parker au Cape Fear 316

Major-Général Lee 317

Attaque de Sullivan's Island 321

Défaite du Chevalier Parker 424

Fin de la Table.

E R R A T A.

<i>Page</i>	<i>41</i>	<i>ligne</i>	<i>9</i>	<i>pour</i>	<i>chétif</i>	<i>lisez</i>	<i>médiocre</i>
<i>ibid.</i>			<i>17</i>		<i>la justice</i>		<i>ta justice</i>
	<i>96</i>		<i>2</i>		<i>le douze</i>		<i>les douze</i>
	<i>142</i>		<i>7</i>		<i>premiers</i>		<i>premières</i>
	<i>232</i>		<i>16</i>		<i>Cononel</i>		<i>Cotonel</i>
	<i>314</i>		<i>11</i>		<i>de la guerre</i>		<i>de guerre</i>
	<i>395</i>		<i>23</i>		<i>retranchez</i>		<i>un corps d'environ</i>

